OFF
A11E8
G37
Ex. 2

N° 17
3521

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 29 avril 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, April 29, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
30 MAI 1972
DU QUEBEC

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et au deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

A.E.D.A.U.S. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ghyslain Landry, chemin Capleton, North Hatley, Michel Gosselin, 77, London, Sherbrooke, et Hubert Wallot, 67, St-Jean-Baptiste, Salaberry-de-Valleyfield, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Grouper les étudiants des différents départements de la faculté des arts de l'Université de Sherbrooke et assurer la coopération des différents groupements académiques et coordonner leurs activités, sous le nom de « A.E.D.A.U.S. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716724

Abitel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michel Décary, 6, Place Décary, Dorval, Michel Jasmin, 6144, Émile Nelligan, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Alexandra Buzynski, secrétaire, épouse de Pierre Charron, 19, boulevard Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire la fabrication, la vente, l'installation et la réparation des ouvrages, permanents ou non, se rapportant aux opérations de l'industrie du verre et de tous les métaux ou matériaux similaires, sous le nom de « Abitel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 37,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6900, boulevard Gouin ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717380

Agence Provinciale (Québec) 1972 inc. Provincial News (Québec) 1972 Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Letters Patent

A.E.D.A.U.S. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ghyslain Landry, Capleton Road, North Hatley, Michel Gosselin, 77 London, Sherbrooke, and Hubert Wallot, 67 St. Jean-Baptiste, Salaberry-de-Valleyfield, all three students, for the following purposes:

To form an association made up of the students of the various departments of the Faculty of Arts of the University of Sherbrooke, ensure the cooperation of the various academic groups and co-ordinate their activities, under the name of "A.E.D.A.U.S. inc. ".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation is at the University of Sherbrooke, Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716724

Abitel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Décary, 6 Place Décary, Dorval, Michel Jasmin, 6144 Émile Nelligan, St. Laurent, both lawyers, and Alexandra Buzynski, secretary, wife of Pierre Charron, 19 Richelieu Boulevard, St. Basile-le-Grand, for the following purposes:

To manufacture, sell, install and repair works, permanent or otherwise, related to the operations of the glass industry and all metals or like materials, under the name of "Abitel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 37,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6900 Gouin Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

45531 717380

Agence Provinciale (Québec) 1972 inc. Provincial News (Québec) 1972 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, Bellechasse, Danielle Trudel, 7125, Louis-Hémon, Nicole Bourassa, 4900, Pie IX, Claire LeBeau, 10775, de l'Esplanade, toutes quatre de Montréal, et Thérèse Séguin, 337, Thompson, Saint-Laurent, toutes cinq secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Éditer toutes sortes de livres, revues ou publications quotidiennes ou périodiques, tout support matériel de la pensée et toutes marchandises se rapportant au commerce de distribution en général, en faire le commerce, sous le nom de « Agence Provinciale (Québec) 1972 inc.— Provincial News (Québec) 1972 Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2610, rue Watt, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720126

Les aménagements Median inc.
Median Developments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: William Ahthony, administrateur, 1063, de Maisonneuve, Longueuil, Gaetan Buonanno, entrepreneur peintre, 8587, Nevers, Saint-Léonard, et Michael DiGenova, entrepreneur peintre, 10145, Charton, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre des biens immobiliers, en faire le commerce généralement, et agir à titre d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les aménagements Median inc.— Median Developments Inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 500,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720766

Ameublement Jean-Louis Turgeon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Richard Nadeau, 10795 Esplanade, Pierre Donati, 5827 Clanranald, et Richard Lassonde, 3330 Ridgewood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de meubles de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Jean-Louis Turgeon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechasse, Danielle Trudel, 7125 Louis-Hémon, Nicole Bourassa, 4900 Pie IX, Claire LeBeau, 10775 de l'Esplanade, all four of Montreal, and Thérèse Séguin, 337 Thompson, St. Laurent, all five secretaries, spinsters, for the following purposes:

To publish and deal in all kinds of books, daily or periodical magazines or publications, all material aids to thought, and all goods pertaining to the distribution business in general, under the name of "Agence Provinciale (Québec) 1972 inc.— Provincial News (Québec) 1972 Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2610 Watt Street, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720126

Les aménagements Median inc.
Median Developments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Anthony, executive, 1063, de Maisonneuve, Longueuil, Gaetan Buonanno, painting contractor, 8587 Nevers, Saint-Léonard, and Michael DiGenova, building contractor, 10145 Charton, Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal generally in immoveable property and to act as general building contractors, under the name of "Les aménagements Median inc.— Median Developments Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 500,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720766

Ameublement Jean-Louis Turgeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Nadeau, 10795 Esplanade, Pierre Donati, 5827 Clanranald, and Richard Lassonde, 3330 Ridgewood, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture of all kinds, under the name of "Ameublement Jean-Louis Turgeon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à 1657 est, rue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716330

Ano-Sep

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Nicole Gareau, technicienne médicale, épouse de Michel Bailly, 4266, St-Hubert, Gisèle Lemieux, épouse de Gérard Gilbert, 7939, Drolet, Denise Messier, épouse de Jean-Marie Pineault, 12415, Fréchette, et Raymonde Bourcier, épouse de Adrien Gagné, 5666, Chabot, ces trois dernières ménagères, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les femmes ayant subi la séparation ou le divorce, sous le nom de « Ano-Sep ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 716880

Claude Arbour inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Maurice Charette, 3931, des Érables, Claude Arbour, tous deux commerçants, et Suzanne C. Arbour, ménagère, épouse dudit Claude Arbour, ces deux derniers de 4105, Place Dargis, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et des articles, ameublement et fournitures de bureaux en général, sous le nom de « Claude Arbour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720032

Maurice Arbour inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Arbour, commerçant, Lucie Lafrance, maîtresse de maison, épouse dudit Maurice Arbour, tous deux de 304, des Ormes, et Arthur Arbour, conducteur de camion, 397, Dubreuil, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1657 Laurier Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

45531 716330

Ano-Sep

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Ccoperatives to incorporate a corporation without share capital: Nicole Gareau, medical technician, wife of Michel Bailly, 4266 St. Hubert, Gisèle Lemieux, wife of Gérard Gilbert, 7939 Drolet, Denise Messier, wife of Jean-Marie Pineault, 12415 Fréchette, and Raymonde Bourcier, wife of Adrien Gagné, 5666 Chabot, the latter three housewives, all of Montreal, for the following purposes:

To bring together separated and divorced women, under the name of "Ano-Sep".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716880

Claude Arbour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Ccoperatives, incorporating: Jean-Maurice Charette, 3931 des Érables, Claude Arbour, both dealers, and Suzanne C. Arbour, housewife, wife of the said Claude Arbour, the latter two of 4105 Place Dargis, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in sound reproduction and communications equipment and office equipment, furnishings and supplies in general, under the name of "Claude Arbour inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720032

Maurice Arbour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Arbour, merchant, Lucie Lafrance, housewife, wife of the said Maurice Arbour, both of 304 des Ormes, and Arthur Arbour, truck driver, 397 Dubreuil, all three of Mont Laurier, for the following purposes:

Agir comme agent distributeur, représentant ou vendeur pour toute compagnie, corporation ou société de produits pétroliers en général, sous le nom de « Maurice Arbour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 304, avenue des Ormes, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717188

Arlivon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Armand Messier, 265, Iberville, Repentigny, Yvon Messier, tous deux pharmaciens, et Liliane Brodeur, ménagère, épouse dudit Yvon Messier, ces deux derniers de 6340, Goncourt, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général, sous le nom de « Arlivon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3451, Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 716859

L'Association des groupes d'artisans d'Abitibi-Témiscamingue

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Tessier, travailleur social, 203, Rhéaume ouest, Rouyn, François Dumulon, comptable, 43, 10e Rue, et Yves Jégou, spécialiste en organisation communautaire, 131, Richelieu, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Encourager et mettre en valeur l'artisanat, sous le nom de « L'Association des groupes d'artisans d'Abitibi-Témiscamingue ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717253

Association du sport automobile Métropolitaine

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on business as dealers, agents or salesmen for companies, corporations or firms doing business in petroleum products in general, under the name of "Maurice Arbour inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 304 des Ormes Avenue, Mont Laurier, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717188

Arlivon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Messier, 265 Iberville, Repentigny, Yvon Messier, both pharmacists, and Liliane Brodeur, housewife, wife of the said Yvon Messier, the latter two of 6340 Goncourt, Anjou, for the following purposes:

To operate a general store, under the name of "Arlivon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each and 3,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3451 Ste. Catherine East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.- ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716859

L'Association des groupes d'artisans d'Abitibi-Témiscamingue

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Tessier, social worker, 203 Rhéaume West, Rouyn, François Dumulon, accountant, 43, 10th Street, and Yves Jégou, spécialist in community organization, 131 Richelieu, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To encourage and promote handicraft, under the name of "L'Association des groupes d'artisans d'Abitibi-Témiscamingue".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717253

Association du sport automobile Métropolitaine

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Lachance, vendeur, 777, 1re Avenue, Raymond Poitras, publiciste, 1265, Borne, Bruce Phillips, acheteur, 1041, Murray, app 4, Lysiane Bell, secrétaire, fille majeure, 3675, Randin, tous quatre de Québec, et Jacques Rainville, professeur, 3, des Liserons, Villeneuve, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Association du sport automobile Métropolitaine ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 3675, rue Randin, Les Saules, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 219170

Les assurances Henri D. Major inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Henri-D. Major, agent d'assurances, Lucille Masson, secrétaire-comptable, épouse dudit Henri-D. Major, et Hélène-Diane Major, biologiste, fille majeure, tous trois de 1290, Argenteuil, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Les assurances Henri D. Major inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1290, Argenteuil, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717373

Auberge du Lac La Retenue inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Léo Bédard, homme d'affaires, 6797, avenue Royale, L'Ange-Gardien, Dominique Joncas, administrateur, 3040, chemin Ste-Foy, et Marc Lefrançois, arpenteur-géomètre, 2526, Chassé, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et exploiter des auberges, hôtels, tavernes, restaurants et salles à manger, sous le nom de « Auberge du Lac La Retenue inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6797, avenue Royale, L'Ange-Gardien, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720998

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Normand Lachance, salesman, 777, 1st Avenue, Raymond Poitras, publicity agent, 1265 Borne, Bruce Phillips, buyer, 1041 Murray, Apt. 4, Lysiane Bell, secretary, spinster, 3675 Randin, all four of Québec, and Jacques Rainville, teacher, 3 des Liserons, Villeneuve, for the following purposes:

To form and operate a social and sports club, under the name of "Association du sport automobile Métropolitaine".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $10,000.

The head office of the corporation is at 3675 Randin Street, Les Saules, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 219170

Les assurances Henri D. Major inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-D. Major, insurance agent, Lucille Masson, secretary-accountant, wife of the said Henri-D. Major, and Hélène-Diane Major, biologist, spinster, all three of 1290 Argenteuil, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Les assurances Henri D. Major inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1290 Argenteuil, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717373

Auberge du Lac La Retenue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Bédard, businessman, 6797 Avenue Royale, L'Ange-Gardien, Dominique Joncas, executive, 3040 Chemin Ste. Foy, and Marc Lefrançois, land-surveyor, 2526 Chassé, the latter two of Ste. Foy, for the following purposes:

To do business as a real estate company and to operate inns, hotels, taverns, restaurants and dining rooms, under the name of "Auberge du Lac La Retenue inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6797 Avenue Royale, L'Ange-Gardien, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720998

G. N. Beaudry & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 3465, Redpath, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, tous deux de Montréal, et Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « G. N. Beaudry & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 550, rue Sherbrooke ouest, suite 1150, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717364

M. G. Bisson inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Guy St-Onge, 521, Lacerte, Yvon Martineau, 3155, Talbot, et Wildy Guimond, 1842, de Malapart, tous trois comptables, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de robes, manteaux, chapeaux, habits, vêtements, sous-vêtements, tissus à la verge, gants, chaussures et tous autres articles pouvant vêtir la personne, sous le nom de « M. G. Bisson inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720155

Jean-Claude Brosseau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Brosseau, imprésario, 7470, Lajeunesse, app. 114, Montréal, Simone Brosseau, épouse de Arthur Ringuette, 64, Poirier, Huntingdon, et Suzanne Brosseau, épouse de Jean-Claude Lavigne, 519, Higins, Laval, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Jean-Claude Brosseau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

G. N. Beaudry & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Rosenstein, 3465 Redpath, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, both of Montreal, and Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, St. Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To do business as insurance brokers and agents, under the name of "G. N. Beaudry & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 550 Sherbrooke Street West, Suite 1150, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717364

M. G. Bisson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy St-Onge, 521 Lacerte, Yvon Martineau, 3155 Talbot, and Wildy Guimond, 1842 de Malapart, all three accountants, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, coats, hats, suits, clothes, underwear, yard goods, gloves, shoes and all other wearing apparel, under the name of "M. G. Bisson inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720155

Jean-Claude Brosseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Brosseau, impresario, 7470 Lajeunesse, Apt. 114, Montreal, Simone Brosseau, wife of Arthur Ringuette, 64 Poirier, Huntingdon, and Suzanne Brosseau, wife of Jean-Claude Lavigne, 519 Higins, Laval, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Jean-Claude Brosseau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720031

Buckingham Hardware Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albert Moore, comptable, 48, Mountain View, Lachute, Louise L. Archambault, secrétaire, épouse de Robert Archambault, 88, Maisonneuve, Blainville, et Michel Paquin, avocat, 37, des Cèdres, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « Buckingham Hardware Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 491, rue Principale, Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720091

Cap Fire Service Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Baptiste Brûlé, commerçant, Marcelle Déry, ménagère, épouse dudit Jean-Baptiste Brûlé, tous deux de 174, Dussault, Michel Jodoin, commerçant, et Lise Brûlé, secrétaire, épouse dudit Michel Jodoin, ces deux derniers de 198-A, Dorval, tous quatre de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire l'installation, l'entretien et le commerce d'extincteurs d'incendie ou de tout appareil servant à la protection contre les incendies, sous le nom de « Cap Fire Service Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 174, rue Dussault, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720220

Ce-La-Co ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Marcel Beaudry, Lucerne,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720031

Buckingham Hardware Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Moore, accountant, 48 Mountain View, Lachute, Louise L. Archambault, secretary, wife of Robert Archambault, 88 Maisonneuve, Blainville, and Michel Paquin, lawyer, 37 des Cèdres, St. Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants and deal in all kinds of hardware, electrical appliances and building material, under the name of "Buckingham Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 491 Principale Street, Buckingham, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720091

Cap Fire Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Baptiste Brûlé, merchant, Marcelle Déry, housewife, wife of the said Jean-Baptiste Brûlé, both of 174 Dussault, Michel Jodoin, merchant, and Lise Brûlé, secretary, wife of the said Michel Jodoin, the latter two of 198-A Dorval, all four of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To install, service and deal in fire extinguishers and all types of fire-protection apparatus, under the name of "Cap Fire Service Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 174 Dussault Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720220

Ce-La-Co ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Beaudry, Lucerne, Michel

Michel Beaudry, Touraine, tous deux avocats, et Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Ce-La-Co ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 3, Thurso, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716255

Beaudry, Touraine, both lawyers, and Lise Cousineau, secretary, spinster, Hull, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and deal in all kinds of materials, under the name of "Ce-La-Co ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rural Route number 3, Thurso, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716255

Centre de correspondance La Plume d'Or ltée
The Golden Quill Correspondence Center Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Françoise Brown, agent d'administration, épouse de J.-Ernest Livernois, 305, St-Charles ouest, app. 1008, Longueuil, Marie Livernois, jardinière d'enfants, épouse de Robert Lacroix, 39, chemin Roosevelt, Dollard-des-Ormeaux, et Paul Livernois, artiste-peintre, 486, Maple, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de correspondance, d'échanges culturels et sociaux et de promotion des loisirs, sous le nom de « Centre de correspondance La Plume d'Or ltée — The Golden Quill Correspondence Center Ltd. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717354

Centre de correspondance La Plume d'Or ltée
The Golden Quill Correspondence Center Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Françoise Brown, administration officer, wife of J.-Ernest Livernois, 305 St. Charles West, Apt. 1008, Longueuil, Marie Livernois, kindergarten teacher, wife of Robert Lacroix, 39 Roosevelt Road, Dollard-des-Ormeaux, and Paul Livernois, artist (painter), 486 Maple, St. Lambert, for the following purposes:

To establish and operate a center for correspondence, cultural and social exchanges, and for the promotion of recreational activities, under the name of "Centre de correspondance La Plume d'Or ltée — The Golden Quill Correspondence Center Ltd.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $1,000,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717354

Réal Chagnon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, avenue Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Réal Chagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Antoine-sur-Richelieu, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720140

Réal Chagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield Avenue, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, St. Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Réal Chagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at St. Antoine-sur-Richelieu, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720140

Charlene Clothing Manufacturing Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Peter Casey, 453, avenue Grosvenor, Westmount, Billy Mauer, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, tous deux avocats, et Diane Illing, secrétaire, épouse de Tom Illing, 7035, Mazarin, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des boutiques de bonneterie et faire le commerce de bas, lingerie et accessoires de robes pour dames, sous le nom de « Charlene Clothing Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 28, avenue Franklin, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720016

Châteauguay Drywall Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gérard Benoit, entrepreneur, Armande Benoit, ménagère, épouse dudit Gérard Benoit, tous deux de 219, Duquette, Robert Benoit, entrepreneur et Louise Benoit, ménagère, épouse dudit Robert Benoit, ces deux derniers de 287, Molson, tous quatre de Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en pose de lattes plâtre, planches murales, panneaux de gypse, cloisons amovibles, tuiles acoustiques, stucco et autres produits semblables, sous le nom de « Châteauguay Drywall Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720138

R. Chevrier Claim Service Inc.
Service de réclamation R. Chevrier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert Chevrier, agent de réclamation, Carla Battistini, ménagère, épouse dudit Robert Chevrier, tous deux de 7625, Montbrun, Saint-Léonard, et Lorraine Chevrier, secrétaire, fille majeure, 6545, 31e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agent de réclamation, sous le nom de « R. Chevrier Claim Service Inc. — Service de réclamation R. Chevrier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Charlene Clothing Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Casey, 453 Grosvenor Avenue, Westmount, Billy Mauer, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, both advocates, and Diane Illing, secretary, wife of Tom Illing, 7035 Mazarin, Montreal, for the following purposes:

To operate hosiery shops and deal in hosiery and women's wear and dress accessories, under the name of "Charlene Clothing Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 28 Franklin Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720016

Châteauguay Drywall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Benoit, contractor, Armande Benoit, housewife, wife of the said Gérard Benoit, both of 219 Duquette, Robert Benoit, contractor, and Louise Benoit, housewife, wife of the said Robert Benoit, the latter two of 287 Molson, all four of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as contractors in the installation of laths, plaster, wall panels, gypsum panels, movable partitions, acoustical tiles, stucco and other like products, under the name of "Châteauguay Drywall Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720138

R. Chevrier Claim Service Inc.
Service de réclamation R. Chevrier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Chevrier, claims agent, Carla Battistini, housewife, wife of the said Robert Chevrier, both of 7625 Montbrun, St. Léonard, and Lorraine Chevrier, secretary, spinster, 6545, 31st Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as claims agents, under the name of "R. Chevrier Claim Service Inc. — Service de réclamation R. Chevrier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 3,700 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 7625, Montbrun, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720284

La Clinique pédagogique de Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Guilbault, professeur, 4153, Claude, Verdun, Hector-O. Brault, comptable, 5420, 11e Avenue, Montréal, et Henri-Paul Lemay, avocat, 426, Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des centres d'éducation pour permetrre aux deshérités de la vie ou aux personnes souffrant d'incapacité partielle de gagner leur vie ou d'apprendre un métier, sous le nom de « La Clinique pédagogique de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 6515, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717367

Club Caravelle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Normand Fortier, homme d'affaires, Gisèle April, secrétaire, épouse dudit Normand Fortier, tous deux de 7490, boulevard Champlain, Lasalle, et Pierre Bovet, avocat, 500, de Gaspé, app. 408, Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de voyages, sous le nom de « Club Caravelle inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720615

Club des Cerfs du Comté de L'Islet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Guy Bélanger, agent distributeur, Bertrand Ouellet, Raymond Pelletier, tous deux aviculteurs, Émilien Jean, Laurent Fortin, tous deux mécaniciens, Hébert Dubé, contremaître, et Jean-Paul Lord, machiniste, tous de Saint-Damase-de-L'Islet, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 7625 Montbrun, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720284

La Clinique pédagogique de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucien Guilbault, teacher, 4153 Claude, Verdun, Hector-O. Brault, accountant, 5420, 11th Avenue, Montreal, and Henri-Paul Lemay, lawyer, 426 Champagneur, Outremont, for the following purposes:

To set up and operate educational centers designed to held persons in need, or suffering from partial disability, earn a living or learn a trade, under the name of "La Clinique pédagogique de Montréal inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500,000.

The head office of the corporation is at 6515 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717367

Club Caravelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Fortier, businessman, Gisèle April, secretary, wife of the said Normand Fortier, both of 7490 Champlain Boulevard, Lasalle, and Pierre Bovet, lawyer, 500 de Gaspé, Apt. 408, Verdun, for the following purposes:

To operate a travel agency, under the name of "Club Caravelle inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

45531 720615

Club des Cerfs du Comté de L'Islet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Guy Bélanger, dealer, Bertrand Ouellet, Raymond Pelletier, both fowl-breeders, Émilien Jean, Laurent Fortin, both mechanics, Hébert Dubé, foreman, and Jean-Paul Lord, machinist, all of St. Damase-de-L'Islet, for the following purposes:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club des Cerfs du Comté de L'Islet inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Damase-de-L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716861

To promote snowmobiling, under the name of "Club des Cerfs du Comté de L'Islet inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at St. Damase-de-L'Islet, judicial district of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716861

Club de chasse et de pêche Marcel Raymond inc. Marcel Raymond Fishing and Hunting Club inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Raymond, homme d'affaires, Andrée Lalande, secrétaire, fille majeure, tous deux de 8391, Mont Richard, Anjou, et Jacques Lefebvre, chauffeur d'autobus, 2020, Henri Bourassa est, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme organisateur de voyages de chasse et de pêche, sous le nom de « Club de chasse et de pêche Marcel Raymond inc. — Marcel Raymond Fishing and Hunting Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Fugèreville, district judiciaire de Témiscamingue.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720248

Club de chasse et de pêche Marcel Raymond inc. Marcel Raymond Fishing and Hunting Club inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Raymond, businessman, Andrée Lalande, secretary, spinster, both of 8391 Mont Richard, Anjou, and Jacques Lefebvre, bus driver, 2020 Henri Bourassa East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hunting and fishing-trip organizers, under the name of "Club de chasse et de pêche Marcel Raymond inc. — Marcel Raymond Fishing and Hunting Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Fugèreville, judicial district of Témiscamingue.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720248

Club des employés de la Voirie (Division 10)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Gauthier, ingénieur divisionnaire, Guy Massé, et Jean-Pierre Bilodeau, ces deux derniers employés de la voirie, tous trois de Saint-Pascal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club des employés de la Voirie (Division 10) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716857

Club des employés de la Voirie (Division 10)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Gauthier, divisional engineer, Guy Massé, and Jean-Pierre Bilodeau, the latter two employed by the Department of Roads, all of St. Pascal, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Club des employés de la Voirie (Division 10)".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $5,000.

The head office of the corporation is at St. Pascal, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716857

Club de golf des Érables ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Club de golf des Érables ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Benoît Pelletier, vendeur, 574, St-Georges, Roger Bérard, agent, 75, des Peupliers, et Roger Parenteau, avocat, 480, St-Jean, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Club de golf des Érables ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $250 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717034

Club Mistral inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Côté, professeur, 146, Dequen, Gérard Couture, contremaître, 440, Dequen, Richard Desjardins, chauffeur, 257, Dequen, Roger Larouche, Ghislain Claveau, rang 4, tous deux journaliers, Marjolaine Girard, coiffeuse, fille majeure, 100, Dequen, Paul-Aimé Potvin, menuisier, Constant Côté, cultivateur, Rénald Lavoie, commis, et Louis-Georges Savard, camionneur, tous de Saint-Gédéon, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Club Mistral inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Gédéon, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 717394

Club de moto-neige Au Petit Fanal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Georgius Brouillard, Saint-David, Louisé Théroux, tous deux vendeurs, Gabriel Chapdelaine, débosseleur, 93, Central, Lucien Blanchard, 157, Central, et André Brouillard, 19, St-Jean, ces deux derniers mécaniciens, ces quatre derniers de Yamaska-Est, pour les objets suivants:

Promouvoir les activités sociales, culturelles et éducatives des membres, sous le nom de « Club de motoneige Au Petit Fanal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoît Pelletier, salesman, 574 St. Georges, Roger Bérard, agent, 75 des Peupliers, and Roger Parenteau, lawyer, 480 St. Jean, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry the business of providing amusement for the public, under the name of "Club de golf des Érables ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $250 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717034

Club Mistral inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucien Côté, professor, 146 Dequen, Gérard Couture, foreman, 440 Dequen, Richard Desjardins, chauffeur, 257 Dequen, Roger Larouche, Ghislain Claveau, Range 4, the latter two labourers, Marjolaine Girard, hairdresser, spinster, 100 Dequen, Paul-Aimé Potvin, carpenter, Constant Côté, farmer, Rénald Lavoie, clerk, and Louis-Georges Savard, trucker, all of St. Gédéon, for the following purposes:

To set up and operate a sports club, under the name of "Club Mistral inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at St. Gédéon, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 717394

Club de moto-neige Au Petit Fanal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georgius Brouillard, St. David, Louise Théroux, both salesmen, Gabriel Chapdelaine, auto-body repairman, 93 Central, Lucien Blanchard, 157 Central, and André Brouillard, 19 St. Jean, the latter two mechanics, the latter four of Yamaska East, for the following purposes:

To promote the social, cultural and educational activities of its members, under the name of "Club de moto-neige Au Petit Fanal inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-David, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720480

Club de moto-neige de Barnston inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Moreau, cultivateur, route rurale numéro 1, Hatley, Paul Ducharme, fabricant de beurre, rue Pleasant, et Nelson Viens, commerçant de grains, avenue Rosedale, ces deux derniers de Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige de Barnston inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Stanstead, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720258

Club de moto-neige Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Bérubé, représentant, 29, LeRoyer, Réal Beaulieu, gardien, 20, Place LeRoyer, et Florent Tremblay, administrateur, 141, 7e Avenue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club de motos-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Laval inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 29, LeRoyer, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717055

Club Optimiste de Thetford Mines (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Christian Beaudoin, avocat, 77, Lapierre, Jean-Guy DesRochers, bijoutier, 104, St-Alphonse, et Yvon Gardner, notaire, 4-1703, Maurice, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social dans le but de favoriser et promouvoir par tous les moyens les loisirs,

The head office of the corporation is at St. David, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720480

Club de moto-neige de Barnston inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Normand Moreau, farmer, Rural Route number 1, Hatley, Paul Ducharme, butter-maker, Pleasant Street, and Nelson Viens, grain merchant, Rosedale Avenue, the latter two of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige de Barnston inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $40,000.

The head office of the corporation is at Stanstead, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720258

Club de moto-neige Laval inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Bérubé, agent, 29 LeRoyer, Réal Beaulieu, watchman, 20 Place LeRoyer, and Florent Tremblay, administrator, 141, 7th Avenue, all three of Laval, for the following purposes:

To form and operate a snowmobile club, under the name of "Club de moto-neige Laval inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 29 LeRoyer, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717055

Club Optimiste de Thetford Mines (Québec) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Christian Beaudoin, lawyer, 77 Lapierre, Jean-Guy DesRochers, jeweller, 104 St. Alphonse, and Yvon Gardner, notary, 4-1703 Maurice, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To establish and manage a social club for the purpose of encouraging and promoting, in every way, recrea-

la culture et l'éducation chez les jeunes, sous le nom de « Club Optimiste de Thetford Mines (Québec) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720216

Club Sarcelle

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: René Girard, garagiste, Benoit Mailhot, cultivateur, et Roger Savard, commis, tous trois de Saint-Méthode, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club Sarcelle ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Méthode, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717392

Comité d'action communautaire de Chibougamau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Françoise Mailhot, conseillère sociale, 372, Wilson, Marie-Paule McNicholls, assistante-sociale, 488, 5e rue, toutes deux filles majeures, Marcel Bluteau, gérant, 566, Wilson, Maryse Puize, infirmière, épouse de Gilles Arcand, 518, Wilson, et Lise Brais, sociologue, épouse de Michel Grégoire, 528, Demers, tous de Chibougamau, pour les objets suivants:

Sensibiliser la population à l'information et l'amener à participer à l'action sociale, sous le nom de « Comité d'action communautaire de Chibougamau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 455, 3e rue, Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 717126

tional, cultural and educational activities for the young, under the name of "Club Optimiste de Thetford Mines (Québec) inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720216

Club Sarcelle

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Girard, garage operator, Benoit Mailhot, farmer, and Roger Savard, clerk, all three of St. Méthode, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote snowmobiling in particular, under the name of "Club Sarcelle".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $40,000.

The head office of the corporation is at St. Méthode, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717392

Comité d'action communautaire de Chibougamau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Françoise Mailhot, social welfare adviser, 372 Wilson, Marie-Paule McNicholls, social welfare worker, 488, 5th Street, both spinsters, Marcel Bluteau, manager, 566 Wilson, Maryse Puize, nurse, wife of Gilles Arcand, 518 Wilson, and Lise Brais, sociologist, wife of Michel Grégoire, 528 Demers, all of Chibougamau, for the following purposes:

To make the public aware of current events and persuade them to participate in social action, under the name of "Comité d'action communautaire de Chibougamau inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 455, 3rd Street, Chibougamau, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 717126

Comité de citoyens de La Corne

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Arsène Demers, marchand, Omer Viens, secrétaire, et Albert Raby, gardien, tous trois de Saint-Benoît-de-Lacorne, pour les objets suivants:

Représenter la population de la paroisse de Lacorne et lui donner les services pour fins d'organisation à tous les paliers, sous le nom de « Comité de citoyens de La Corne ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $15,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Benoît-de-Lacorne, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 715544

Comité de citoyens de La Corne

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Arsène Demers, merchant, Omer Viens, secretary, and Albert Raby, watchman, all three of St. Benoît-de-Lacorne, for the following purposes:

To represent the population of the Parish of Lacorne and supply services for organizational purposes on all levels, under the name of "Comité de citoyens de La Corne".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation is at St. Benoît-de-Lacorne, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 715544

Commission des loisirs de St-Félix-d'Otis

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Isoland Claveau, journalier, Joseph Gingras, boucher, Ghislain Simard, mesureur, Gérard Boivin, mécanicien, Jean-Marie Claveau, étudiant, Luc Pineault, infirmier, Michelle Brassard, secrétaire, fille majeure, et Marie-Alice Simard, ménagère, épouse de Léopold Thibeault, tous de Saint-Félix-d'Otis, pour les objets suivants:

Aider les citoyens dans l'organisation de leurs loisirs, sous le nom de « Commission des loisirs de St-Félix-d'Otis ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $800,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félix-d'Otis, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

45531-o 717186

Commission des loisirs de St-Félix-d'Otis

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Isoland Claveau, labourer, Joseph Gingras, butcher, Ghislain Simard, measurer, Gérard Boivin, mechanic, Jean-Marie Claveau, student, Luc Pineault, male nurse, Michelle Brassard, secretary, spinster, and Marie-Alice Simard, housewife, wife of Léopold Thibeault, all of St. Félix-d'Otis, for the following purposes:

To help members of the community organize their recreational activities, under the name of "Commission des loisirs de St-Félix-d'Otis".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $800,000.

The head office of the corporation is at St. Félix-d'Otis, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717186

Compagnie électrique Lauver inc.
Lauver Electric Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Bernier, plombier, 12145, Place Gilles Hocquart, Jean-Guy Vermette, électricien, 7705, 14e Avenue, app. 1, tous deux de Montréal, et Michel Gauthier, comptable, 1770, Boisvert, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Compagnie électrique Lauver inc. — Lauver Electric Inc. », avec un capital

Compagnie électrique Lauver inc.
Lauver Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bernier, plumber, 12145 Place Gilles Hocquart, Jean-Guy Vermette, electrician, 7705 14th Avenue, Apt. 1, both of Montreal, and Michel Gauthier, accountant, 1770 Boisvert, Laval, for the following purposes:

To do business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electric appliances and accessories, under the name of "Compagnie électrique Lauver inc. — Lauver Electric Inc.", with a total capital stock of

total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720324

Construction Cookshire inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Lefebvre, entrepreneur, Hermane Dumas, ménagère, épouse dudit Robert Lefebvre, tous deux de 150, Sawyer, Cookshire, et Liguori Masson, administrateur, 1202, Couvrette, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Cookshire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune, 150 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune et en 400 actions privilégiées classe « C » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 716872

Construction Fabien ltée
Fabien Construction Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Léo-Fabien Babin, estimateur, Lucienne Doucet, technicienne, épouse dudit Léo-Fabien Babin, tous deux de 30, Dijon, Blainville, et Léandre Michaud, comptable, 171A, Commerciale, Cabano, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Fabien ltée — Fabien Construction Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 30, rue Dijon, Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720334

Corga inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720324

Construction Cookshire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lefebvre, contractor, Hermane Dumas, housewife, wife of the said Robert Lefebvre, both of 150 Sawyer, Cookshire, and Liguori Masson, administrator, 1202 Couvrette, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Cookshire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each, 150 class "B" preferred shares of $100 each and 400 class "C" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cookshire, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716872

Construction Fabien ltée
Fabien Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo-Fabien Babin, appraiser, Lucienne Doucet, technician, wife of the said Léo-Fabien Babin, both of 30 Dijon, Blainville, and Léandre Michaud, accountant, 171A, Commerciale, Cabano, for the following purposes:

To do business as general building contractors and deal in materials of all kinds, under the name of "Construction Fabien ltée — Fabien Construction Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 30 Dijon Street, Blainville, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720334

Corga inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, Bellechasse, Montréal, Thérèse Séguin, 337, boulevard Thompson, Saint-Laurent, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Paul Zigby, avocat, 201, Rive Corot, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures sous toutes ses formes, sous le nom de « Corga inc. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720528

Corporation du journal des handicapés du Québec (C.J.H.Q.)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Pilotte, directeur d'étudiants, 10455, Meunier, Jeannette Vaillancourt, ménagère, fille majeure, 5164, Berri, tous deux de Montréal, et Yvon Cicciarello, directeur de personnel, 1343, Georges, Laflèche, pour les objets suivants:

Regrouper les handicapés intéressés à travailler bénévolement à la rédaction d'un journal, sous le nom de « Corporation du journal des handicapés du Québec (C.J.H.Q.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717295

Le corps de majorettes Les Marquises

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ludivine Tchernoff, 1, 12e rue, Forestville, Thérèse Tchernoff, Bersimis, toutes deux professeurs, filles majeures, et Pierrette Fortin, secrétaire, épouse de Guy Fortin, 431, Dolbeau, Arvida, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club de majorettes, sous le nom de « Le corps de majorettes Les Marquises ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717382

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechasse, Montreal, Thérèse Séguin, 337 Thompson Boulevard, St. Laurent, both secretaries, spinsters, and Jean-Paul Zigby, lawyer, 201 Rive Corot, Verdun, for the following purposes:

To deal in all specialties of footwear, under the name of "Corga inc.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720528

Corporation du journal des handicapés du Québec (C.J.H.Q.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Pilotte, director of students, 10455 Meunier, Jeannette Vaillancourt, housewife, spinster, 5164 Berri, both of Montreal, and Yvon Cicciarello, personnel manager, 1343 Georges, Laflèche, for the following purposes:

To group together handicapped persons interested in contributing benevolently to the writing of a newspaper, under the name of "Corporation du journal des handicapés du Québec (C.J.H.Q.)".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $300,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717295

Le corps de majorettes Les Marquises

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ludivine Tchernoff, 1, 12th Street, Forestville, Thérèse Tchernoff, Bersimis, both teachers, spinsters, and Pierrette Fortin, secretary, wife of Guy Fortin, 431 Dolbeau, Arvida, for the following purposes:

To form and operate a majorette club, under the name of "Le corps de majorettes Les Marquises".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $30,000.

The head office of the corporation is at Forestville, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717382

Cosmetics of Canada Ltd.
Cosmétiques du Canada ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gertrude N. King, réceptionniste, épouse de Larry Moore, 4777, boulevard Rosemont, Odette Pépin, secrétaire, épouse de Luc Fortin, 3320, French, et Bernard Sivak, avocat, 1550, McGregor, app. 601, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toute sorte de marchandises susceptibles de servir de cosmétiques, de quelque nature ou description, en faire le commerce, sous le nom de « Cosmetics of Canada Ltd. — Cosmétiques du Canada ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2795, chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 717145

J. P. Cournoyer ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Drouin, 2275, Jean-Talon est, Claudel Sirois, 7390, Chabot, tous deux de Montréal, et Yves Rouleau, 955, Plymouth, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « J. P. Cournoyer ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 717302

D & L Motor Sales Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raffaele Lombardo, vendeur, Ada Farese, ménagère, épouse dudit Raffaele Lombardo, tous deux de 9086, Meunier, et Carmelo de Forte, industriel, 265, Bélanger est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des camions, tracteurs, automobiles et véhicules de toutes sortes, ainsi que leurs parties et accessoires, en faire le commerce, sous le nom de « D & L Motor Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Cosmetics of Canada Ltd.
Cosmétiques du Canada ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gertrude N. King, receptionist, wife of Larry Moore, 4777 Rosemont Boulevard, Odette Pépin, secretary, wife of Luc Fortin, 3320 French, and Bernard Sivak, lawyer, 1550 McGregor, Apt. 601, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise of all and every kind, nature and description usable as cosmetics, under the name of "Cosmetics of Canada Ltd. — Cosmétiques du Canada ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2795 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 717145

J. P. Cournoyer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Drouin, 2275 Jean-Talon East, Claudel Sirois, 7390 Chabot, both of Montreal, and Yves Rouleau, 955 Plymouth, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To do business as general building contractors and deal in materials of all kinds, under the name of "J. P. Cournoyer ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 717302

D & L Motor Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raffaele Lombardo, salesman, Ada Farese, housewife, wife of said Raffaele Lombardo, both of 9086 Meunier, and Carmelo de Forte, industrialist, 265 Bélanger East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in trucks, tractors, automobiles, and vehicles of all kinds and all their parts and accessories, under the name of "D & L Motor Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717403

Les distributions Couponmatic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Desjardins, 2115, Lepailleur, Montréal, André Martineau, 3187, Noorduyn, Saint-Laurent, et Richard Ouellette, 3828, Viger, Laval, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Procurer des services d'administration, d'organisation, de direction, de consultation aux épiciers et autres genres de commerce tant au niveau du gros que du détail, sous le nom de « Les distributions Couponmatic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Place Crémazie, suite 426, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720174

Dreynick inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: André Monette, comptable, Nicole Fournelle, ménagère, épouse dudit André Monette, tous deux de 10927, Éthier, Montréal-Nord, et Jean-Pierre Soullière, estimateur, 4015, Everett, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de «Dreynick inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5925, rue Paul, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720613

Ken Dryden Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: David I. Schatia, 183, Netherwood Crescent, Hampstead, Larry S. Sazant, 15, Lesage, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Irene Rajewski, secrétaire, épouse d'Alexander Stielow, 1000, Lawlor, app. 610, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717403

Les distributions Couponmatic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Desjardins, 2115 Lepailleur, Montreal, André Martineau, 3187 Noorduyn, St. Laurent, and Richard Ouellette, 3828 Viger, Laval, all three accountants, for the following purposes:

To provide administration, organization, management and consultation services for groceries and other kinds of firms operating at both the wholesale and retail levels, under the name of "Les distributions Couponmatic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 110 Place Crémazie, Suite 426, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720174

Dreynick inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Monette, accountant, Nicole Fournelle, housewife, wife of the said André Monette, both of 10927 Éthier, Montreal North, and Jean-Pierre Soullière, appraiser, 4015 Everett, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of providing amusement for the public, under the name of "Dreynick inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5925 Paul Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720613

Ken Dryden Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions. Companies and Cooperatives, incorporating: David I. Schatia, 183 Netherwood Crescent, Hampstead, Larry S. Sazant, 15 Lesage, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Irene Rajewski, secretary, wife of Alexander Stielow, 1000 Lawlor, Apt. 610, Saint-Laurent, for the following purposes:

Exercer un commerce d'agents de publicité, de promotion et de vente et celui d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Ken Dryden Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531 715999

R. J. Dutil & frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Renaud Dutil, stagiaire en droit, 1482, Maurice, Thetford Mines, Réjean Dutil, route rurale numéro 5, et Jules Dutil, route rurale numéro 1, ces deux derniers entrepreneurs généraux, de Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux forestiers, de terrassement de toutes sortes et de construction de routes, sous le nom de « R. J. Dutil & frères inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,001 actions ordinaires de $20 chacune et en 3,999 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720217

Ectac Investments Ltd.
Les placements Ectac ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Walter S. Bielski, avocat, Barbara A. Krzyzanowska, teneuse de livres, épouse dudit Walter S. Bielski, tous deux du 7195, N. Gaudais, Saint-Léonard, et John P. Bednarz, surveillant, 182, Montarville, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ectac Investments Ltd.— Les placements Ectac ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720429

Les édifices du Cap inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, consti-

To carry on the business of a general advertising, promotion and selling agent and holding company, under the name of "Ken Dryden Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531-o 715999

R. J. Dutil & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renaud Dutil, articled law student, 1482 Maurice, Thetford Mines, Réjean Dutil, Rural Route number 5, and Jules Dutil, Rural Route number 1, the latter two general contractors, of St. Georges West, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in forest works, all kinds of earthworks and road constructions, under the name of "R. J. Dutil & frères inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,001 common shares of $20 each and 3,999 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is at St. Georges West, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720217

Ectac Investments Ltd.
Les placements Ectac ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Walter S. Bielski, lawyer, Barbara A. Krzyzanowska, bookkeeper, wife of the said Walter S. Bielski, both of 7195 N. Gaudais, Saint-Léonard, and John P. Bednarz, supervisor, 182 Montarville, Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ectac Investments Ltd.— Les placements Ectac ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720429

Les édifices du Cap inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Michel Thibaudeau, 206, boulevard St-Yves, Ancienne-Lorette, André Morel, 9050, de Laval, app. 5, Charlesbourg, tous deux professeurs, et Bertin Beaudoin, machiniste, 263, Gustave, Beaupré, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les édifices du Cap inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1026, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716920

Les éditions Kébecspec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy Latraverse, 170, St-Amable, Montréal, L.-Roger Latraverse, 1537, Ducharme, Outremont, tous deux administrateurs, et Micheline Chablat, secrétaire, fille majeure, 305, St-Charles ouest, app. 1309, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et publicistes, sous le nom de « Les éditions Kébecspec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 720534

Les éditions Presses Touristiques inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Fernand Lévesque, Alfréda Couture, épouse dudit Fernand Lévesque, tous deux de 3535, Papineau, app. 1206, et Jean-Louis Laporte, 8150, Fabre, app. 4, tous trois journalistes, de Montréal, pour les objets suivants:

Éditer, publier et faire le commerce de livres et publications de tous genres, y compris journaux, pamphlets publicitaires et autres, sous le nom de « Les éditions Presses Touristiques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720105

incorporating: Michel Thibaudeau, 206 St. Yves Boulevard, Ancienne-Lorette, André Morel, 9050 de Laval, Apt. 5, Charlesbourg, both teachers, and Bertin Beaudoin, machinist, 263 Gustave, Beaupré, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les édifices du Cap inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1026 St. John Street, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716920

Les éditions Kébecspec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Latraverse, 170 St. Amable, Montreal, L.-Roger Latraverse, 1537 Ducharme, Outremont, both executives, and Micheline Chablat, secretary, spinster, 305 St. Charles West, Apt. 1309, Longueuil, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, engravers, bookbinders and publicity agents, under the name of "Les éditions Kébecspec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45531 720534

Les éditions Presses Touristiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lévesque, Alfréda Couture, wife of the said Fernand Lévesque, both of 3535 Papineau, Apt. 1206, and Jean-Louis Laporte, 8150 Fabre, Apt. 4, all three journalists, of Montreal, for the following purposes:

To print, publish and deal in books and all kinds of publications, including newspapers, advertising circulars and the like, under the name of "Les éditions Presses Touristiques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720105

Les entreprises Barel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Luc Parent, 560, Carlyle, Mont-Royal, Pierre Laforest, et Mario-R. Girard, ces deux derniers de 4858, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme producteur, réalisateur, imprésario, agent et conseiller de récitals, spectacles de variétés et de music-hall, sous le nom de « Les entreprises Barel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, boulevard Maisonneuve est, suite 505, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 2935-1971

Entreprises Beauregard ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Benoit Beauregard, 385, de Ramsay, Mont-Saint-Hilaire, Marc Bourgeois, 69, Vivian, et Gilles Bertrand, 147, avenue Dunrae, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes et des ranches en vue de l'élevage des volailles et de tous autres animaux ainsi que de tous autres produits de la nature des denrées alimentaires, sous le nom de « Entreprises Beauregard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, rue Principale, Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720113

Les entreprises C. A. Norton limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Charles Alliston Norton, Nouvelle, Joseph Fontaine, 340, Jean-Talon ouest, Charlesbourg, et Franco Pretto, 10, 1re avenue, Lac Saint-Charles, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Les entreprises C. A. Norton limitée », avec un capital total de $150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Les entreprises Barel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Parent, 560 Carlyle, Mount-Royal, Pierre Laforest, and Mario R. Girard, the latter two of 4858 Côte des Neiges, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To act as producer, director, impresario, agent and consultant for recitals, variety and music hall shows, under the name of "Les entreprises Barel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1500 Maisonneuve Boulevard East, Suite 505, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 2935-1971

Entreprises Beauregard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Beauregard, 385 de Ramsay, Mont-Saint-Hilaire, Marc Bourgeois, 69 Vivian, and Gilles Bertrand, 147 Dunrae Avenue, the latter two of Mount Royal, all three administrators, for the following purposes:

To operate farms and ranches for the purpose of breeding poultry and all other animals and deal in all other products considered foodstuffs, under the name of "Entreprises Beauregard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 180 Principale Street, St. Jean-Baptiste, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720113

Les entreprises C. A. Norton limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Alliston Norton, Nouvelle, Joseph Fontaine, 340 Jean-Talon West, Charlesbourg, and Franco Pretto, 10, 1st Avenue, Lac St. Charles, all three industrialists, for the following purposes:

To deal in all kinds of buildings materials, under the name of "Les entreprises C. A. Norton limitée", with a total capital stock of $150,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 12, 1re avenue, Lac Saint-Charles, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720273

Les entreprises C. Rouleau inc.
C. Rouleau Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Louis Côté, administrateur, 891, Monseigneur Grandin, app. 1, Sainte-Foy, Claude Rouleau, médecin, 1509, Parc Beauvoir, Sillery, et Yvon Lemay, garagiste, 902, Marie-Victorin, Saint-Nicolas, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Les entreprises C. Rouleau inc.— C. Rouleau Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 965, route de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720163

Les entreprises Ferland et Cormier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gérard Ferland, marchand, 202, boulevard Deslauriers, André Cormier, machiniste, et Lorraine Cormier, ménagère, épouse dudit André Cormier, ces deux derniers de 659, Marie-Victorin est, tous trois de Contrecoeur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, démolition et réparation de bâtiments de toutes sortes, sous le nom de « Les entreprises Ferland et Cormier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Contrecoeur, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717317

Les entreprises générales d'électricité R.D.B. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Fernand Beauregard, entrepreneur-électricien, 196, Henderson, Guy Dorval, marchand, 445, 3e avenue, tous deux de Chibougamau, et Raymond Moreault, avocat, 3342, Clérin, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 12, 1st Avenue, Lac St. Charles, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720273

Les entreprises C. Rouleau inc.
C. Rouleau Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Côté, administrator, 891 Monseigneur Grandin, Apt. 1, Ste. Foy, Claude Rouleau, physician, 1509 Parc Beauvoir, Sillery, and Yvon Lemay, garage operator, 902 Marie-Victorin, St. Nicolas, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Les entreprises C. Rouleau inc.— C. Rouleau Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 965 de l'Église Road, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720163

Les entreprises Ferland et Cormier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Ferland, merchant, 202 Deslauriers Boulevard, André Cormier, machinist, and Lorraine Cormier, housekeeper, wife of the said André Cormier, the latter two of 659 Marie-Victorin East, all three of Contrecoeur, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in the building, demolishing and repairing of all kinds of buildings, under the name of "Les entreprises Ferland et Cormier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Contrecoeur, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717317

Les entreprises générales d'électricité R.D.B. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Beauregard, electrical contractor, 196 Henderson, Guy Dorval, merchant, 445, 3rd Avenue, both of Chibougamau, and Raymond Moreault, lawyer, 3342 Clérin, Ste. Foy, for the following purposes:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Les entreprises générales d'électricité R.D.B. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720309

Les entreprises Jacques Grenier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Grenier, électricien, Raymonde Grenier, ménagère, épouse dudit Jacques Grenier, tous deux de 13222, Racine, Pierrefonds, et Léopold Leclerc, spécificateur, 15, Monseigneur Gosselin, Lévis, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction, sous le nom de « Les entreprises Jacques Grenier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13222, rue Racine, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720242

Les entreprises Ray & M. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: François Rainville, 1270, Ernest-Lavigne, Sillery, Jacques Taschereau, 315, Laurier, tous deux notaires, et Huguette Fournel, secrétaire, fille majeure, 554, Latourelle, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Assurer les services de nettoyage d'édifices et de rues, d'enlèvement des vidanges, de neige et autres travaux, sous le nom de « Les entreprises Ray & M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717208

Les entreprises Vau-Dor inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Alcide Léger, 4805, Chabot, app. 4, Yves Léger, 6397, Louis Sicard, et Gabrielle

To carry on business as electricians and manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Les entreprises générales d'électricité R.D.B. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720309

Les entreprises Jacques Grenier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Grenier, electrician, Raymonde Grenier, housewife, wife of the said Jacques Grenier, both of 13222 Racine, Pierrefonds, and Léopold Leclerc, specification man, 15 Monseigneur Gosselin, Lévis, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Les entreprises Jacques Grenier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 13222 Racine Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720242

Les entreprises Ray & M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, 1270 Ernest-Lavigne, Sillery, Jacques Taschereau, 315 Laurier, both notaries, and Huguette Fournel, secretary, spinster, 554 Latourelle, the latter two of Québec, for the following purposes:

To perform building and street cleaning, garbage and snow-removal services and other works, under the name of "Les entreprises Ray & M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717208

Les entreprises Vau-Dor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alcide Léger, 4805 Chabot, Apt. 4, Yves Léger, 6397 Louis Sicard, and Gabrielle Legault,

Legault, fille majeure, 5985, 12e avenue, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les entreprises Vau-Dor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route 17, Vaudreuil, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720404

Excavation Bernard ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Claude Ouellette, 956, Fréchette, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, et Gilles Londéi, 288, 67e Avenue, tous trois avocats, de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en excavation et transport de matériaux, sous le nom de « Excavation Bernard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717087

F.T. Food Consultant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Yvon Fréchette, chimiste, Claire Sagala, épouse dudit Yvon Fréchette, tous deux de 55, Castello, Ottawa, et Pierrette Poissant, épouse de Gilles Tanguay, 10879, des Récollets, Montréal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et bétails de toutes sortes, sous le nom de « F.T. Food Consultant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 3158-1971

Fairwinds Corporation Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Herbert Gailer, agronome, Maria

spinster, 5985, 12th Avenue, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Les entreprises Vau-Dor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Route 17, Vaudreuil, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720404

Excavation Bernard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Ouellette, 956 Fréchette, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, and Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, all three lawyers, of Laval, for the following purposes:

To carry on business as contractors for excavation work and for the transportation of materials, under the name of "Excavation Bernard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717087

F.T. Food Consultant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Fréchette, chemist, Claire Sagala, wife of the said Yvon Fréchette, both of 55 Castello, Ottawa, and Pierrette Poissant, wife of Gilles Tanguay, 10879 des Récollets, Montreal, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meat, poultry and cattle of all kinds, under the name of "F.T. Food Consultant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 3158-1971

Fairwinds Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Herbert Gailer, agronomist, Maria

Parma, ménagère, épouse dudit Herbert Gailer, tous deux de 11348, Jean-Meunier, app. 3, Montréal-Nord, et Alfred Gailer, fonctionnaire, 602, Ste-Anne, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Fairwinds Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11348, Jean-Meunier, appartement 3, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 715564

Parma, housewife, wife of the said Herbert Gailer, both of 11348 Jean-Meunier, Apt. 3, Montreal North, and Alfred Gailer, civil servant, 602 Ste. Anne, Joliette, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Fairwinds Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 11348 Jean-Meunier, Apartment 3, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 715564

Fer & métal Trans-Québec ltée
Trans-Québec Iron & Metal Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles Forest, industriel, 5061, Terrasse Duvernay, Tracy, Maurice Roussel, avocat, 561, route rurale numéro 4, et Marie Fournier, secrétaire, épouse de Jean-Marie Blanchette, 14, St-François, ces deux derniers de Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bateaux de toutes sortes, sous le nom de « Fer & métal Trans-Québec ltée — Trans-Québec Iron & Metal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720268

Fer & métal Trans-Québec ltée
Trans-Québec Iron & Metal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Forest, industrialist, 5061 Duvernay Terrace, Tracy, Maurice Roussel, lawyer, 561 Rural Route number 4, and Marie Fournier, secretary, wife of Jean-Marie Blanchette, 14 St. François, the latter two of Sorel, for the following purposes:

To deal in boats of all kinds, under the name of "Fer & métal Trans-Québec ltée — Trans-Québec Iron & Metal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720268

Jacques Filion Assurance Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Léger Savard, 3117, Coderre, Jacques Filion, tous deux courtiers en assurance, et Sylvia Filion, maîtresse de maison, épouse dudit Jacques Filion, ces deux derniers de 1735, Rocheleau, tous trois de Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Jacques Filion Assurance Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hubert (Taillon), district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720283

Jacques Filion Assurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léger Savard, 3117 Coderre, Jacques Filion, both insurance brokers, and Sylvia Filion, housewife, wife of the said Jacques Filion, the latter two of 1735 Rocheleau, all three of St. Hubert, for the following purposes:

To do business as insurance agents and brokers, under the name of "Jacques Filion Assurance Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Hubert (Taillon), judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720283

Flaminaire-Thomas ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Armand Poupart junior, 6177, Despreaux, Saint-Léonard, Philip Goulston, 434, St-François-Xavier, Montréal, et Pierre Thomas, 250, des Écores, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, marchandises et articles de fumeurs, sous le nom de « Flaminaire-Thomas ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717419

Camille Fontaine & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Marcel Fontaine, 2652, Lafontaine, Saint-Hyacinthe, Camille Fontaine, tous deux commerçants, et Armande Charbonneau, ménagère, épouse dudit Camille Fontaine, ces deux derniers de 280, Ledoux, Sainte-Rosalie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Camille Fontaine & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 280, rue Ledoux, Sainte-Rosalie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717391

R E Fortin Aviation Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raoul-E. Fortin, industriel, 1372, St-Michel, Jean Fortin, avocat, 1635, route de l'Aéroport, tous deux d'Ancienne-Lorette, et Pierre Fortin, conseiller en relations industrielles, 2285, Costebelle, Les Saules, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'aéroplanes, aéronefs et véhicules de toutes sortes ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « R E Fortin Aviation Service Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Flaminaire-Thomas ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Poupart Junior, 6177 Despreaux, St. Léonard, Philip Goulston, 434 St. François-Xavier, Montreal, and Pierre Thomas, 250 des Écores, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in all products, goods and items for smokers under the name of "Flaminaire-Thomas ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717419

Camille Fontaine & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Fontaine, 2652 Lafontaine, St. Hyacinthe, Camille Fontaine, both traders, and Armande Charbonneau, housewife, wife of the said Camille Fontaine, the latter two of 280 Ledoux, Ste. Rosalie, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Camille Fontaine & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 280 Ledoux Street, Ste. Rosalie, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717391

R E Fortin Aviation Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raoul-E. Fortin, industrialist, 1372 St. Michel, Jean Fortin, lawyer, 1635 route de l'Aéroport, both of Ancienne-Lorette, and Pierre Fortin, industrial relations consultant, 2285 Costebelle, Les Saules, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in airplanes, aircraft and all kinds of vehicles, their parts and accessories, under the name of "R E Fortin Aviation Service Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717157

Francis Installation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la permière partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Yvan Bouchard, vendeur, 697, avenue Royale, Beauport, Renald Brousseau, 28, Beaulieu, Saint-Romuald-d'Etchemin, et Gilles Moisan, 393, des Saules ouest, Québec, ces deux derniers contremaîtres, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Francis Installation Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 95, rue du Manège, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720566

G.G. Renovation & Construction (Henri-Bourassa) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Gravel, homme d'affaires, Marie-Reine Gravel, épouse dudit Jean-Marc Gravel, tous deux de 5450, Henri-Bourassa, Montréal, et Émiliana Robitaille, veuve de Moïse Gravel, 3624, 42e avenue, Pointe-aux-Trembles, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rénovation, construction et réparation d'immeubles, sous le nom de « G.G. Renovation & Construction Henri-Bourassa) Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5450, rue Henri-Bourassa, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717402

Le Gai Colibri inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 208, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte Saint-Luc, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717157

Francis Installation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Bouchard, salesman, 697 Avenue Royale, Beauport, Renald Brousseau, 28 Beaulieu, St. Romuald-d'Etchemin, and Gilles Moisan, 393 des Saules West, Québec, the latter two foremen, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and deal in materials of all kinds, under the name of "Francis Installation Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 95 du Manège Street, Beauport, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720566

G.G. Renovation & Construction (Henri-Bourassa) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Gravel, businessman, Marie-Reine Gravel, wife of the said Jean-Marc Gravel, both of 5450 Henri-Bourassa, Montreal, and Émiliana Robitaille, widow of Moïse Gravel, 3624, 42nd Avenue, Pointe-aux-Trembles, the latter two housewives, for the following purposes:

To renovate, build and repair buildings under the name of "G.G. Renovation & Construction (Henri-Bourassa) Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 5450 Henri-Bourassa Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717402

Le Gai Colibri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720, Cavendish Boulevard, Apt. 208, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

Gérer des hôtels, tavernes, auberges, salles à dîner, clubs de nuits, bars salons et restaurants, sous le nom de « Le Gaie Colibri inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1230, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720321

J. R. B. Gagné & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Joseph-Roméo-Bertrand Gagné, vendeur, Thérèse Mercier, épouse dudit Joseph-Roméo-Bertrand Gagné, tous deux de 480, Bourgeois, Beloeil, et Cécile Gagné, épouse de Paul Lemieux, 141, Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres et espèces d'appareils, matériaux, machineries, articles, effets et marchandises directement ou indirectement reliés à des systèmes d'éclairage, signalisation, ventilation, plomberie, chauffage ou autres installations, sous le nom de « J. R. B. Gagné & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 480, rue Bourgeois, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720235

Reynald Gagné inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Reynald Gagné, homme d'affaires, route rurale numéro 2, Ginette Roy, secrétaire, épouse de Robert Roy, tous deux de Sherbrooke, et Alain Langlois, comptable, Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Reynald Gagné inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale 2, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720051

To operate hotels, taverns, public houses, dining-rooms, night clubs, cocktail lounges and restaurants, under the name of "Le Gai Colibri inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1230 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720321

J. R. B. Gagné & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Roméo-Bertrand Gagné, salesman, Thérèse Mercier, wife of the said Joseph-Roméo-Bertrand Gagné, both of 480 Bourgeois, Beloeil, and Cécile Gagné, wife of Paul Lemieux, 141 Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of devices, materials, machinery, equipment and merchandise directly or indirectly connected with lighting, traffic, air-conditioning, plumbing, heating or other kinds of facilities, under the name of "J. R. B. Gagné & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 480 Bourgeois Street, Beloeil, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720235

Reynald Gagné inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Reynald Gagné, businessman, Rural Route number 2, Ginette Roy, secretary, wife of Robert Roy, both of Sherbrooke, and Alain Langlois, accountant, Magog, for the following purposes:

To do business as general building contractors, under the name of "Reynald Gagné inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route number 2, Sherbrooke, judicial district of St. François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720051

Garage Normand Tessier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Normand Tessier, garagiste, Marguerite Soulard, ménagère, épouse dudit Normand Tessier, tous deux de Saint-Casimir, et Marcel Bédard, comptable, Saint-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Normand Tessier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Casimir, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720150

Garage Universel Piazza inc.
Piazza Universal Garage Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Giuseppe Piazza, garagiste, Carmelo Piazza, homme de maintenance, et Carmela Piazza, couturière, épouse dudit Carmelo Piazza, tous trois de 6557, Bordeaux, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Universel Piazza inc.— Piazza Universal Garage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, rue St-Jacques, suite 501, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717139

Gaz propane Sud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André-Émile Lépine, livreur, Andrée Sullivan, ménagère, épouse dudit André-Émile Lépine, tous deux de 1225, Richelieu, Brossard, et Robert Côté, comptable, 173, Coulonge, app. 3, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, ainsi que des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits et gaz naturel, sous le nom de « Gaz propane Sud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Garage Normand Tessier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Tessier, garage-keeper, Marguerite Soulard, housewife, wife of said Normand Tessier, both of St. Casimir, and Marcel Bédard, accountant, Saint-Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Garage Normand Tessier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Casimir, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720150

Garage Universel Piazza inc.
Piazza Universal Garage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giuseppe Piazza, garage operator, Carmelo Piazza, maintenance man, and Carmela Piazza, dressmaker, wife of the said Carmelo Piazza, all three of 6557 Bordeaux, Apt. 2, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, engines, machines and all their parts and accessories, under the name of "Garage Universel Piazza inc.— Piazza Universal Garage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 60 St. James Street, Suite 501, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717139

Gaz propane Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-Émile Lépine, delivery-man, Andrée Sullivan, housewife, wife of the said André-Émile Lépine, both of 1225 Richelieu, Brossard, and Robert Côté, accountant, 173 Coulonge, Apt. 3, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating apparatus or systems, oils, greases, petroleum, all their products and natural gas, under the name of "Gaz propane Sud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716464

Gérard Gendron inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gérard Gendron, homme d'affaires, Mary Pauline Coveney, tous deux de 5241, Bannantyne, Verdun, et Simone Pelletier, 2250, Guy, app. 504, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Gérard Gendron inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5241, rue Bannantyne, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720422

General Real Estate Management Company Ltd. Compagnie générale d'administration d'immeuble ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Gauthier, industriel, 9, St-James Park, Beaconsfield, Richard Rousseau, administrateur, 594, 15e avenue, Lasalle, et Bonnie Lapointe, ménagère, épouse de Richard Lapointe, 2730, Keller, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « General Real Estate Management Company Ltd.— Compagnie générale d'administration d'immeuble ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 1,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 716044

Gerbois ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, consti-

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716464

Gérard Gendron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Gendron, businessman, Mary Pauline Coveney, both of 5241 Bannantyne, Verdun, and Simone Pelletier, 2250 Guy, Apt. 504, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To do business as general building contractors and deal in materials of all kinds, under the name of "Gérard Gendron inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5241 Bannantyne Street, Verdun, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720422

General Real Estate Management Company Ltd. Compagnie générale d'administration d'immeuble ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Gauthier, industrialist, 9 St. James Park, Beaconsfield, Richard Rousseau, executive, 594, 15th Avenue, Lasalle, and Bonnie Lapointe, housewife, wife of Richard Lapointe, 2730 Keller, St. Laurent, for the following purposes:

To do business as a real estate company, under the name of "General Real Estate Management Company Ltd.— Compagnie générale d'administration d'immeuble ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 1,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 380 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716044

Gerbois ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: J.-Éloi Gervais, avocat, Louise Charlebois, ménagère, épouse dudit J.-Éloi Gervais, et Claude Gervais, étudiant, tous trois de 61, St-Charles est, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Gerbois ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720090

Gestion Lapierre inc.
Lapierre Holding Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Réjean Lapierre, commis, Léopold Lapierre, homme d'affaires, et Fernande Lépine, ménagère, épouse dudit Léopold Lapierre, tous trois de 94, Cartier, Sainte-Julienne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Gestion Lapierre inc.— Lapierre Holding Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Julienne, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717135

Golf Des Saules inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Henri-Paul Pineault, cultivateur, Gisèle Lavoie, institutrice, épouse dudit Henri-Paul Pineault, tous deux de 165, des Pins, et Paul-Arthur Gendreau, avocat, 40, des Flandres, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Golf Des Saules inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires avec une valeur nominale de $100 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » avec une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » avec une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, rue des Pins, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720056

Les Goudrons Modernes de Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: J.-Éloi Gervais, lawyer, Louise Charlebois, housewife, wife of the said J.-Éloi Gervais, and Claude Gervais, student, all three of 61, St. Charles East, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Gerbois ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720090

Gestion Lapierre inc.
Lapierre Holding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Lapierre, clerk, Léopold Lapierre, businessman, and Fernand Lépine, housewife, wife of the said Léopold Lapierre, all three of 94 Cartier, Ste. Julienne, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gestion Lapierre inc.— Lapierre Holding Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste. Julienne, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717135

Golf Des Saules inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-Paul Pineault, farmer, Gisèle Lavoie, teacher, wife of the said Henri-Paul Pineault, both of 165 des Pins, and Paul-Arthur Gendreau, lawyer, 40 des Flandres, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of providing amusement for the public, under the name of "Golf Des Saules inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares with a nominal value of $100 each, 200 preferred class "A" shares with a nominal value of $100 each and 100 preferred class "B" shares with a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 165 Des Pins Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720056

Les Goudrons Modernes de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

tuant en corporation: Fernand Lauzier, industriel, Gislaine Larouche, maîtresse de maison, épouse dudit Fernand Lauzier, tous deux de 43, 15e rue, et Ronald Lauzier, comptable, 275, 15e rue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce dans toutes ses spécialités de produits chimiques, matières colorantes, ciments, minéraux, teintures, vernis, huiles, acides, goudron de houille et ses produits, enduits, laques, polis pour nettoyer et assurer l'étanchéité, sous le nom de « Les Goudrons Modernes de Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 196, Montée du Moulin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 715173

J. M. Guindon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Marc Guindon, commerçant, Jeannette Boyer, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Guindon, Richard Filiatrault, commis, et Madeleine Guindon, institutrice, épouse dudit Richard Filiatrault, tous quatre de Duhamel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « J. M. Guindon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Duhamel, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720412

Home Master Cleaning of Montreal Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Terry Jenkins, nettoyeur, Phyllis Henault, secrétaire, épouse séparée de corps de Gordon Jenkins, tous deux de 276, Curé Boivin, Sainte-Thérèse, et Dennis Blagrave, mécanicien, route 18, Rawdon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs à domicile de tapis, tentures, murs, plafonds, planchers et ameublements de tous genres, sous le nom de « Home Master Cleaning of Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 276, Curé Boivin, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 716522

incorporating: Fernand Lauzier, industrialist, Gislaine Larouche, housewife, wife of the said Fernand Lauzier, both of 43, 15th Street, and Ronald Lauzier, accountant, 275, 15th Street, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, coloring matter, cements, minerals, dyes, varnishes, oils, acids, coal-tar and its products, coating materials, lacquers and polishes used for cleaning purposes and to ensure watertightness, under the name of "Les Goudrons Modernes de Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 196 Montée du Moulin, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 715173

J. M. Guindon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Guindon, dealer, Jeannette Boyer, housewife, wife of the said Jean-Marc Guindon, Richard Filiatrault, clerk, and Madeleine Guindon, teacher, wife of the said Richard Filiatrault, all four of Duhamel, for the following purposes:

To do business as grocers, under the name of "J. M. Guindon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Duhamel, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720412

Home Master Cleaning of Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Terry Jenkins, cleaner, Phyllis Henault, secretary, wife separated from bed and board of Gordon Jenkins, both of 276 Curé Boivin, Ste. Thérèse, and Dennis Blagrave, mechanic, Route 18, Rawdon, for the following purposes:

To do business as home cleaners of rugs, drapes, walls, ceilings, flooring and furnishings of all types, under the name of "Home Master Cleaning of Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 276 Curé Boivin, Ste. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716522

Hôtel Dubuc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Dubuc, représentant des ventes, 283, St-Joseph, Maurice Dubuc, assistant-vendeur, 292, St-Joseph, et Réal DuBuc, professeur, 257, St-Joseph, tous trois de Sainte-Martine, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Dubuc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Howick, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720668

Hôtellerie Le Carafon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtellerie Le Carafon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3936, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 714905

Île Bizard Plastic Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel Joanette, 10306, Terrasse Fleury, Paul Charbonneau, Lise Martel, épouse dudit Paul Charbonneau, tous deux de 4200, Édouard Montpetit, #7, tous trois étudiants, de Montréal, et Denise Martel, secrétaire, fille majeure, 288, Laporte, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'objets en matière plastique, en « foam » de même que toute autre matière connexe, sous le nom de « Île Bizard Plastic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Hôtel Dubuc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Dubuc, sales representative, 283 St. Joseph, Maurice Dubuc, assistant salesman, 292 St. Joseph, and Réal DuBuc, professor, 257, St. Joseph, all three of Ste. Martine, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Dubuc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Howick, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720668

Hôtellerie Le Carafon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtellerie Le Carafon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3936 Ste. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 714905

Île Bizard Plastic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Joanette, 10306 Fleury Terrace, Paul Charbonneau, Lise Martel, wife of the said Paul Charbonneau, both of 4200 Édouard Montpetit, Apt. 7, all three students, of Montreal, and Denise Martel, secretary, spinster, 288 Laporte, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in objects made out of plastic, foam or any other related material, under the name of "Île Bizard Plastic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est rue St-Charles, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720511

Immeubles Roland Dumais incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roland Dumais, architecte, 37, Surrey Gardens, Westmount, Luc Dumais, ingénieur, 14407, Mayo, Pierrefonds, et Gilles Murray, comptable, 1700, McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Roland Dumais incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $2 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717149

Imprimerie A.S. ltée
A.S. Printing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Sandor Fetzer, relieur, Ilona Garami, manucure, épouse dudit Sandor Fetzer, tous deux de 4650, Clanranald, et Samir Zamraghdi, imprimeur, 7677, 15e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie A.S. ltée — A.S. Printing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716547

Inovec limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gérard Beaudoin, homme d'affaires, 3800, boulevard Hamel, Québec, André Tremblay, ingénieur, 384, 50e rue est, et André Maheux, administrateur, 373, 48e rue est, ces deux derniers de Charlesbourg, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Charles Street, St. Raphaël-de-l'Île-Bizard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720511

Immeubles Roland Dumais incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Dumais, architect, 37 Surrey Gardens, Westmount, Luc Dumais, engineer, 14407 Mayo, Pierrefonds, and Gilles Murray, accountant, 1700 McGregor, Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Roland Dumais incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $2 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717149

Imprimerie A.S. ltée
A.S. Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sandor Fetzer, bookbinder, Ilona Garami, manicurist, wife of the said Sandor Fetzer, both of 4650 Clanranald, and Samir Zamraghdi, printer, 7677, 15th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printer, publishers, engravers, bookbinders and other related businesses, under the name of "Imprimerie A.S. ltée — A.S. Printing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716547

Inovec limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Beaudoin, businessman, 3800 Hamel Boulevard, Québec, André Tremblay, engineer, 384, 50th Street East, and André Maheux, administrator, 373, 48th Street East, the latter two of Charlesbourg, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'uniformes, vêtements et autres produits de toutes sortes, sous le nom de « Inovec limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 845, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720118

Les investissements Mamie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Colette Cloutier, gérante, épouse de Robert Arseneau, 329, boulevard Lemire, Thérèse Plante, maîtresse de maison, épouse de Léo-Paul Nadeau, 515, Chassé, toutes deux de Drummondville, et Pauline Fecteau, secrétaire, fille majeure, 995, Jean de Brébeuf, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les investissements Mamie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717170

Les investissements Seigle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Éliette Desmarais, secrétaire, épouse de Robert McNamara, 150, Mackenzie-King, Louise Desmarais, ménagère, épouse de Jacques Desmarais, 89, Cousins, et Paul Desmarais, pharmacien, 98, Cousins, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les investissements Seigle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, Jacques-Cartier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 721056

James Edmond Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Brahm Gelfand, avocat, 5140, Mayfair, Penny Coley, 10250, Bois de Boulogne, app.

To manufacture and deal in uniforms, garments and other products of all kinds, under the name of "Inovec limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 845 St. Jean Street, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720118

Les investissements Mamie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Colette Cloutier, manager, wife of Robert Arseneau, 329 Lemire Boulevard, Thérèse Plante, housewife, wife of Léo-Paul Nadeau, 515 Chassé, both of Drummondville, and Pauline Fecteau, secretary, spinster, 995 Jean de Brébeuf, Drummondville South, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products, items and merchandise, under the name of "Les investissements Mamie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717170

Les investissements Seigle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Éliette Desmarais, secretary, wife of Robert McNamara, 150 Mackenzie-King, Louise Desmarais, housewife, wife of Jacques Desmarais, 89 Cousins, and Paul Desmarais, pharmacist, 98 Cousins, all three of St. Jean, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Les investissements Seigle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 170 Jacques-Cartier, St. Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 721056

James Edmond Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm Gelfand, advocate, 5140 Mayfair, Penny Coley, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 104,

104, et Margaret Tucker, 10250, Bois de Boulogne, app. 101A, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits, articles, matériaux et marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « James Edmond Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, carré Victoria, suite 2204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720327

Kaypin Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Brahm Gelfand, 5140, Mayfair, Penny Coley, 10250, Bois de Boulogne, app. 104, et Margaret Tucker, 10250, Bois de Boulogne, app. 101A, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Kaypin Enterprises Ltd. », avec un capital-actions divisé en 500 actions catégorie « A » sans valeur au pair, 500 actions catégorie « B » sans valeur au pair, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 7,900 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, carré Victoria, suite 2204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720114

Kotel Products Inc.
Les produits Kotel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacob Herscovic, 5147, Notre-Dame, Laval, Yehuda Nacson, 7925, chemin Kingsley, app. 1402, Shia Yonz, 7461, chemin Kingsley, app. 503, tous deux de Côte Saint-Luc, et Shlomo Melamed, 4873, Vézina, app. 42, Montréal, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Manufacturer des substances chimiques, des teintures, cires, polis, nettoyeurs, savons, peintures, huiles, préparations et composés chimiques, en faire le commerce, sous le nom de « Kotel Products Inc.— Les produits Kotel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720147

and Margaret Tucker, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 101A, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, materials and merchandise of all and every kinds, under the name of "James Edmond Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 2204, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720327

Kaypin Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm Gelfand, advocate, 5140 Mayfair, Penny Coley, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 104, and Margaret Tucker, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 101A, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Kaypin Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 500 class "A" shares without par value, 500 class "B" shares without par value, 2,000 class "A" preferred shares having a par value of $10 each and 7,900 class "B" preferred shares having a par value of $10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 2204, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720114

Kotel Products Inc.
Les produits Kotel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacob Herscovic, 5147 Notre-Dame, Laval, Yehuda Nacson, 7925 Kingsley Road, Apt. 1402, Shia Yonz, 7461 Kingsley Road, Apt. 503, both of Côte-Saint-Luc, and Shlomo Melamed, 4873 Vézina, Apt. 42, Montreal, all four merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, dyes, waxes, polishes, cleaners, soaps, paints, oils, chemical preparations and compounds, under the name of "Kotel Products Inc.— Les produits Kotel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720147

Roger Lachapelle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Beaudry, Lucerne, Michel Beaudry, tous deux avocats, et Philippe Arial, comptable, ces deux derniers de Touraine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Roger Lachapelle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 37, rue Smith, Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720080

Lamarche & Nadeau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Nicol Henry, avocat, 1321, Nelles, Sainte-Foy, Michel Poulin, 1645, d'Assise, Québec, et Walter Jessop, 1035, Coulonge, Sillery, ces deux derniers étudiants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Lamarche & Nadeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1595, du Parc, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720270

J.-C. Lapalme inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Aurèle Lapalme, Jean-Claude Lapalme, tous deux vendeurs, et Denise Lapierre, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Lapalme, tous trois de Laurentides, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bas pour dames et autres vêtements pour dames ou messieurs, sous le nom de « J.-C. Lapalme inc. », avec un capital total de $130,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 550 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laurentides, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720176

Roger Lachapelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Beaudry, Lucerne, Michel Beaudry, both lawyers, and Philippe Arial, accountant, the latter two of Touraine, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Roger Lachapelle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 37 Smith Street, Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720080

Lamarche & Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicol Henry, lawyer, 1321 Nelles, Ste. Foy, Michel Poulin, 1645 d'Assise, Québec, and Walter Jessop, 1035 Coulonge, Sillery, the latter two students, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Lamarche & Nadeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1595 du Parc, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720270

J.-C. Lapalme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aurèle Lapalme, Jean-Claude Lapalme, both salesmen, and Denise Lapierre, housewife, wife of the said Jean-Claude Lapalme, all three of Laurentides, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's hosiery and other wearing appareil for men and women, under the name of "J.-C. Lapalme inc.", with a total capital stock of $130,000, divided into 750 common shares of $100 each and 550 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laurentides, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720176

Adrien Larose & Sons Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Adrien Larose, industriel, Thérèse Messier, ménagère, épouse dudit Adrien Larose, tous deux de rue Fontaine, Rock Forest, et Jean Sylvestre, notaire, 1833, Vermont, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Adrien Larose & Sons Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720102

Raymond LaSalle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raymond LaSalle, commerçant, Jeanne Bérard, ménagère, épouse légalement séparée de biens dudit Raymond LaSalle, tous deux de 31, des Érables, Saint-Thomas, et Jean-Claude Bérard, boucher, 18, Visitation, Joliette, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments aratoires, machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres, appareils à vapeur, moteurs, engins, appareils électriques, accessoires de plomberie et de chauffage, appareils à gaz, quincaillerie et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Raymond LaSalle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Thomas, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717345

Lucien Lavoie constructeur inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gaston Binette, 102, de Bellefeuille, Guy Bélisle, 124, Grande-Côte, tous deux notaires, et Marie-Rose Villeneuve, secrétaire, épouse de France-Claude Éthier, 134, 2e Avenue, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Lucien Lavoie constructeur inc. », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Adrien Larose & Sons Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Larose, industrialist, Thérèse Messier, housewife, wife of the said Adrien Larose, both of Fontaine Street, Rock Forest, and Jean Sylvestre, notary, 1833 Vermont, Sherbrooke, for the following purposes:

Lumber industry and commerce, under the name of "Adrien Larose & Sons Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720102

Raymond LaSalle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond LaSalle, merchant, Jeanne Bérard, housewife, wife legally separate as to property of the said Raymond LaSalle, both of 31 des Érables, St. Thomas, and Jean-Claude Bérard, butcher, 18 Visitation, Joliette, for the following purposes:

To manufacture and deal in farming implements, farm machinery, motorized and other vehicles, steam apparatus, motors, engines, electrical appliances, plumbing and heating accessories, gas fittings, hardware and construction materials of all kinds, under the name of "Raymond LaSalle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Thomas, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717345

Lucien Lavoie constructeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Binette, 102 de Bellefeuille, Guy Bélisle, 124 Grande-Côte, both notaries, and Marie-Rose Villeneuve, secretary, wife of France-Claude Éthier, 134, 2nd Avenue, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To do business as a construction and investment company, under the name of "Lucien Lavoie constructeur inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares without nominal value and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720184

Leclerc & Poitras inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marius Leclerc, homme d'affaires, 165, des Lilas ouest, Jacques Filion, comptable, 1085, Lasarre, et Bernadette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 617, 4e avenue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce des fourrures, sous le nom de « Leclerc & Poitras inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720225

René Lehoux inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: René Lehoux, commerçant, Suzanne Samson, ménagère, épouse dudit René Lehoux, tous deux de 713, Ouellet, et Marcel Lehoux, opérateur, 75, 9e rue est, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « René Lehoux inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717369

Librairie Beaufort (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de novembre 1971, autorisant la fusion de « Lepage-Beaudoin limitée », constituée par lettres patentes en date du 26 avril 1962, et « Librairie Beaufort inc. », constituée par lettres patentes en date du 19 novembre 1969, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720184

Leclerc & Poitras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Leclerc, businessman, 165 des Lilas West, Jacques Filion, accountant, 1085 Lasarre, and Bernadette Fontaine, secretary, spinster, 617, 4th Avenue, all three of Québec, for the following purposes:

To deal in furs, under the name of "Leclerc & Poitras inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720225

René Lehoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Lehoux, marchant, Suzanne Samson, housewife, wife of the said René Lehoux, both of 713 Ouellet, and Marcel Lehoux, operator, 75, 9th Street East, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, goods and merchandise, under the name of "René Lehoux, inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 600 common shares of $50 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

45531 717369

Librairie Beaufort (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Lepage-Beaudoin limitée", incorporated by letters patent of April 26, 1962, and "Librairie Beaufort inc.", incorporated by letters patent of November 19, 1969, all above-mentioned letters patent having been issued under Part I of the Companies Act, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce d'accessoires ou d'articles pouvant servir à l'ameublement ou à l'aménagement de bureau, sous le nom de « Librairie Beaufort (1971) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 715129

Les loisirs de Rivière-du-Loup

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Boucher, industriel, 8, Iberville, Yvon Morin, des Chauffailles, Marc Bélanger, 31, St-Paul, tous deux administrateurs, Venance Pelletier, animateur, 9-222, St-Pierre, Jean-B. Thivierge, ajusteur, 55, Beaubien, et Yvan Morin, prêtre, 154, Fraser, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de Rivière-du-Loup ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est rue Frontenac, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716947

Lomberjac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacques Cloutier, 7704, de la Loire, Anjou, Guy Lombardi, 1020, de la Picardière, et Albert Hamel, 571, Hugues, ces deux derniers de Laval, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Lomberjac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5411, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717129

Gérard Loubier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in articles and accessories used to furnish and equip offices, under the name of "Librairie Beaufort (1971) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 715129

Les loisirs de Rivière-du-Loup

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Conrad Boucher, industrialist, 8 Iberville, Yvon Morin, des Chauffailles, Marc Bélanger, 31 St. Paul, both administrators, Venance Pelletier, group leader, 9-222 St. Pierre, Jean-B. Thivierge, fitter, 55 Beaubien, and Yvan Morin, priest, 154 Fraser, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les loisirs de Rivière-du-Loup".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the company is on Frontenac Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716947

Lomberjac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Cloutier, 7704 de la Loire, Anjou, Guy Lombardi, 1020 de la Picardière, and Albert Hamel, 571 Hugues, the latter two of Laval, all three salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meat, poultry and breeders' provisions of all kinds, under the name of "Lomberjac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 5411 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717129

Gérard Loubier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy Saulnier, avocat, 213, Cartier, Lucie Binette, 362, St-Eustache, tous deux de Saint-Eustache, et Louise Rochon, Saint-Placide, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus, toutes pièces et accessoires de véhicule automobile et tout autre véhicule, sous le nom de « Gérard Loubier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lemoyne, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 716768

Luigi Sports Car (Sales & Service) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, Menashe Broder, 5715, avenue Léger, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Franceen Shier, secrétaire, fille majeure, 3333 ouest, Jean-Talon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, pièces de moteurs, aéronefs, moteurs d'aéronefs, canots automobiles, appareils de radio et de refrigération, bicyclettes et motocyclettes ainsi que leurs accessoires, sous le nom de « Luigi Sports Car (Sales & Service) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4428 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720328

Mademac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Mademac inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 450 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,550 actions privilégiées de $10 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Saulnier, lawyer, 213 Cartier, Lucie Binette, 362 St. Eustache, both of St. Eustache, and Louise Rochon, St. Placide, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in tires, all kinds of automobile parts and accessories and any other vehicles, under the name of "Gérard Loubier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lemoyne, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716768

Luigi Sports Car (Sales & Service) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, Menashe Broder, 5715 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates, and Franceen Shier, secretary, spinster, 3333 Jean-Talon West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicyles, motorcycles and accessoires, under the name of "Luigi Sports Car (Sales & Service) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4428 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720328

Mademac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both lawyers, of 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Mademac inc.",with a total capital stock of $50,000, divided into 450 common shares of $10 each and 4,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2A, rue Roux, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720021

Maljan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Cantin, courtier d'assurances, 1985, route Nationale, Sainte-Foy, Jean Huot, avocat, 2004, avenue Royale, Courville, et André Drouin, entrepreneur général, 120, des Lilas ouest, app. 1, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Maljan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720325

Manufacture d'habits St-Eustache inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alcide Cloutier, marchand, Pierrette Lafontaine, épouse dudit Alcide Cloutier, tous deux de 1208, chemin Oka, Saint-Joseph-du-Lac, et Huguette Lafontaine, épouse de Teddy Schwartz, 5676, 2e Avenue, Montréal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Manufacture d'habits St-Eustache inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 104, rue St-Louis, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 1094-1971

Marché R. J. Lefebvre inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raymond-R. Joly, commerçant, Ghislaine Montpetit, caissière, épouse dudit Raymond-R. Joly, tous deux de 395, Orchard, et Jacques Delorme, notaire, 1150, Carleton, tous trois de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché R. J. Lefebvre inc. », avec un capital

The head office of the company is at 2A Roux Street, Ste. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720021

Maljan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Cantin, insurance broker, 1985 National Highway, Ste. Foy, Jean Huot, lawyer, 2004 Royal Avenue, Courville, and André Drouin, general contractor, 120 des Lilas West, Apt. 1, Québec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Maljan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720325

Manufacture d'habits St-Eustache inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alcide Cloutier, dealer, Pierrette Lafontaine, wife of the said Alcide Cloutier, both of 1208 Oka Road, St. Joseph-du-Lac, and Huguette Lafontaine, wife of Teddy Schwartz, 5676, 2nd Avenue, Montreal, the latter two housewives, for the following purposes:

To do business as tailors, under the name of "Manufacture d'habits St-Eustache inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 104 St. Louis Street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45531 1094-1971

Marché R. J. Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond-R. Joly, merchant, Ghislaine Montpetit, cashier, wife of the said Raymond-R. Joly, both of 395 Orchard, and Jacques Delorme, notary, 1150 Carleton, all three of St. Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché R. J. Lefebvre inc.", with a total

total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 611, Rabastalière ouest, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716672

Matelas Acadia ltée
Acadia Bedding Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albert Michaud, 1360, boulevard Taschereau, Serge Lefrançois, 852, Bellerive, tous deux de Longueuil, et Pierre Trudel, 2024, Mont-Royal est, Montréal, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Matelas Acadia ltée — Acadia Bedding Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1271, rue Mont-Royal est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717060

Mat-O-Matic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Desjardins, 5950, Arthur, Brossard, Jacques Desloges, 2327, Terrasse Guindon, tous deux administrateurs, et Marcel Séguin, machiniste, 1454, Fullum, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des centres de divertissement, d'amusement et de récréation sous toutes leurs formes et aspects, y compris les hôtels, motels, auberges, cabarets, bars-salons, restaurants et tavernes, sous le nom de « Mat-O-Matic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Édifice Lemieux, Place du Commerce, Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720177

Métaierie de la Providence inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

capital stock of $40,000, ivided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 611 Rabastalière West, St. Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716672

Matelas Acadia ltée
Acadia Bedding Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Michaud, 1360 Taschereau Boulevard, Serge Lefrançois, 852 Bellerive, both of Longueuil, and Pierre Trudel, 2024 Mount Royal East, Montreal, all three salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Matelas Acadia ltée — Acadia Bedding Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1271 Mount Royal Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717060

Mat-O-Matic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Desjardins, 5950 Arthur, Brossard, Jacques Desloges, 2327 Guindon Terrace, both administrators, and Marcel Séguin, machinist, 1454 Fullum, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate entertainment, amusement and recreational centres in all their activities, including hotels, motels, inns, night clubs, cocktail lounges restaurants and taverns, under the name of "Mat-O-Matic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Lemieux Building, Place du Commerce, Matagami, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720177

Métaierie de la Providence inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Finan-

patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, tous deux de Montréal, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Métaierie de la Providence inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du serice des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720057

Metronex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Richard Chicoine, homme d'affaires, 8412, Place Bellefontaine, Anjou, Lucien Aubé, électricien, 2370, Sylva Clapin, et Jacqueline St-Germain, secrétaire, épouse de Jean-Claude St-Germain, 2495, de la Bruère, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Metronex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720277-o

Meubles & décorations Golfe inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Paul Rondeau, conseiller en administration, Ghislaine Guy, maîtresse de maison, épouse dudit Paul Rondeau, tous deux de 496, Lauzanne, et Nicole Parent, secrétaire, fille majeure, 305, Dollard, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles, appareils et accessoires électriques, du recouvrement de plancher et des décorations intérieures, en faire le commerce, sous le nom de « Meubles & décorations Golfe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 496, rue Lauzanne, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717138

cial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, both of Montreal, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Métaierie de la Providence inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720057

Metronex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Chicoine, businessman, 8412 Place Bellefontaine, Anjou, Lucien Aubé, electrician, 2370 Sylva Clapin, and Jacqueline St-Germain, secretary, wife of Jean-Claude St-Germain, 2495 de la Bruère, the latter two of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as electricians and manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Metronex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720277

Meubles & décorations Golfe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Rondeau, administration consultant, Ghislaine Guy, housewive, wife of the said Paul Rondeau, both of 496 Lauzanne, and Nicole Parent, secretary, spinster, 305 Dollard, all three of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, electrical appliances and accessories, floor-covering and interior decoration material, under the name of "Meubles & décorations Golfe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 496 Lausanne Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717138

Mines Copernic ltée
Copernic Mines Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Mines Copernic ltée — Copernic Mines Ltd. », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 388, St-Jacques ouest, suite 250, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720062

Moisan & Morasse inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Léonard Morasse, Paul-Aimé Moisan et Rolland Moisan, tous trois marchands de bois, de Saint-Léonard-de-Portneuf, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Moisan & Morasse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard-de-Portneuf, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720214

Montreal Auto Sprint Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacques Morisseau, 7726, Désormeaux, Anjou, Raimondo Tagliani, 10987, Gervais, tous deux mécaniciens, et Bruno Tagliani, agent d'affaires, 10965, Gervais, ces deux derniers de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Montreal Auto Sprint Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717309

Mines Copernic ltée
Copernic Mines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To explore or prospect for mines and minerals, under the name of "Mines Copernic ltée — Copernic Mines Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without nominal value.

The head ffice of the company is at 388 St. James West, Suite 250, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720062

Moisan & Morasse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Morasse, Paul-Aimé Moisan and Rolland Moisan, all three wood dealers, of St. Léonard-de-Portneuf, for the following purposes:

To carry on business as lumber manufacturers and merchants, under the name of "Moisan & Morasse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Léonard-de-Portneuf, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720214

Montreal Auto Sprint Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morisseau, 7726 Désormeaux, Anjou, Raimondo Tagliani, 10987 Gervais, both mechanics, and Bruno Tagliani, business agent, 10965 Gervais, the latter two of Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Montreal Auto Sprint Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717309

Montreal Park Parking Company Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Mendel Laufer, homme d'affaires, 415, boulevard Chomedey, Laval, Arleen Candiotti, secrétaire, fille majeure, 5700, Cavendish, et Joel Weitzman, avocat, 5501, Adalbert, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de stationnement, sous le nom de « Montreal Park Parking Company Ltd. », avec un capital total de $35,000, divisé en 34,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3429, boulevard Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531 720005

Namel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Antonin Meloche, industriel, 2e avenue, Vaudreuil-sur-le-Lac, Jean Legault, vendeur, 9952, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, et Guy Bissonnette, avocat, 90, Galt, Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Namel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vaudreuil, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716476

Norstade inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Sayeur, entrepreneur, Philippe Fortin, contremaître, et Paul Martineau, secrétaire, tous trois de Matagami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Norstade inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717137

Montreal Park Parking Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mendel Laufer, businessman, 415 Chomedey Boulevard, Laval, Arleen Candiotti, secretary, fille majeure, 5700 Cavendish, and Joel Weitzman, advocate, 5501 Adalbert, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate parking lots, under the name of "Montreal Park Parking Company Ltd.", with a total capital stock of $35,000, divided into 34,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3429 Cartier Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531-o 720005

Namel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonin Meloche, industrialist, 2nd Avenue, Vaudreuil-sur-le-Lac, Jean Legault, salesman, 9952 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, and Guy Bissonnette, lawyer, 90 Galt, Dorion, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Namel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Vaudreuil, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716476

Norstade inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Sayeur, contractor, Philippe Fortin, foreman, and Paul Martineau, secretary, all three of Matagami, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Norstade inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717137

Parachute St-Jean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean St-Germain, parachutiste, Adrienne Roy, ménagère, épouse dudit Jean St-Germain, tous deux de 175, 17e Avenue, et Laval Langlois, courtier en assurance, 219, boulevard Garon, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles servant au sport de parachutiste, sous le nom de « Parachute St-Jean inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717396

Paradiso inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Hélène LeBreton, ménagère, fille majeure, 491, Aubry, Saint-Charles-de-Lachenaie, Fernand Bastien, hôtelier, 1775, chemin Gascon, Saint-Henri-de-Mascouche, et Robert Trudel, notaire, 485, de Nieul, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes et restaurants, sous le nom de « Paradiso inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1775, chemin Gascon, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720245

Parc Courchevel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Lauréat Pépin, constructeur, Marie-Paule Bédard, ménagère, épouse dudit Lauréat Pépin, tous deux de 330, 48e rue est, René Trottier, constructeur, et Charlotte Lefrançois, ménagère, épouse dudit René Trottier, ces deux derniers de 5585, 1re avenue, tous quatre de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Parc Courchevel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Parachute St-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean St-Germain, parachutist, Adrienne Roy, housewife, wife of the said Jean St-Germain, both of 175, 17th Avenue, and Laval Langlois, insurance broker, 219 Garon Boulevard, all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in all goods used in the sport of parachuting, under the name of "Parachute St-Jean inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Jean, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717396

Paradiso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hélène LeBreton, housekeeper, spinster, 491 Aubry, St. Charles-de-Lachenaie, Fernand Bastien, hotelkeeper, 1775 Gascon Road, St. Henri-de-Mascouche, and Robert Trudel, notary, 485 de Nieul, Laval, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns and restaurants, under the name of "Paradiso inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1775 Gascon Road, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720245

Parc Courchevel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lauréat Pépin, builder, Marie-Paule Bédard, housewife, wife of the said Lauréat Pépin, both of 330, 48th Street East, René Trottier, builder, and Charlotte Lefrançois, housewife, wife of the said René Trottier, the latter two of 5585, 1st Avenue, all four of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Parc Courchevel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 330, 48e rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720002

Peintures M.F. (1972) inc.
M.F. Paints (1972) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Benoit Groleau, 7130, boulevard Lacordaire, François Perreault, 7131, Pontoise, tous deux de Saint-Léonard, et Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de peintures, textures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité et colle de tout genre, sous le nom de « Peintures M.F. (1972) inc. — M.F. Paints (1972) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8635, Le Creusot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720506

Les placements Anco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Dalpé, homme d'affaires, 2385, Bélanger est, Pierre Bernier, représentant, 6905, des Érables, et Lise LeBrun, secrétaire, épouse de Camil Galardo, 5290, Orléans, app. 6, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Anco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2385, Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720259

Les placements Bull inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques O'Bready, 581, Bouchette, Michel Bessette, 875, Veilleux, tous deux avocats, Denyse D. Langevin, épouse de Jacques Langevin, 401, Bouchette, Françoise Durand, épouse de Michel Durand, 730, Buck, tous quatre de Sherbrooke, et Carmen Perron, fille majeure, 424, King, Waterville, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 330, 48th Street East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720002

Peintures M.F. (1972) inc.
M.F. Paints (1972) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Groleau, 7130 Lacordaire Boulevard, François Perreault, 7131 Pontoise, both of St. Léonard, and Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, textures, finishings and coatings, stains, colors, varnish, shellac, chemicals, cleaning, waterproofing and gluing materials of all kinds, under the name of "Peintures M.F. (1972) inc. — M.F. Paints (1972) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8635 Le Creusot, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720506

Les placements Anco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Dalpé, businessman, 2385 Bélanger East, Pierre Bernier, agent, 6905 des Érables, and Lise LeBrun, secretary, wife of Camil Galardo, 5290 Orléans, Apt. 6, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Les placements Anco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2385 Bélanger East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720259

Les placements Bull inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques O'Bready, 581 Bouchette, Michel Bessette, 875 Veilleux, both lawyers, Denyse D. Langevin, wife of Jacques Langevin, 401 Bouchette, Françoise Durand, wife of Michel Durand, 730 Buck, all four of Sherbrooke, and Carmen Perron, spinster, 424 King, Waterville, the latter three secretaries, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les placements Bull inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 492, rue Laurier, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720955

Placements Fondor inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles Leboiron, comptable, 24, Tour-du-Lac, René Chamard, stagiaire en droit, 22, Ste-Agathe, et Nicole Ritchie, secrétaire, fille majeure, 43, Henri-Dunant, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Placements Fondor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, rue Ste-Agathe, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720315

Les placements Inouk ltée
Inouk Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Mark Rosenstein, 3465, Redpath, tous deux de Montréal, et Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Les placements Inouk ltée — Inouk Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5486, Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 720475

Les placements Malika inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les placements Bull inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 492 Laurier Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720955

Placements Fondor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Liboiron, accountant, 24 Tour-du-Lac, René Chamard, articled student in law, 22 Ste. Agathe, and Nicole Ritchie, secretary, spinster, 43 Henri-Dunant, all three of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To do business as an investment and holding company, under the name of "Placements Fondor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 22 Ste. Agathe Street, Ste. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720315

Les placements Inouk ltée
Inouk Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Mark Rosenstein, 3465 Redpath, both of Montreal, and Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, St. Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Les placements Inouk ltée — Inouk Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5486 Côte St. Luc, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720475

Les placements Malika inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Ghislain Levasseur, 2559, Port Royal, Micheline Jacob, fille majeure, 3180, boulevard Neilson, app. 103, tous deux de Sainte-Foy, et Yves Bernatchez, Ancienne-Lorette, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Malika inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions classe « A » de $100 chacune et en 200 actions classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720135

Planidirection inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul-J.-R. Durocher, 5837, Vendée, Montréal-Nord, Maurice Danis, tous deux administrateurs, Thérèse Martial, ménagère, épouse dudit Maurice Danis, tous deux de 1435, Pie IX, Montréal, et Germaine St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 7575, Millet, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Organiser, planifier, administrer, gérer et financer des commerces ou des industries, sous le nom de « Planidirection inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9180, rue Émile Nelligan, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720165

Plasterm inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel Dagenais, 33, Maplewood, Outremont, Pierre Lalande, 1815, Mattawa, Laval, Pierre Coutu, 4999, Savoie, Pierrefonds, et Yves Périgny, 6112, Arthur Chevrier, Montréal-Nord, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs pour la construction, l'érection, la réparation de tous genres de construction ayant pour base le polystyrène, fibre de verre et polyester et autres sous-produits, sous le nom de « Plasterm inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1245, rue Valleyfield, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720202

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ghislain Levasseur, 2559 Port Royal, Micheline Jacob, spinster, 3180 Neilson Boulevard, Apt. 103, both of Ste. Foy, and Yves Bernatchez, Ancienne-Lorette, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Malika inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 class "A" shares of $100 each and 200 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720135

Planidirection inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-J.-R. Durocher, 5837 Vendée, Montreal North, Maurice Danis, both administrators, Thérèse Martial, housewife, wife of the said Maurice Danis, both of 1435 Pius IX, Montreal, and Germaine St-Pierre, secretary, spinster, 7575 Millet, St. Léonard, for the following purposes:

To organize, plan, direct, manage and finance businesses or industries, under the name of "Planidirection inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9180 Émile Nelligan Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720165

Plasterm inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Dagenais, 33 Maplewood, Outremont, Pierre Lalande, 1815 Mattawa, Laval, Pierre Coutu, 4999 Savoie, Pierrefonds, and Yves Périgny, 6112 Arthur Chevrier, Montreal North, all four lawyers, for the following purposes:

To do business as contractors for the building, setting-up and repair of all types of construction with a base of polystyrene, fiberglass and polyester or other by-products, under the name of "Plasterm inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1245 Valleyfield Street, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720202

Polyclinique médicale St-François d'Assise ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Boucher, 5180, des Sorbiers, Montréal, Roger Brault, 944, Sir Adolphe Routhier, Québec, Jean-Marc Lamontagne, 6655, Doucet, Charlesbourg, Jean-Paul Parent, 2537, Chassé, Sainte-Foy, et Roland Cauchon, 991, Royale, Saint-Laurent, I.O., tous médecins, pour les objets suivants:

La construction, l'aménagement, l'organisation, l'exploitation et la gestion d'un immeuble comme polyclinique, sous le nom de « Polyclinique médicale St-François d'Assise ltée », avec un capital total de $475,005, divisé en 5 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 100 actions privilégiées de la catégorie « A » d'une valeur nominale de $1,000 chacune, 3,500 actions privilégiées de la catégorie « B » d'une valeur nominale de $50 chacune et en 20,000 actions privilégiées de la catégorie « C » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717061

Polyclinique médicale St-François d'Assise ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Boucher, 5180 des Sorbiers, Montréal, Roger Brault, 944 Sir Adolphe Routhier, Québec, Jean-Marc Lamontagne, 6655 Doucet, Charlesbourg, Jean-Paul Parent, 2537 Chassé, Ste. Foy, and Roland Cauchon, 991, Royale, St. Laurent, I.O., all physicians, for the following purposes:

To conduct the construction, development, planning, operation and management of a building to be used as a polyclinic, under the name of "Polyclinique médicale St-François d'Assise ltée", with a total capital stock of $475,005, divided into 5 common shares of a nominal value of $1 each, 100 class "A" preferred shares of a nominal value of $1,000 each, 3,500 class "B" preferred shares of a nominal value of $50 each and 20,000 class "C" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717061

Polycolor Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, notaire, 3760, Harvard, Lucille Legault, épouse de Marcel Gratton, 5618, Angers, et Micheline Paillé, fille majeure, 3845, Décarie, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Polycolor Inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 5276, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720535

Polycolor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard-C. Forest, notary, 3760 Harvard, Lucille Legault, wife of Marcel Gratton, 5618 Angers, and Micheline Paillé, spinster, 3845 Décarie, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Polycolor Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 5276 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720535

Prévost & frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Maurice Prévost, Laurent Prévost, tous deux entrepreneurs, et Gilles Trépanier, comptable, tous trois de Sainte-Clothilde, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, excavation, travaux de béton et bétonnage, sous le nom de « Prévost & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Prévost & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Prévost, Laurent Prévost, both contractors, and Gilles Trépanier, accountant, all three of Ste. Clothilde, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction, excavations and concrete works, under the name of "Prévost & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Clothilde, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

45531-o 720175

Protexplo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel Décary, avocat, 6, Place Décary, Dorval, Claude L'Écuyer, stagiaire, 2765, Desaulniers, Saint-Hyacinthe, et Thérèse Trinque, contrôleur, fille majeure, 6630, boulevard Lacordaire, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de boîtes et particulièrement de boîtes en acier pour l'entreposage de la dynamite, sous le nom de « Protexplo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720149

Production Bovegas ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Bernard Poirier, administrateur, 260, Beauchamp, Lasalle, Nicole Venne, hôtesse de l'air, 4328, avenue Beaconsfield et Doris Dufour, secrétaire, 9120, 9e avenue, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à procurer de l'amusement et de l'information au public, sous le nom de « Productions Bovegas ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 2,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720042

Les productions Marvin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Paul Massicotte, Havre des Îles, Laval, Gatien Roy, 6905, 4e Avenue est, Charlesbourg, et Séverin Lachapelle, 1320, Leblanc, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Ste. Clothilde, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720175

Protexplo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Décary, lawyer, 6 Place Décary, Dorval, Claude L'Écuyer, articled student, 2765 Desaulniers, St. Hyacinthe, and Thérèse Trinque, inspector, spinster, 6630 Lacordaire Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boxes, particularly steel boxes for storing dynamite, under the name of "Protexplo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720149

Production Bovegas ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Poirier, administrator, 260 Beauchamp, Lasalle, Nicole Venne, stewardess, 4328 Beaconsfield Avenue, and Doris Dufour, secretary, 9120, 9th Avenue, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business consisting in providing the public with amusement and information, under the name of "Productions Bovegas ltée", with a capital stock divided into 1,000 class "A" shares without nominal value, 2,000 class "B" shares without nominal value and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720042

Les productions Marvin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Massicotte, Havre des Îles, Laval, Gatien Roy, 6905, 4th Avenue East, Charlesbourg, and Séverin Lachapelle, 1320 Leblanc, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

Exercer toutes activités relatives à la promotion artistique, théâtrale, radiophonique, audio-visuelle et cinématographique, sous le nom de « Les productions Marvin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1350, rue Sherbrooke ouest, suite 1620, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720275

Pierre Prud'homme Auto Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Prud'homme, garagiste, Linda C. Prud'homme, épouse dudit Pierre Prud'homme, tous deux de 1790, boulevard Tessier, et Lucienne P. Prud'homme, veuve de Lionel Prud'homme, 1810, boulevard Tessier, ces deux dernières ménagères, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Pierre Prud'homme Auto Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717311

Radio-Équipements Maritimes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gérald Nadeau, entrepreneur-électricien, 984, Riel, Laval, Claudette Nadeau, 5150, West Hill, app. 7, Montréal, et Lise Hénault, 1121, Bayonne nord, Berthier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises et d'équipements maritimes, tels que radio, radar, téléphones, appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de « Radio-Équipements Maritimes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8701, 10e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 716895

To engage in all activities pertaining to artistic, theatrical, radio, audio-visual and cinematographic promotion, under the name of "Les productions Marvin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1350 Sherbrooke Street West, Suite 1620, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720275

Pierre Prud'homme Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Prud'homme, garage operator, Linda C. Prud'homme, wife of the said Pierre Prud'homme, both of 1790 Tessier Boulevard, and Lucienne P. Prud'homme, widow of Lionel Prud'homme, 1810 Tessier Boulevard, the latter two housewives, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Pierre Prud'homme Auto Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717311

Radio-Équipements Maritimes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Nadeau, electrical contractor, 984 Riel, Laval, Claudette Nadeau, 5150 West Hill, Apt. 7, Montreal, and Lise Hénault, 1121 Bayonne North, Berthier, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of sea-borne goods and equipment, such as radios, radars, telephones, electrical and electronic appliances and accessories, under the name of "Radio-Équipements Maritimes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8701, 10th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716895

Restaurant La Pergola inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Marcel Bourassa, restaurateur, Marguerite Biron, épouse dudit Marcel Bourassa, tous deux de 111, St-Laurent, Cap-de-la-Madeleine, et Pauline Archambault, veuve de Réal Brousseau, 551, boulevard St-Laurent est, Louiseville, ces deux dernières serveuses, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Pergola inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, rue St-Laurent, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716331

Restaurant l'Écho De La Mer inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Yves Fortin, avocat, 350, Côte Vertu, Pierre Grégoire, notaire, 405, boulevard de Guire, tous deux de Saint-Laurent, et Denyse Daoust, secrétaire, fille majeure, 964, Domville, Brossard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens, marchandises, aliments et services de toute sorte et description, sous le nom de « Restaurant l'Écho De La Mer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 34, Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 717236

Restaurant Les Flammes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert-Royal Zubin, commis, 33, Elizabeth, Lucerne, Hector Courval, 70, Notre-Dame, Hull, et Réjean Patry, 22, Charles, app. 9, Aylmer, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Les Flammes inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Restaurant La Pergola inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Bourassa, restaurateur, Marguerite Biron, wife of the said Marcel Bourassa, both of 111 St. Laurent, Cap-de-la-Madeleine, and Pauline Archambault, widow of Réal Brousseau, 551 St. Laurent Boulevard East, Louiseville, the latter two waitresses, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Pergola inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 111 St. Laurent Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716331

Restaurant l'Écho De La Mer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Fortin, lawyer, 350 Côte Vertu, Pierre Grégoire, notary, 405 De Guire Boulevard, both of St. Laurent, and Denyse Daoust, secretary, spinster, 964 Domville, Brossard, for the following purposes:

To deal in goods, merchandise, food and services of all types and descriptions, under the name of "Restaurant l'Écho De La Mer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 34 Notre-Dame West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 717236

Restaurant Les Flammes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert-Royal Aubin, clerk, 33 Elizabeth, Lucerne, Hector Courval, 70 Notre-Dame, Hull, and Réjean Patry, 22 Charles, Apt. 9, Aylmer, the latter two lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Les Flammes inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 77, rue Wellington, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720341

A. Rodrigue & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Fernando Rodrigue, Saint-Georges, Normand Rodrigue, tous deux camionneurs, Alfred Rodrigue, rentier, Jean-Yves Rodrigue, Fabien Rodrigue, tous deux livreurs, Gatien Rodrigue, chauffeur, et Martin Rodrigue, imprimeur, ces six derniers de Saint-Jean-de-la-Lande, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des fermes, terre et sol de culture, faire l'élevage des animaux de ferme et de boucherie, sous le nom de « A. Rodrigue & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-de-la-Lande, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717384

Hervé St-Amour inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Hervé St-Amour, commerçant, Agathe René de Cotret, ménagère, épouse dudit Hervé St-Amour, tous deux de 38, Lessard, et Serge Séguin, vendeur, 39, Richelieu, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Hervé St-Amour inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 450, boulevard St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717299

Saint-Louis Aviation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Fernand St-Louis, ingénieur, Cécile Dodier, ménagère, épouse dudit Fernand St-Louis, et Micheline St-Louis, secrétaire, fille majeure, tous trois de 2971, Racicot, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'avions, moteurs, appareils, accessoires et instruments d'avions, sous le

The head office of the company is at 77 Wellington Street, Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720341

A. Rodrigue & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernando Rodrigue, St. Georges, Normand Rodrigue, both truckers, Alfred Rodrigue, annuitant, Jean-Yves Rodrigue, Fabien Rodrigue, both delivery-men, Gatien Rodrigue, chauffeur, and Martin Rodrigue, printer, the latter six of St. Jean-de-la-Lande, for the following purposes:

To operate one or several farms, land or soil under cultivation, to raise farm and meat animals, under the name of "A. Rodrigue & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Jean-de-la-Lande, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717384

Hervé St-Amour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hervé St-Amour, dealer, Agathe René de Cotret, housewife, wife of the said Hervé St-Amour, both of 38 Lessard, and Serge Séguin, salesman, 39 Richelieu, all three of Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of footwear and leather articles and their accessories, under the name of "Hervé St-Amour inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 500 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 450 St. Joseph Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717299

Saint-Louis Aviation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand St-Louis, engineer, Cécile Dodier, housewife, wife of the said Fernand St-Louis, and Micheline St-Louis, secretary, spinster, all three of 2971 Racicot, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in airplane and in airplane engines, apparatus, accessories and instru-

nom de « Saint-Louis Aviation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 716927

Les services acoustiques B M R inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Armand Beaulieu, 232, René Philippe, Lemoyne, Adrien Marchand, 1829, Victoria, Longueuil, et Charles Rioux, 5160, Désormeaux, Montréal, tous trois menuisiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les services acoustiques B M R inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 232, rue René Philippe, Lemoyne, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720347

Service de grue mobile St-Jérôme inc.
St-Jérôme Mobile Crane Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gaston Dorion, commerçant, Aliette Asselin, ménagère, épouse dudit Gaston Dorion, tous deux de 126, 106e avenue, Lafontaine, et Gaston Godard, machiniste, 612, Luc, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire la location de grues mobiles, équipements lourds et matériaux de construction, sous le nom de « Service de grue mobile St-Jérôme inc.— St-Jérôme Mobile Crane Service Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 123, 106e avenue, Lafontaine, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717301

Société de conservation de l'Outaouais

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, consti-

ments, under the name of "Saint-Louis Aviation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 716927

Les services acoustiques B M R inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Beaulieu, 232 René Philippe, Lemoyne, Adrien Marchand, 1829 Victoria, Longueuil, and Charles Rioux, 5160 Désormeaux, Montréal, all three carpenters, for the following purposes:

To do business as general building contractors and deal in materials of all kinds, under the name of "Les services acoustiques B M R inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 232 René Philippe Street, Lemoyne, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

45531 720347

Service de grue mobile St-Jérôme inc.
St-Jérôme Mobile Crane Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Dorion, merchant, Aliette Asselin, housewife, wife of the said Gaston Dorion, both of 126, 106th Avenue, Lafontaine, and Gaston Godard, machinist, 612 Luc, St. Jérôme, for the following purposes:

To rent mobile cranes, heavy machinery and construction materials, under the name of "Service de grue mobile St-Jérôme inc.— St-Jérôme Mobile Crane Service Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 123, 106th Avenue, Lafontaine, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717301

Société de conservation de l'Outaouais

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

tuant en corporation sans capital-actions: J. Fergus Maclaren, directeur, 214 Northcote Place, Ottawa, William H. Martin, directeur adjoint, 296, Mayfair Drive, Beaconsfield, Claude Turmel, 21, Gendron, Hull, Gérard Paquet, 2742, Ville Marie, Sainte-Foy, Peter Hynard, Kipawa, tous trois ingénieurs forestiers, et Robert E. Kirkpatrick, gérant général, 19, Brynmor, Montréal, pour les objets suivants:

Élaborer, établir et mettre en oeuvre les meilleurs systèmes possibles de conservation et de protection des forêts publiques et privées, sous le nom de « Société de conservation de l'Outaouais ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720400

Sonic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles Legault, spécialiste en marketing, 486, Émile, Steffen Hopf, importateur, 547, 84e Avenue, tous deux de Laval, et Jean-Paul Legault, avocat, 188, de Bourgogne, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, incluant tout appareil électronique, sous le nom de « Sonic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716811

Studio Publi-Relations de Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Vasco Ceccon, publiciste, Mosole Vincenzina, ménagère, veuve de Amedeo Ceccon, tous deux de 7135, Musset, Montréal, et Gilles Guilbault, gérant de production, 1405, Jules-Poitras, app. 102, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité, de conception et de création publicitaire et de photographies, sous le nom de « Studio Publi-Relations de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

incorporate a corporation without share capital: J. Fergus Maclaren, director, 214 Northcote Place, Ottawa, William H. Martin, assistant director, 296 Mayfair Drive, Beaconsfield, Claude Turmel, 21 Gendron, Hull, Gérard Paquet, 2742 Ville Marie, Ste. Foy, Peter Hynard, Kipawa, the latter three forestry engineers, and Robert E. Kirkpatrick, general manager, 19 Brynmor, Montreal, for the following purposes:

To design, set up and implement the best possible systems for the conservation and protection of public and private forest-land, under the name of "Société de conservation de l'Outaouais".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 720400

Sonic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Legault, marketing specialist, 486 Émile, Steffen Hopf, importer, 547, 84th Avenue, both of Laval, and Jean-Paul Legault, lawyer 188 De Bourgogne, St. Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal in radios, television sets, electric appliances, musical instruments, their parts and accessories and other similar merchandise, including all electronic equipment, under the name of "Sonic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716811

Studio Publi-Relations de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vasco Ceccon, publicity agent, Mosole Vincenzina, housewife, widow of Amedeo Ceccon, both of 7135 Musset, Montreal, and Gilles Guilbault, production manager, 1405 Jules-Poitras, Apt. 102, St. Laurent, for the following purposes:

To operate an advertising, photography and advertising design and creation agency, under the name of "Studio Publi-Relations de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" shares of a nominal value of $1 each and 39,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 7538A, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720525

Sunhill Hotel Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Pierre Mercure, Georges Mercure, tous deux de 37, Principale, et Raynald Mercure, 800, Principale, tous trois hôteliers, de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Sunhill Hotel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45531-o 3276-1971

Tecoge inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers, aviseurs et consultants en travaux de construction de tous genres, sous le nom de « Tecoge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 1924, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717294

Télévision Communautaire Dolbeau-Mistassini inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Doris Rousseau, professeur, 1, boulevard Wallberg, Eric Perron, étudiant, 515, des Peupliers, et Claude Brassard, gérant, 704, des Cèdres, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Développer, à tous les niveaux de la vie du milieu dans le secteur de Dolbeau-Mistassini, le sens de la

The head office of the company is at 7538A, St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720525

Sunhill Hotel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Mercure, Georges Mercure, both of 37 Principale, and Raynald Mercure, 800 Principale, all three hotel keepers, of Granby, for the following purposes:

To do business as hotel keepers, under the name of "Sunhill Hotel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Principale, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 3276-1971

Tecoge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To act as counsellors, advisers and consultants in all kinds of contruction works, under the name of "Tecoge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1924, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717294

Télévision Communautaire Dolbeau-Mistassini inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Doris Rousseau, teacher, 1 Wallberg Boulevard, Eric Perron, student, 515 des Peupliers, and Claude Brassard, manager, 704 des Cèdres, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To arouse a sense of participation on all levels of community life in the region of Dolbeau-Mistassini,

participation, et amener les différentes générations à travailler ensemble et à se comprendre davantage, sous le nom de « Télévision Communautaire Dolbeau-Mistassini inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717298

Les textiles Berthier inc.
Berthier Textiles Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Martin, comptable, 5860, Bossuet, Montréal, Gérard Martin, homme d'affaires, 8110, Place Dalkeith, Anjou, Jean-Guy Harper, gérant de production, 120, de l'École, Saint-Ignace-de-Loyola, et André Laporte, notaire, 872, Daviault, Berthierville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Les textiles Berthier inc.— Berthier Textiles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 hacune.

Le siège social de la compagnie est 30, Place du Marché, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720280

Tours Chanteclerc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Colin A. Gravenor fils, 915, Hartland, tous deux avocats, et Serge Brassard, stagiaire, 10800, St-Hubert, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de voyages et de transport, sous le nom de « Tours Chanteclerc inc. », avec un capital total de $52,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1225, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717263

and induce the different generations to reach a better understanding through common effort, under the name of "Télévision Communautaire Dolbeau-Mistassini inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717298

Les textiles Berthier inc.
Berthier Textiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Martin, accountant, 5860 Bossuet, Montreal, Gérard Martin, businessman, 8110 Place Dalkeith, Anjou, Jean-Guy Harper, production manager, 120 de l'École, St. Ignace-de-Loyola, and André Laporte, notary, 872 Daviault, Berthierville, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Les textiles Berthier inc.— Berthier Textiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 30 Place du Marché, Berthierville, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720280

Tours Chanteclerc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremont, Colin A. Gravenor Jr., 915 Hartland, both lawyers, and Serge Brassard, articled student, 10800 St. Hubert, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a travel and transport agency, under the name of "Tours Chanteclerc inc.", with a total capital stock of $52,000, divided into 200 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1225 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717263

Transports de meubles Daveluyville inc.
Daveluyville Furniture Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Chartier, 4587, Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest, Jean Ménard, 2380, Desjardins, tous deux avocats, et Denys-P. Godin, stagiaire, 669, des Ursulines, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transports de meubles Daveluyville inc.— Daveluyville Furniture Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 720069

Tropicarium inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Harald Multhaupt, industriel, Margrit Dost, ménagère, épouse dudit Harald Multhaupt, tous deux de 2095, Calvados, Saint-Bruno-de-Montarville, et Roger Manseau, comptable, 3550, Gouin ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'élevage de tous animaux domestiques et spécialement de poissons tropicaux, exotiques et autres, sous le nom de « Tropicarium inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2095, rue Calvados, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717194

Turpin et Turpin limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ronald Bélec, 54, Thérien, Renée Joyal, épouse de André Brossard, 60, Moncion, tous deux avocats, de Hull, et René Hamon, notaire, route Alexander, Lucerne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Turpin et Turpin limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $40 chacune.

Transports de meubles Daveluyville inc.
Daveluyville Furniture Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Chartier, 4587 Notre-Dame, Trois-Rivières West, Jean Ménard, 2380 Desjardins both lawyers, and Denys-P. Godin, articled student, 669 des Ursulines, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transports de meubles Daveluyville inc.— Daveluyville Furniture Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of he Companies Service.

45531 720069

Tropicarium inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harald Multhaupt, industrialist, Margrit Dost, housewife, wife of the said Harald Multhaupt, both of 2095 Calvados, St. Bruno-de-Montarville, and Roger Manseau, accountant, 3550 Gouin West, Montreal, for the following purposes:

To breed and deal in domestic animals, particularly tropical, exotic and other species of fish, under the name of "Tropicarium inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2095 Calvados Street, St. Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717194

Turpin et Turpin limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Bélec, 54 Thérien, Renée Joyal, wife of André Brossard, 60 Moncion, both lawyers, of Hull, and René Hamon, notary, Alexander Road, Lucerne, for the following purposes:

To do business as garage-operators and to deal in automobiles, motors, machinery and all their parts and accessories, under the name of "Turpin et Turpin limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $40 each.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 720377

Les voitures R.M. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roger Néron, garagiste, Marie-Paule Boily, ménagère, épouse dudit Roger Néron, tous deux de 339, des Pins, Raymond Ouellet, garagiste, et Monique Boily, ménagère, épouse dudit Raymond Ouellet, ces deux derniers de 808, Jeanne d'Arc, tous quatre d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobile, de même que toutes espèces de machines, instruments, outils, appareils ou accessoires dont on se sert dans la fabrication ou l'usage des véhicules motorisés, sous le nom de « Les voitures R.M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 717256

X M Radio Thetford Mines

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Lacroix, courtier d'assurances, 188, Notre-Dame, Denis Demers, préposé à l'entretien de machines, 402, La Mennais, tous deux de Black Lake, Jacques Dostie, commis-vendeur, 549, St-Édouard, Benoit Lord, 695, Gingras, Germain Corriveau, 166, Demers, tous deux barbiers, Raoul Hamel, ferblantier, 592, St-Édouard, Paul-Émile Carrier, ouvrier, 467, Létourneau, Marius Fafard, électricien, 42, St-Pierre, Fernand Tremblay, agent privé, 10e rue est, et Régent Bélanger, mécanicien, 615, Labbé, ces huit derniers de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Promouvoir l'entraide entre ses membres, favoriser le développement de leur habilité technique, de leur culture générale et propager les facilités de communication entre les citoyens en vue du bien commun de la société, sous le nom de « X M Radio Thetford Mines ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45531-o 716957

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 720377

Les voitures R.M. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Néron, garage operator, Marie-Paule Boily, housewife, wife of the said Roger Néron, both of 339 des Pins, Raymond Ouellet, garage operator, and Monique Boily, housewife, wife of the said Raymond Ouellet, the latter two of 808 Jeanne d'Arc, all four of Alma, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of automobile parts and accessories, including all kinds of machinery, instruments, tools, apparatus or accessories used in the manufacturing or utilization of motor vehicles, under the name of "Les voitures R.M. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 717256

X M Radio Thetford Mines

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Adrien Lacroix, insurance broker, 188 Notre-Dame, Denis Demers, machine maintenance man, 402 La Mennais, both of Black Lake, Jacques Dostie, salesclerk, 549 St. Édouard, Benoit Lord, 695 Gingras, Germain Corriveau, 166 Demers, both barbers, Raoul Hamel, tinsmith, 592 St. Édouard, Paul-Émile Carrier, labourer, 467 Létourneau, Marius Fafard, electrician, 42 St. Pierre, Fernand Tremblay, private agent, 10th Street East, and Régent Bélanger, mechanic, 615 Labbé, the latter eight of Thetford Mines, for the following purposes:

To promote mutual help among its members, foster the development of their technical ability, their general culture and provide communication facilities among the citizens for the welfare of the community, under the name of "X M Radio Thetford Mines".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45531 716957

Lettres patentes supplémentaires

Association des Constructeurs d'Habitations — Région de Québec, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de janvier 1972, à la « Société des Constructeurs d'Habitations du District de Québec inc.— Québec District Home Builders' Society Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de septembre 1958, changeant son nom en celui de « Association des Constructeurs d'Habitations — Région de Québec, inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 12174-58

Chasse, Sirois & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1972, à la compagnie « Chasse, Sirois & Associés inc. », subdivisant 100 actions ordinaires de $400 chacune en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératies,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 5774-68

Club l'Airain inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de janvier 1972, à la corporation « Club l'Airain inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 714768

Les Entreprises du Cinéma Fanny inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de janvier 1972, à la compagnie « Oliva Dugas ltée », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « Les Entreprises du Cinéma Fanny inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 3498-65

Supplementary Letters Patent

Association des Constructeurs d'Habitations — Région de Québec, inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société des Constructeurs d'Habitations du District de Québec inc.— Québec District Home Builders' Society Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of September, 1958, changing its name to that of "Association des Constructeurs d'Habitations — Région de Québec, inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 12174-58

Chasse, Sirois & Associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chasse, Sirois & Associés inc.", subdividing 100 common shares of $400 each into 4,000 common shares of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 5774-68

Club l'Airain inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club l'Airain inc.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 714768

Les Entreprises du Cinéma Fanny inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Oliva Dugas ltée", incorporated by letters patent dated the 21st day of September, 1965, changing its name to that of "Les Entreprises du Cinéma Fanny inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 3498-65

Fondation Fournier-Éthier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de février 1972, à la corporation « Fondation Fournier-Éthier inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 3481-71

General Trailer Equipment & Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de février 1972, à la compagnie « Maison Mobile Luc Roy inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de décembre 1969, 1° changeant son nom en celui de « General Trailer Equipment & Service Inc. »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $130,000 par la création de 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 5820-69

Kalcikote inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1971, à la compagnie « Kalcikote inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 800 actions privilégiées de $50 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférentes aux actions privilégiées.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 978-67

Lévesque Auto inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de février 1972, à la compagnie « Lévesque Auto inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 3801-50

G. L. Lortie & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Fondation Fournier-Éthier inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fondation Fournier-Éthier inc.", amending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 3481-71

General Trailer Equipment & Service Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Maison Mobile Luc Roy inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of December, 1969, 1. changing its name to that of "General Trailer Equipment & Service Inc."; 2. increasing its capital from $40,000 to $130,000 by the creation of 9,000 preferred shares of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 5820-69

Kalcikote inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Kalcikote inc.", 1. increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 800 preferred shares of $50 each; 2. changing the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 978-67

Lévesque Auto inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lévesque Auto inc.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 3801-50

G. L. Lortie & Associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1972, à la compagnie « Lortie, Gaudet, Gaulin, Massie, Ménard, Moreau & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « G. L. Lortie & Associés inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 1165-69

Monza Sports Supply, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de février 1972, à la compagnie « Dopolavoro Sporting Club, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de juin 1968, changeant son nom en celui de « Monza Sports Supply, Inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 2774-68

Placements Bourget inc.
Bourget Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de février 1972, à la compagnie « Les Entreprises Rex inc. — Rex Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de novembre 1953, changeant son nom en celui de « Placements Bourget inc. — Bourget Investments Inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 49167-53

Ramsley Imports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de janvier 1972, à la compagnie « Ramsley Silks & Woolens Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de juin 1953, changeant son nom en celui de « Ramsley Imports Inc. »,

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 13390-53

Site Domiciliaire Idéal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de novembre 1971, à la compagnie « Site Domiciliaire Idéal inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de novembre 1971, changeant son nom en celui de « Domiciliaire Idéal inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 1165-69

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lortie, Gaudet, Gaulin, Massie, Ménard, Moreau & Associés inc.", incorporated by letters patent dated that 16th day of May, 1969, changing its name to that of "G. L. Lortie & Associés inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 1165-69

Monza Sports Supply, Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dopolavoro Sporting Club, Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of June, 1968, changing its name to that of "Monza Sports Supply, Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 2774-68

Placements Bourget inc.
Bourget Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Rex inc. — Rex Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1953, changing its name to that of "Placements Bourget inc. — Bourget Investments Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 49167-53

Ramsley Imports Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ramsley Silks & Woolens Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of June, 1953, changing its name to that of "Ramsley Imports Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 13390-53

Site Domiciliaire Idéal inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

bre 1971, à la compagnie « Gilles Trudel inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de février 1963, 1° changeant son nom en celui de « Site Domiciliaire Idéal inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 731-63

Télécâble de la Rive-Sud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de février 1972, à la compagnie « Télécâble de la Rive-Sud inc. », 1° augmentant son capital de $200,000 à $500,000 par la création de 3,000 actions ordinaires de $100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45531-o 714055

Cooperatives to "Gilles Trudel inc.". incorporated by letters patent dated the 18th day of February, 1963, 1. changing its name to that of "Site Domiciliaire Idéal inc."; 2. extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 731-63

Télécâble de la Rive-Sud inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Télécâble de la Rive-Sud inc.", 1. increasing its capital from $200,000 to $500,000 by the creation of 3,000 common shares of $100 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45531 714055

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Change of name — Act *Applications*

Joseph-Émile-Noël Berthiaume

Avis est donné que Joseph-Émile-Noël Berthiaume, journalier, domicilié au 3515, rue Gertrude, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-Gouverneur en conseil afin qu'un décret soit accordé changeant son nom en celui de Noël Guérin.

Le 30 mars 1972.

Les procureurs du requérant,
45550-17-2-0 HÉBERT, LABERGE & MONTPETIT.

Joseph-Émile-Noël Berthiaume

Notice is given that Joseph-Émile-Noël Berthiaume, journeyman, domiciled at 3515, Gertrude street, in Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to that of Noël Guérin.

March 30, 1972.

HÉBERT, LABERGE & MONTPETIT,
45550-17-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Elias Benayoun

Avis est donné, par les présentes, que Elias Benayoun, homme d'affaires, résidant à 12 rue Sandringham, en la Cité de Dollard des Ormeaux, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Elias Benay; et, par conséquent, changeant le nom de famille de sa femme Rita Rachel (née Shetrit), ainsi que celui de ses enfants, Daniel et Sylviane, demeurant tous au même endroit que le demandeur, de Benayoun à Benay; lesdits noms servant à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 3e jour d'avril 1972.

Les procureurs du requérant,
45551-17-2-o WOLOSHEN & AXELROD.

Elias Benayoun

Notice is hereby given that Elias Benayoun, businessman, residing and domiciled at 12 Sandringham, in the Town of Dollard des Ormeaux, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Elias Benay; and subsidiarily, changing the surnames of his wife, Rita Rachel (née Shetrit) and of his children, Daniel and Sylviane, all of the same address as the applicant, from Benayoun to Benay; the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, this 3rd day of April 1972.

WOLOSHEN & AXELROD,
45551-17-2-o *Attorneys for petitioner.*

Meir Paldi

Avis est donné par les présentes que Meir Paldi du 4375 avenue Courtrai, Montréal 249, fait une requête pour changer son nom pour Mauricio Emergui. Ce changement de nom profitera aussi à sa femme, née Wendy Helen Ketley, demeurant à la même adresse.

Le procureur du requérant,
45563-17-2-o GASTON MELOCHE.

Meir Paldi

Notice is hereby given that Meir Paldi of 4375 Courtrai Avenue, Montreal 249, is making an application for change of name into Mauricio Emergui. Said change will also benefit his wife, born Wendy Helen Ketley, of the same address.

GASTON MELOCHE,
45563-17-2-o *Attorney for petitioner.*

Marguerite Paquet

Avis est donné que Marguerite Paquet, résidant au numéro 2950 du Boulevard Père Lelièvre, district Les Saules de la ville de Québec, présentera au ministre de la justice une requête à l'effet de changer son nom en celui de Margo Paquet.

Daté à Québec le 7 avril 1972.

La requérante,
45572-17-2 MARGUERITE PAQUET.

Marguerite Paquet

Notice is given that Marguerite Paquet, residing at 2950 Père Lelièvre Boulevard, District of Les Saules, city of Québec, will present a petition to the Minister of Justice to change her name to that of Margo Paquet.

Dated in Québec, this April 7, 1972.

MARGUERITE PAQUET,
45572-17-2 *Petitioner.*

Associations coopératives

Cooperative Associations

Association coopérative des agriculteurs de St-Nazaire, Lac St-Jean

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat coopératif de St-Nazaire », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec pour devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative des agriculteurs de St-Nazaire, Lac St-Jean ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
45571-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative des agriculteurs de St-Nazaire, Lac St-Jean

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the cooperative syndicate "Syndicat coopératif de St-Nazaire", to cease to be governed by the Québec Cooperative Syndicates Act in order to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative des agriculteurs de St-Nazaire, Lac St-Jean".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
45571

« Le Nid », garderie coopérative de Mont-Laurier

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « « Le Nid », garderie coopérative de Mont-Laurier ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Mont-Laurier, Québec, dans le district électoral de Labelle.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45553-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

« Le Nid », garderie coopérative de Mont-Laurier

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association ""Le Nid", garderie coopérative de Mont-Laurier".

The head office of this cooperative association is located in Mont-Laurier, Québec, in the electoral district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
45553

La Coopérative Minière de Cadillac

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La Coopérative Minière de Cadillac ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Cadillac, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Est.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45554-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Coopérative Minière de Cadillac

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "La Coopérative Minière de Cadillac".

The head office of this association is situated in Cadillac, Québec, in the electoral district of Abitibi-East.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
45554

Avis divers

Barreau du Québec

Avis est donné que la modification suivante entre en vigueur à la date de la présente publication:

Modification du Règlement I

L'article 20 du Règlement I est modifié en remplaçant, à la deuxième ligne du paragraphe 2, le mot « six » par le mot « trois ».

Le secrétaire général,
45575-o JACQUES TISSEUR.

Succession de Émile Lebeau

Avis est présentement donné que Monsieur René Lebeau, médecin, de Montréal, et Dame Aline Lebeau, épouse de Monsieur Joseph St-Aubin, de Ville Saint-Laurent, ont accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de leur père, feu Émile Lebeau, décédé le 19 septembre 1971, en son vivant de Ville Saint-Laurent, tel qu'il appert d'un acte reçu devant Me Serge Henri Filiatrault, notaire, 9050 boulevard Saint-Michel, Montréal, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 24 février 1972 sous le numéro 2,330,455.

Donné à Montréal, ce 4 avril 1972.

Le procureur,
45570-o SERGE H. FILIATRAULT, *notaire.*

Miscellaneous Notices

Bar of the Province of Québec

Notice is given that the following amendment will come into force on the date of the present publication:

Amendment to By-law I

Article 20 of By-law I is amended by replacing, in the second line of paragraph 2, the word "six" by the word "three".

JACQUES TISSEUR,
45575-o *Secretary General.*

Estate of Émile Lebeau

Notice is hereby given that Mr. René Lebeau, physician, of Montreal, and Dame Aline Lebeau, wife of Mr. Joseph St-Aubin, of the City of St-Laurent, have accepted under benefit of inventory, the Estate of their father, the late Émile Lebeau, died on September 19, 1971, in his lifetime of the City of St-Laurent, as it appears from a deed received before Mtre Serge Henri Filiatrault, notary, 9050 St-Michel Boulevard, Montreal, registered in the registry office of Montreal, on February 24, 1972, under number 2,330,455.

Dated at Montreal, this April 4, 1972.

SERGE H. FILIATRAULT, *notary,*
45570-o *Attorney.*

Chartes — demandes d'abandon de

Arrosage Aérien Agricole inc.

Avis est par la présente donné que « Arrosage Aérien Agricole inc. », corps politique et incorporé en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa place d'affaires à Frelighsburg, district de Bedford, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 16e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
45555-o LUCIEN MÉNARD.

Jodeen Originals Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jodeen Originals Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et avant son sière social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la requérante,
45557-o YANOFSKY, KAHN & BRULL.

Charters — Applications for Surrender of

Arrosage Aérien Agricole inc.

Notice is hereby given that "Arrosage Aérien Agricole inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Frelighsburg, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 16th day of March 1972.

LUCIEN MÉNARD.
45555-o *Secretary.*

Jodeen Originals Inc.

Notice is hereby given that "Jodeen Originals Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave for surrender of charter under the provisions of the Companies Act.

YANOFSKY, KAHN & BRULL.
45557-o *Attorneys for Petitioner.*

C.M. Transport limitée

Avis est donné que la compagnie « C.M. Transport limitée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Rouyn, ce 15 mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,

45556-o GRIMARD, BÉLANGER & ST-PIERRE.

Les Prêts Richelieu inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Prêts Richelieu inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Jean, ce 16e jour du mois de mars 1972.

Le procureur de la compagnie,

45558-o Me CLAUDE DENAULT.

Racicot & Fils inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Racicot & Fils inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Boucherville, ce 13e jour de mars 1972.

Les notaires,

45559-o DUHAMEL & PRUD'HOMME.

Ungava Iron Ores Company

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières « Ungava Iron Ores Company » s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, P.Q., ce 5e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,

45560-o J. G. KIRKPATRICK.

Venetian Tile Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Venetian Tile Co. Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 4e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,

MENDELSON, SELICK, GROSS

45561-o & PINSKY.

Les Petits Profits inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Petits Profits inc. » ayant son siège social à Laurier Station, comté de Lotbinière, district de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies.

Québec, le 1er mars 1972.

Le procureur de la compagnie,

45565-o J. LÉO K. LAFLAMME, C.R.

C.M. Transport limitée

Notice is given that "C.M. Transport limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Rouyn, March 15, 1972.

GRIMARD, BÉLANGER & ST. PIERRE,

45556 *Attorneys for the company.*

Les Prêts Richelieu inc.

Notice is given that "Les Prêts Richelieu inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Jean, this 16th day of March 1972.

Me CLAUDE DENAULT,

45558-o *Attorney for the Company.*

Racicot & Fils inc.

Notice is hereby given that the company "Racicot & Fils inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender of its charter.

Boucherville, this 13th day of March, 1972.

DUHAMEL & PRUD'HOMME,

45559-o *Notaries.*

Ungava Iron Ores Company

Under the provisions of the Québec Mining Companies Act, "Ungava Iron Ores Company" hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., this 5th day of April, 1972.

J. G. KIRKPATRICK,

45560-o *Secretary-Treasurer.*

Venetian Tile Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Venetian Tile Co. Ltd." a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of April, 1972.

MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY,

45561-o *Attorneys for the company.*

Les Petits Profits inc.

Notice is hereby given that "Les Petits Profits inc." having its head office in Laurier Station, county of Lotbinière, P.Q. district of Québec will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Company Act.

Québec, March 1st, 1972.

J. LÉO K. LAFLAMME, Q.C.,

45565-o *Attorney for the company.*

Divers
Compagnies

Bouillon, Pellerin & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la compagnie « J. Roland Pellerin ltée — J. Roland Pellerin Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Bouillon, Pellerin & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45533-o 5036-64

Bro-Tek inc.

La compagnie « Bro-Tek inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
MICHEL COGGER.

45534-o 714502

Centre d'Accueil Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial 72-1, de la corporation « Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « Centre d'Accueil Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45535-o 3229-71

Centre Médical Fleury inc.

La compagnie « Centre Médical Fleury inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ BÉDARD.

45536-o 14291-59

Fédération et Conseil de Bien-Être de la Rive-Sud inc. South Shore Federation and Welfare Council Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 mars 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la « Fédération et Conseil de Bien-Être de la Rive-Sud inc. — South Shore Federation and Welfare Council Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45541-o 544-66

Miscellaneous
Companies

Bouillon, Pellerin & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 5, of the company "J. Roland Pellerin ltée — J. Roland Pellerin Ltd.", incorporated by letters patent dated the 11th day of November, 1964, changing its name into that of "Bouillon, Pellerin & Associés inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45533-o 5036-64

Bro-Tek inc.

Notice is given that "Bro-Tek inc." has changed the number of its directors from 7 to 3.

MICHEL COGGER,
Secretary.

45534 714502

Centre d'Accueil Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law 72-1, of the corporation "Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of June, 1971, changing its name into that of "Centre d'Accueil Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45535-o 3229-71

Centre Médical Fleury inc.

Notice is given that "Centre Médical Fleury inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

ANDRÉ BÉDARD,
Secretary.

45536 14291-59

Fédération et Conseil de Bien-Être de la Rive-Sud inc. South Shore Federation and Welfare Council Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 9, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the amendments to the general by-laws of "Fédération et Conseil de Bien-Être de la Rive-Sud inc. — South Shore Federation and Welfare Council Inc.".

The Director of the Companies Service,
by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45541 544-66

Club l'Airain inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux (numéro 1) de la corporation « Club l'Airain inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45537-o 714768

Club Parc Duchesneau

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 février 1972, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Club Parc Duchesneau », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45538-o 4388-70

Les Entreprises Duroc inc.
Duroc Enterprises Inc.

La compagnie « Les Entreprises Duroc inc. — Duroc Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL RICHER.

45539 3197-69

Evalex ltée
Evalex Ltd.

La compagnie « Evalex ltée — Evalex Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PAUL M. LACHANCE.

45540-o 2060-71

Fonbec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Fonbec Ltd.
(No personal liability)

La compagnie « Fonbec ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Fonbec Ltd. (No personal liability) » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 8 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
F. A. CHEFTECHI.

45542 2997-67

Léo T. Julien (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 36, de la compagnie « Les Accessoires de Cuisine limitée — Waterless Kitchen Equipment Limited », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'avril 1946, changeant son nom en celui de « Léo T. Julien (1971) inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45545-o 3435-46

Club l'Airain inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on January 31, 1972 the general by-laws (number 1) of "Club l'Airain inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45537 714768

Club Parc Duchesneau

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on February 15, 1972, he approved By-law number 1 (general by-laws) of "Club Parc Duchesneau", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45538 4388-70

Les Entreprises Duroc inc.
Duroc Enterprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Duroc inc. — Duroc Enterprises Inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

PAUL RICHER,
Secretary-Treasurer.

45539-o 3197-69

Evalex ltée
Evalex Ltd.

Notice is given "Evalex ltée — Evalex Ltd." has increased the number of its directors from 3 to 5.

PAUL M. LACHANCE,
Secretary.

45540 2060-71

Fonbec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Fonbec Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that "Fonbec ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Fonbec Ltd. (No personal liability)" has changed the number of its directors from 3 to 8.

F. A. CHEFTECHI,
Secretary.

45542-o 2997-67

Léo T. Julien (1971) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 36, of the company "Les Accessoires de Cuisine limitée — Waterless Kitchen Equipment Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of April, 1946, changing its name into that of "Léo T. Julien (1971) inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45545-o 3435-46

F Fontaine inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « H. & R. Fontaine inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mars 1968, changeant son nom en celui de « F Fontaine inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45543-o 377-68

Godsall Holdings (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1 (1972), de la compagnie « Eugo limitée », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de janvier 1965, changeant son nom en celui de « Godsall Holdings (Québec) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45544-o 173-65

Montreal Skeet Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 février 1972, il a approuvé les règlements numéros XXIII et XXIV de la corporation « Montreal Skeet Club », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45546-o 193-36

New Industrial Properties Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1 (1972), de la compagnie « North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd. — Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) ltée », constituée par lettres patentes en date du 25e jour d'octobre 1956, changeant son nom en celui de « New Industrial Properties Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45547-o 13286-56

Placements Deux Rivières ltée

La compagnie « Placements Deux Rivières ltée » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
GERALD ZAVALKOFF.

45548 5187-67

U.T.M. Co.

Le ministre dès institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 20, de la compagnie « United Tinning & Metal Co. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de janvier 1956, changeant son nom en celui de « U.T.M. Co. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45549-o 10111-56

F Fontaine inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "H. & R. Fontaine inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of March, 1968, changing its name into that of "F Fontaine inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45543-o 377-68

Godsall Holdings (Québec) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 1 (1972), of the company "Eugo limitée", incorporated by letters patent dated the 15th day of January, 1965, changing its name into that of "Godsall Holdings (Québec) Ltd.".

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45544-o 173-65

Montreal Skeet Club

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 25, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws numbers XXIII and XXIV of "Montreal Skeet Club".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45546 193-36

New Industrial Properties Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 1 (1972), of the company "North-Eastern Terex Distributors (1969) Ltd. — Distributeurs du Nord-Est Terex (1969) ltée », incorporated by letters patent dated the 25th day of October, 1956, changing its name into that of "New Industrial Properties Ltd.".

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45547-o 13286-56

Placements Deux Rivières ltée

Notice is given that "Placements Deux Rivières ltée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

GERALD ZAVALKOFF,
Secretary.

45548-o 5187-67

U.T.M. Co.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 20, of the company "United Tinning & Metal Co.", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1956, changing its name into that of "U.T.M. Co.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45549-o 10111-56

Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 avril 1972, il a approuvé le règlement spécial d'emprunt de la corporation « Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45594-o 9751-52

Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus

Notice is given that on April 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the special loan by-law of the "Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus", pursuant to section 6 of Order in Council number 288 adopted January 31, 1969.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45594 9751-52

Assemblée nationale

Projet de loi sanctionné

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, le 21 avril 1972

Aujourd'hui, à trois heures de l'après-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

19 Loi assurant la reprise des services dans le secteur public

La sanction royale est prononcée sur ce projet de loi par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ce projet de loi. »

45580-o

National Assembly

Sanctioned Bill

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 21st of April 1972

This day, at three o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bill:

19 An Act to ensure resumption of services in the public sector.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to this bill."

45580-o

Compagnies étrangères
Permis

Pathfinder Resources Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Pathfinder Resources Ltd.», a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. C. J. Michael Flavell, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45573 98-71

Extra-Provincial Companies
License

Pathfinder Resources Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Pathfinder Resources Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. C. J. Michael Flavell, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45573-o 98-71

Demandes à la Législature

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la troisième session de la vingt-neuvième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1. la définition de la taxe d'eau;
2. l'obligation de construire sur des lots distincts au cadastre, pour les projets approuvés comme plans d'ensemble;
3. la responsabilité des propriétaires pour le paiement de la taxe d'eau de leurs locataires lorsque le bail est verbal ou pour une période de moins d'un an;
4. les subventions à la restauration;
5. les remises d'amendes;

et toute autre matière utile à la bonne administration des affaires de la ville.

Les agents et procureurs de la Ville,
CÔTÉ, PÉLOQUIN, NORMANDIN et BOUCHARD.
Hôtel de Ville, le 28 mars 1972. 45566-17-4-o

La Communauté Urbaine de Québec

Avis est par les présentes donné que la Communauté Urbaine de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour modifier entre autres dispositions, les pouvoirs du Comité exécutif et de son président et le paiement de la rémunération des membres du Conseil, l'adoption des procès verbaux, les publications d'avis français et anglais, ses pouvoirs en matière de caisse de retraite et assurances collectives, ses compétences en matière de promotion industrielle, de taxation, de travaux à incidences intermunicipales, de fourniture de service, d'intégration, ainsi que modifier les pouvoirs et devoirs des corporations qui dépendent du Conseil, et pour toute autre fin.

Québec, ce 29 avril 1972.
YVAN DALLAIRE et JACQUES FORGUES,
45567-17-4-o *Avocats.*

La cité de Roberval

Prenez avis que la cité de Roberval s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec pour faire adopter une loi modifiant les lois qui la régissent.

1° Pour rendre applicables à la cité de Roberval les dispositions de la Loi des cités et villes relatives aux vacances dans la charge de maire, à l'intérêt sur les arrérages de taxes, à l'escompte accordé pour paiement des taxes dans le délai fixé, à la taxe d'affaires, à la compensation pour l'eau et à la responsabilité du propriétaire, à la réparation des conduites d'eau et d'égout sur les immeubles publics et privés;

2) Pour autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à remplacer par les dispositions de la Loi des cités et villes toutes autres dispositions de sa charte ou des lois particulières qui la régissent, ou abolir celles qui y dérogent;

Applications to Legislature

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will petition the Québec National Assembly during the course of the Third Session of the 29th Legislature, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation to the following subjects:

1. The definition of "water tax";
2. The obligation to build on district cadastral lots, for projects approved under a master plan;
3. The liability of proprietors for the payment of the water tax of their lessees when the lease is verbal or for a period of less than one year;
4. Subsidies for restauration;
5. The remission of fines;

and all other matters relevant to the good administration of the affairs of the City.

CÔTÉ, PÉLOQUIN, NORMANDIN and BOUCHARD,
Agents and attorneys for the City.
City Hall, March 28, 1972. 45566-17-4-o

Québec Urban Community

Notice is hereby given that the Québec Urban Community will petition the National Assembly of the Province of Québec, at is present session, to modify the dispositions of its charter, among others, to wit: the powers and duties of its executive committee and its president, the payment of the members of the Council remuneration, the minutes approvement, the publication of french and english notice, its powers with respect to the relief or retirement funds or pension plans, its competence with respect to industrial promotion, taxation, works with intermunicipal repercussions, furnishing of services, and integration, and in the same way, to modify the powers and duties of the corporations accountable to the council, and for any other purposes.

Québec, April 29, 1972.
YVAN DALLAIRE and JACQUES FORGUES,
45567-17-4-o *Advocates.*

The City of Roberval

Take note that the City of Roberval will apply to the Québec National Assembly to have a bill adopted amending the laws governing it.

1. To render applicable to the City of Roberval, the provisions of the Cities and Towns Act related to vacancies in the office of mayor, interest on outstanding taxes, the discount granted for payment of taxes within the prescribed time, business tax, compensation for water and the owner's responsibility , repair of water ducts and sewers on public and private immoveables;

2. To authorize the Lieutenant-Governor in Council to replace, by the provisions of the Cities and Towns Act, all other provisions of its charter or the particular laws governing it, or abolish those departing therefrom;

3° Pour que le nombre des conseillers et le nombre des quartiers soit déterminé conformément à la charte de la cité ou à tout autre règlement du conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

4° Pour abolir le droit des propriétaires d'élire seuls un conseiller dans chaque quartier;

5° Pour que les membres actuels au conseil conservent leur charge et pouvoirs le cas échéant à remplir toute vacance.

Roberval, le 10 février 1972.

Le procureur de la cité de Roberval,
45330-14-4-o ROLAND BERGERON.

3. So that the number of councillors and wards be determined in conformity with the charter of the City or any other by-law of the Council approved by the Lieutenant-Governor in Council;

4. To abolish the right of owners alone to elect a councillor in each ward;

5. So that the present members of the Council may serve their term and provisions be made to fill any vacancy should the occasion arise.

Roberval, February 10, 1972.

ROLAND BERGERON,
45330-14-4-o *Attorney for the City of Roberval.*

Cité de Farnham

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que:

La Cité de Farnham dans un délai de trente (30) jours de la présente date s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'abroger l'article 35 de la charte de la Cité de Farnham, lequel sera remplacé par les dispositions de la Loi des cités et villes (Article 527).

Donné à Farnham, ce 18e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
45576-17-4-o J. B. LUNEAU, C.G.A., O.M.A.

City of Farnham

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that:

The City of Farnham, will, within 30 days from the date of this notice, present a petition to the Lieutenant Governor in Council requesting the abrogation of article 35 of its charter to be replaced by the dispositions of the Cities and Towns Act (Article 527).

Given at Farnham, this 18th day of April, 1972.

J. B. LUNEAU, C.G.A., O.M.A.
45576-17-4-o *Secretary-Treasurer.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Canada Health and Accident Assurance Corporation
La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents

Avis de changement de nom

Avis est par les présentes donné que le Ministre de la Consommation et des Corporations a recommandé l'émission de lettres patentes supplémentaires à « Canada Health and Accident Assurance Corporation — La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents », l'autorisant à changer sa raison sociale en celle de « CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA ».

Toronto, le 5e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
45552-17-2-o R. J. ROBERTS.

Canada Health and Accident Assurance Corporation
La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents

Notice of change of name

Notice is hereby given that the Minister of Consumer and Corporate Affairs issued supplementary letters patent to "Canada Health and Accident Assurance Corporation — La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents" changing its corporate name to "CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA".

Toronto, the 5th day of April 1972.

R. J. ROBERTS,
45552-17-2-o *Secretary.*

La Prévoyance, Compagnie d'Assurances
The Provident Assurance Company

« La Prévoyance, Compagnie d'Assurances — The Provident Assurance Company » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de vingt (20) à dix-sept (17).

Montréal, le 14e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
45569-o JEAN-CLAUDE MARTIN.

La Prévoyance, Compagnie d'Assurances
The Provident Assurance Company

Notice is given that "La Prévoyance, Compagnie d'Assurances — The Provident Assurance Company" has changed the number of its directors from twenty (20) to seventeen (17).

Montreal, the 14th day of March 1972.

JEAN-CLAUDE MARTIN,
45569-o *Secretary.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Lorraine

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, le règlement No 60 du conseil municipal de la ville de Lorraine modifiant son règlement de zonage No 54, lui-même déjà modifié par les règlements nos 58 et 59 dudit conseil.

Ce règlement entrera en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45574-o MAURICE TESSIER, C.R.

Ville de Sainte-Thérèse

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, le règlement no 424 N.S. du conseil municipal de la ville de Sainte-Thérèse modifiant son règlement de zonage no 416 N.S.

Ce règlement entrera en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45574-o MAURICE TESSIER, C.R.

Department of Municipal Affairs

Town of Lorraine

Pursuant to section 22 of Chapter 48 of the Statutes of 1970, Act respecting the vicinity of the new international airport, I have approved By-law No. 60 of the Municipal Council of the Town of Lorraine, amending its Zoning By-law No. 54, itself previously amended by By-laws Nos. 58 and 59 of the said Council.

This by-law shall come into force upon the date of publication of the present notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45574 *Minister of Municipal Affairs.*

Town of Ste. Thérèse

Pursuant to section 22 of Chapter 48 of the Statutes of 1970, Act respecting the vicinity of the new international airport, I have approved By-law No. 424 N.S. of the Municipal Council of the Town of Ste. Thérèse, amending its Zoning By-law No. 416 N.S.

This by-law shall come into force upon the date of publication of the present notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45574 *Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Chicoutimi

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, municipalité de la Cité de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 7-A-14, 7-A-15, 7-A-17 et 7-A-18 du rang IX, S.O.C.S., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 mars 1972.

Le sous-ministre,
45532-o MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de Chicoutimi

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, municipalité de la Cité de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 1-B-1 et 1-B-2 du rang VIII S.O.C.S. sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 mars 1972.

Le sous-ministre,
45532-o MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de Ste-Catherine

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine, municipalité de la paroisse de Ste-Catherine, division d'enregistrement de Portneuf.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Chicoutimi

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, municipality of the City of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 7-A-14, 7-A-15, 7-A-17 and 7-A-18 of range IX S.O.C.S. are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 17, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
45532-o *Deputy Minister.*

Parish of Chicoutimi

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, municipality of the City of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 1-B-1 and 1-B-2 of range VIII S.O.C.S. are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 17, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
45532-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Catherine

Official cadastre of the parish of Ste-Catherine, municipality of the parish of Ste-Catherine, registration division of Portneuf.

Avis est par la présente donné que le lot 174-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45532-o

Paroisse de St-Joseph de Chambly

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Chambly, municipalité de la Ville de St-Basile le Grand, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 31-5, 31-7 et 31-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 21 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45532-o

Notice is hereby given that lot 174-1 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 22, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45532-o

Parish of St-Joseph de Chambly

Official cadastre of the parish of St-Joseph de Chambly, municipality of the Town of St-Basile le Grand, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 31-5, 31-7 and 31-8 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 21, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45532-o

Liquidation — Loi de la

Contre-Plaqué Maska ltée
Maska Plywood Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Contre-Plaqué Maska ltée — Maska Plywood Ltd.", tenue à St-Hyacinthe, le 16 juillet 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Jean-Guy Aubin, C.A. a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45564-o 2270-66

Winding — Up Act

Contre-Plaqué Maska ltée
Maska Plywood Ltd.

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Contre-Plaqué Maska ltée — Maska Plywood Ltd." held in St. Hyacinthe, on July 16, 1971, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Jean-Guy Aubin was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45564 2270-66

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par

Proclamations

CANADA,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS pursuant to section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the

proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Richelieu, à Sorel, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 965, en date du 16 mars 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Richelieu, à Sorel, à compter de la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 86

45587-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la forêt est une des plus importantes richesses du Québec;

ATTENDU QU'il importe, dans l'intérêt de l'État, d'assurer par tous les moyens possibles, la conservation, l'aménagement rationel et la restauration de cette richesse;

ATTENDU QUE pour réaliser cela, il est essentiel que la population ait le respect de l'arbre et soit pleinement consciente de ses responsabilités envers la forêt;

provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Richelieu, at Sorel, and to decree that a proclamation be issued for this purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 965, dated March 16, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of section 1 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Richelieu, at Sorel, upon, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 86

45587

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the forests are one of Québec's most important natural resources;

WHEREAS it is essential, in the interest of the Province, to ensure, by all possible means, the conservation, the rational management and the restoration of this resource;

WHEREAS, in order to achieve this, it is essential that the population have a respect for trees and that it be fully aware of its responsibilities as regards the forests;

ATTENDU QUE la proclamation d'une « Semaine de l'Arbre et de la Forêt » a pour but de rappeler les bienfaits que procurent l'arbre et la forêt, et vu l'article 165 de la Loi des Terres et Forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92);

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 802-72, en date du 15 mars 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une semaine soit nommément consacrée au culte de l'arbre et de la forêt, et que la période du 7 au 13 mai 1972 soit proclamée officiellement la « Semaine de l'Arbre et de la Forêt » au Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 192

45587-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Holland, comprenant le bloc « A », située dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

WHEREAS the purpose of proclaming an "Arbor and Forest Week" is to draw attention to the benefits derived from trees and forests, and pursuant to section 165 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 92);

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 802-72, dated March 15, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that a week be devoted particularly to the respect of threes and forests, and that the period extending from May 7 to 13, 1972 be officially proclaimed "Arbor and Forest Week" in the Province of Québec.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, this fifteenth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 192

45587

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Holland, comprising Block "A", located in the Ste. Anne-des-Monts Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à Ste-Anne-des-Monts;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Holland.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 525-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à Ste-Anne-des-Monts, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Holland, comprenant le bloc « A », située dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Holland;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Ste. Anne-des-Monts Registration Division Office, in Ste. Anne-des-Monts, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Ste. Anne-des-Monts Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Holland.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 525-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books or Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Ste. Anne-des-Monts Registration Division Office, in Ste. Anne-des-Monts, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Holland, comprising Block "A", located in the Ste. Anne-des-Monts Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Holland;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 186.
45587-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton d'Arnaud, comprenant les lots 1 à 30 du rang B, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Sept-Îles, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton d'Arnaud.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 526-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, des plan et livre de renvoi originaux;

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 186
45587

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Arnaud, comprising lots 1 to 30 of Range B, located in the Sept-Îles Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Sept-Îles Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Arnaud.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 526-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books or Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, of the original plan and book of reference of a part of the Township of

naires d'une partie du canton d'Arnaud, comprenant les lots 1 à 30 du rang B, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton d'Arnaud;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 189

45587-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et

Arnaud, comprising lots 1 to 30 of Range B, located in the Sept-Îles Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Arnaud;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 189

45587

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under

forêts, un plan d'une partie du canton Arnaud, comprenant le bloc 27, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Sept-Îles et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton Arnaud.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 527-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton Arnaud, comprenant le bloc 27, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton Arnaud;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Arnaud, comprising Block 27, located in the Sept-Îles Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Sept-Îles Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Arnaud.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 527-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books or Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Arnaud, comprising Block 27, located in the Sept-Îles Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Arnaud;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 191

45587-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant le lot 1234, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque;

À CES CAUSES, du consentement, et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 519-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 191

45587

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lot 1234, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Bourlamaque;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 519-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of

de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant le lot 1234, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) pour fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 187

45587-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

which is "Of the Official Plans and Books or Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lot 1234, located in the Abitibi Registration Division by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Bourlamaque;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 187

45587

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant les lots 1232 et 1233, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 518-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant les lots 1232 et 1233, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lots 1232 and 1233, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Bourlamaque;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 518-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books or Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lots 1232 and 1233, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Bourlamaque;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 190

45587-o

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 190

45587

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton d'Isle-Dieu, comprenant les blocs 7 et 8, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton d'Isle-Dieu.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Isle-Dieu, comprising Blocks 7 and 8, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Miniter. of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Isle-Dieu.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 520-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton d'Isle-Dieu, comprenant les blocs 7 et 8, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton d'Isle-Dieu;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 188.

45587-o

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 520-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books or Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Isle-Dieu, comprising Blocks 7 and 8, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Isle-Dieu;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 188

45587

Soumissions — Demandes de

Ville de Shawinigan-Sud
Comté de Saint-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Pinel, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 900, 6e Avenue, Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 15 mai 1972, pour l'achat de $259,000 d'obligations de la ville de Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er juin et les 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $259,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$ 3,500
1er juin 1974	3,000
1er juin 1975	4,000
1er juin 1976	3,500
1er juin 1977	3,500
1er juin 1978	4,000
1er juin 1979	5,000
1er juin 1980	4,500
1er juin 1981	5,500
1er juin 1982	5,000
1er juin 1983	5,500
1er juin 1984	6,500
1er juin 1985	7,000
1er juin 1986	6,500
1er juin 1987	7,000
1er juin 1988	7,500
1er juin 1989	8,000
1er juin 1990	8,500
1er juin 1991	9,000
1er juin 1992	152,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Tenders — Requests for

Town of Shawinigan South
County of St. Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Gilles Pinel, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan South, County of St. Maurice, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., on Monday, May 15, 1972, for the purchase of a bond issue of $259,000 for the Town of Shawinigan South, County of St. Maurice, dated June 1, 1972 and redeemable serially from June 1, 1973 to June 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1, 1972.

Redemption table — $259,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$ 3,500
June 1, 1974	3,000
June 1, 1975	4,000
June 1, 1976	3,500
June 1, 1977	3,500
June 1, 1978	4,000
June 1, 1979	5,000
June 1, 1980	4,500
June 1, 1981	5,500
June 1, 1982	5,000
June 1, 1983	5,500
June 1, 1984	6,500
June 1, 1985	7,000
June 1, 1986	6,500
June 1, 1987	7,000
June 1, 1988	7,500
June 1, 1989	8,000
June 1, 1990	8,500
June 1, 1991	9,000
June 1, 1992	152,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1992 au montant de $152,000 comprend un solde de $142,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1993	$11,000
1er juin 1994	11,500
1er juin 1995	12,000
1er juin 1996	13,000
1er juin 1997	13,500
1er juin 1998	14,500
1er juin 1999	16,000
1er juin 2000	16,000
1er juin 2001	17,000
1er juin 2002	18,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $152,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Shawinigan-Sud s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 141 — $259,000 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 15 mai 1972, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 900, 6e Avenue, Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice, P.Q.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bones should not be for an amount less than $18,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 1, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of June 1, 1992 in the amount of $152,000 includes a balance of $142,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1993	$11,000
June 1, 1994	11,500
June 1, 1995	12,000
June 1, 1996	13,000
June 1, 1997	13,500
June 1, 1998	14,500
June 1, 1999	16,000
June 1, 2000	16,000
June 1, 2001	17,000
June 1, 2002	18,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Shawinigan South.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $152,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Shawinigan South agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 141 — $259,000 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, May 15, 1972, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan South, County of St. Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud (Comté de Saint-Maurice), ce 24 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

Hôtel de ville, 900, 6e Avenue, Shawinigan-Sud,
Comté de St-Maurice, P.Q.
Téléphone: 536-5671, code 819. 45583-o

Cité de Farnham
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Luneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 477, rue Hôtel de ville, Farnham, comté de Missisquoi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 mai 1972, pour l'achat de $174,000 d'obligations de la cité de Farnham, comté de Missisquoi, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $174,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$ 3,500
1er juin 1974	3,500
1er juin 1975	4,000
1er juin 1976	5,000
1er juin 1977	5,500
1er juin 1978	6,000
1er juin 1979	6,000
1er juin 1980	6,500
1er juin 1981	7,000
1er juin 1982	7,500
1er juin 1983	7,500
1er juin 1984	9,000
1er juin 1985	9,500
1er juin 1986	10,500
1er juin 1987	11,000
1er juin 1988	12,000
1er juin 1989	13,500
1er juin 1990	13,500
1er juin 1991	15,000
1er juin 1992	18,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan South, County of St. Maurice, April 24, 1972.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan South,
County of St. Maurice, P.Q.
Telephone: 536-5671, code 819. 45583

City of Farnham
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. B. Luneau, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 477 Town Hall Street, Farnham, County of Missisquoi, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, May 15, 1972, for the purchase of a bond issue of $174,000 for the City of Farnham, County of Missisquoi, dated June 1, 1972 and redeemable serially from June 1, 1973 to June 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1, 1972.

Redemption table — $174,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$ 3,500
June 1, 1974	3,500
June 1, 1975	4,000
June 1, 1976	5,000
June 1, 1977	5,500
June 1, 1978	6,000
June 1, 1979	6,000
June 1, 1980	6,500
June 1, 1981	7,000
June 1, 1982	7,500
June 1, 1983	7,500
June 1, 1984	9,000
June 1, 1985	9,500
June 1, 1986	10,500
June 1, 1987	11,000
June 1, 1988	12,000
June 1, 1989	13,500
June 1, 1990	13,500
June 1, 1991	15,000
June 1, 1992	18,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Farnham.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $18,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Farnham s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 209-35 — $76,000 — aqueduc, égouts, voirie; 211-35 — $46,000 — aqueduc, égouts, voirie; 212-35 — $52,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 15 mai 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 477, rue Hôtel de ville, Farnham, comté de Missisquoi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Farnham (Comté de Missisquoi), ce 25 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
J. B. LUNEAU.

Hôtel de ville, 477, rue Hôtel de ville,
Farnham (Comté de Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 293-4460, code 514. 45582-o

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $18,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made accordingly to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at Farnham.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $18,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Farnham agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 209-35 — $76,000 — aqueduct, sewers, roads; 211-35 — $46,000 — aqueduct, sewers, roads; 212-35 — $52,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, May 15, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 477 Town Hall Street, Farhnam, County of Missisquoi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Farnham (County of Missisquoi), April 25, 1972.

J. B. LUNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 477 Town Hall Street,
Farnham (County of Missisquoi), P.Q.
Telephone: 293-4460, code 514. 45582

Cité de Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Zakaib, greffier, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Case postale 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 16 mai 1972, pour l'achat de $804,000 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pout toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $804,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$26,000
1er juin 1974	28,000
1er juin 1975	32,000
1er juin 1976	34,000
1er juin 1977	36,000
1er juin 1978	25,000
1er juin 1979	27,000
1er juin 1980	30,000
1er juin 1981	33,000
1er juin 1982	35,000
1er juin 1983	33,000
1er juin 1984	36,000
1er juin 1985	39,000
1er juin 1986	43,000
1er juin 1987	46,000
1er juin 1988	49,000
1er juin 1989	55,000
1er juin 1990	60,000
1er juin 1991	66,000
1er juin 1992	71,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $71,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

City of Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Zakaib, City Clerk, Town Hall, City of Sorel, 71 Charlotte Street, Post Office Box 97, Sorel, County of Richelieu, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, May 16, 1972, for the purchase of a bond issue of $804,000 for the City of Sorel, County of Richelieu, dated June 1st, 1972 and redeemable serially from June 1st, 1973 to June 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1st, 1972.

Redemption table — $804,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$26,000
June 1, 1974	28,000
June 1, 1975	32,000
June 1, 1976	34,000
June 1, 1977	36,000
June 1, 1978	25,000
June 1, 1979	27,000
June 1, 1980	30,000
June 1, 1981	33,000
June 1, 1982	35,000
June 1, 1983	33,000
June 1, 1984	36,000
June 1, 1985	39,000
June 1, 1986	43,000
June 1, 1987	46,000
June 1, 1988	49,000
June 1, 1989	55,000
June 1, 1990	60,000
June 1, 1991	66,000
June 1, 1992	71,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $71,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into

compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $71,000; et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Sorel s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 734 — $43,500 — renouvellement d'emprunt; 878 — $40,000 — aqueduc et égouts; 898 (910) — $522,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 899 — $40,000 — achat d'équipement; 900 — $58,000 — services récréatifs et communautaires; 911 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 16 mai 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Case postale, 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel (Comté de Richelieu), ce 25 avril 1972.

Le greffier,
GEORGES ZAKAIB.

Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Case postale 97,
Sorel, (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 742-4583, code 514. 45581-o

Ville de La Pocatière
Comté de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Crête, greffier, Hôtel de ville, 412, boule-

account the tables of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 1st, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $71,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Sorel agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 734 — $43,500 — loan renewal; 878 — $40,000 — aqueduct and sewers; 898 (910) — $522,500 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 899 — $40,000 — purchase of equipment; 900 — $58,000 — recreational and community services; 911 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, May 16, 1972, at 7:30 p.m., at the City Hall, 71 Charlotte Street, Post Office Box 97, Sorel, County of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), April 25, 1972.

GEORGES ZAKAIB,
City Clerk.

City Hall, 71 Charlotte Street, Post Office Box 97,
Sorel, (Richelieu), P.Q.,
Telephone: 742-4583, code 514. 45581

Town of La Pocatière
County of Kamouraska

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Claude Crête, Town Clerk, at the Town Hall, 412 Desrochers Boulevard, La Pocatière, County

vard Desrochers, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 17 mai 1972, pour l'achat de $458,000 d'obligations de la ville de La Pocatière, comté de Kamouraska, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $458,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$ 6,000
1er juin 1974	6,000
1er juin 1975	7,000
1er juin 1976	7,000
1er juin 1977	8,000
1er juin 1978	8,000
1er juin 1979	9,000
1er juin 1980	9,000
1er juin 1981	10,000
1er juin 1982	10,000
1er juin 1983	11,000
1er juin 1984	12,000
1er juin 1985	12,000
1er juin 1986	13,000
1er juin 1987	13,000
1er juin 1988	14,000
1er juin 1989	15,000
1er juin 1990	16,000
1er juin 1991	17,000
1er juin 1992	255,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $31,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut

of Kamouraska, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, May 17, 1972, for the purchase of a bond issue of $458,000 for the Town of La Pocatière, County of Kamouraska, dated June 1, 1972 and redeemable serially from June 1, 1973 to June 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1, 1972.

Redemption table — $458,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$ 6,000
June 1, 1974	6,000
June 1, 1975	7,000
June 1, 1976	7,000
June 1, 1977	8,000
June 1, 1978	8,000
June 1, 1979	9,000
June 1, 1980	9,000
June 1, 1981	10,000
June 1, 1982	10,000
June 1, 1983	11,000
June 1, 1984	12,000
June 1, 1985	12,000
June 1, 1986	13,000
June 1, 1987	13,000
June 1, 1988	14,000
June 1, 1989	15,000
June 1, 1990	16,000
June 1, 1991	17,000
June 1, 1992	255,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Moreover, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $31,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 1, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1992 au montant de $255,000 comprend un solde de $237,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1993	$18,000
1er juin 1994	19,000
1er juin 1995	20,000
1er juin 1996	21,000
1er juin 1997	23,000
1er juin 1998	24,000
1er juin 1999	25,000
1er juin 2000	27,000
1er juin 2001	29,000
1er juin 2002	31,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Pocatière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $255,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de La Pocatière s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 11 — $458,000 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mercredi, le 17 mai 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 412, boulevard Desrochers, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Pocatière (Comté de Kamouraska), ce 25 avril 1972.

Le greffier,
CLAUDE CRÊTE.

Hôtel de ville, 412, boul. Desrochers,
La Pocatière (Comté de Kamouraska), P.Q.
Téléphone: 856-3394, code 418. 45584-o

of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of June 1, 1992 in the amount of $255,000 includes a balance of $237,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1993	$18,000
June 1, 1994	19,000
June 1, 1995	20,000
June 1, 1996	21,000
June 1, 1997	23,000
June 1, 1998	24,000
June 1, 1999	25,000
June 1, 2000	27,000
June 1, 2001	29,000
June 1, 2002	31,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at La Pocatière.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $255,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of La Pocatière agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 1, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 11 — $458,000 — loan renewal;

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, May 17, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., in the Town Hall, 412 Desrochers Boulevard, La Pocatière, County of Kamouraska, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Pocatière (County of Kamouraska), April 25, 1972.

CLAUDE CRÊTE,
Town Clerk.

Town Hall, 412 Desrochers Boulevard,
La Pocatière (County of Kamouraska), P.Q.
Telephone: 856-3394, code 418. 45584

Commission Municipale de Québec

Canton de Bergeronnes

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale du Québec, à sa séance en date du 25 avril 1972, a adpoté la résolution suivante:

« Il est RÉSOLU que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale (S.R.Q. 1964, ch. 170), la corporation du canton de Bergeronnes, dans le comté de Saguenay, ne soit plus, à compter du 13 mai 1972, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite Loi. »

Québec, ce 25 avril 1972.

Le secrétaire,
ROGER DESAULNIERS.

45593-o

Quebec Municipal Commission

Township of Bergeronnes

Notice is hereby given that the Québec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of April 25, 1972.

"RESOLVED that in accordance with the provisions of Section 52 of the Municipal Commission Act (R.S.Q. 1964, Ch. 170), from and after May 13, 1972, the corporation of the township of Bergeronnes, in the county of Saguenay, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the said Act."

Québec, April 25, 1972.

ROGER DESAULNIERS,
Secretary.

45593-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure: No 22-347. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* JEAN-MARC BINETTE, Ste-Hélène de Chester, comté d'Arthabaska, défendeur, et JEAN TÉTREAULT, syndic, 1588 St-Laurent, Plessisville, mis en cause.

Bloc 1:

« Une terre faisant partie des lots numéros quinze et seize du troisième rang du Canton de Chester, contenant environ douze arpents et demi de largeur en front, laquelle largeur se continue ainsi sur une profondeur de quatre arpents, et là devient de seize arpents et demi environ pour se maintenir telle sur le reste de la profondeur qui est de onze arpents et demi, maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant le numéro deux cent trente-six (236), la partie nord-est des numéros deux cent trente-sept (P. N.E. 237), deux cent trente-huit (P. N.E. 238), le numéro deux cent trente-neuf (239) et la partie nord-est des numéros deux cent quarante-deux (P. N.E. 242) et deux cent quarante-quatre (P. N.E. 244), borné en front, par le chemin public entre les deuxième et troisième rangs pour une bonne partie et par M. Denis Binette, pour le reste; du côté sud-est, par M. Denis Binette, lot numéro deux

ARTHABASKA

Canada — Province of Québec
District of Arthabaska

Superior Court: No. 22-347. { THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic having its head office in the Parliament Buildings, in Québec, District of Québec, plaintiff, *vs* JEAN-MARC BINETTE, of Ste. Hélène de Chester, defendant, and JEAN TÉTREAULT, trustee, 1588 St. Laurent, Plessisville, mis en cause.

Block 1:

"A tract of land being part of lots numbers fifteen and sixteen of the third range of the Township of Chester, measuring about twelve and one-half arpents in width in front, the said width remaining thus for a depth of four arpents, thence increasing to about sixteen and one-half arpents, remaining thus for the remainder of the depth of eleven and one-half arpents, now known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being number two hundred and thirty-six (236), the northeast part of numbers two hundred and thirty-seven (N.E. Pt. 237), two hundred and thirty-eight (N.E. Pt. 238), number two hundred and thirty-nine (239) and the northeast part of numbers two hundred and forty-two (N.E. Pt. 242) and two hundred and forty-four (N.E. Pt. 244), bounded in front, mainly by the public road between the second and third ranges and partly by Mr. Denis Binette; on the southeast side by Mr. Denis Binette,

cent trente-cinq; du côté nord-ouest, par M. Denis Binette, également, étant une partie des numéros deux cent quarante et un et deux cent quarante-cinq; et en arrière, au sud-ouest, par M. Alfred Lafrance, parties des numéros deux cent trente-sept, deux cent quarante et deux cent quarante-quatre. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Une terre faisant partie du lot numéro seize du deuxième rang du Canton de Chester, contenant deux arpents moins une perche de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant la moitié nord-ouest du numéro cent cinquante (½ N.O. 150), prenant des deux bouts aux cordons des rangs; du côté nord-ouest, au numéro cent cinquante et un, appartenant à M. Robert Corriveau; du côté sud-est à la demie sud-est dudit numéro cent cinquante, appartenant également à M. Robert Corriveau. Le tout sans bâtisse, et sujet à une servitude en faveur de la Compagnie d'Électricité Shawinigan, suivant acte enregistré le 9 décembre 1947, sous le numéro 97300,B,126.

Cette terre située dans le deuxième rang du Canton de Chester, contenant environ quatre arpents et trois quarts de front, sur la profondeur des lots, maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant le numéro cent quarante-cinq (145) et la partie ou environ la moitié nord-ouest du numéro cent quarante-quatre (½ N.O. 144), prenant des deux bouts, aux cordons des rangs: du côté nord-ouest, au numéro cent quarante-six; et du côté sud-est, à la demie sud-est du numéro cent quarante-quatre, appartenant à M. Wulbrod Ouellet. Sans bâtisse, sujet à la servitude existant en faveur de la Compagnie d'Électricité Shawinigan suivant acte enregistré le 9 décembre 1947, sous le numéro 97313,B,126.

Cette terre située dans le deuxième rang du Canton de Chester, contenant environ cinq arpents de front sur la profondeur du lot, maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant le numéro cent quarante-huit (148). Avec une grange dessus construite, sujet, ledit immeuble, à une servitude en faveur de la Compagnie d'Électricité Shawinigan, suivant acte enregistré le 9 décembre 1947, sous le numéro 97313.B,126. »

Bloc 2:

« Une terre faisant partie du lot numéro seize du deuxième rang du Canton de Chester, contenant trois arpents, plus ou moins, de largeur, sur la moitié de la profondeur du rang, soit quatorze arpents, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant la moitié nord-est du numéro cent quarante-neuf (½ N.E. 149), prenant d'un bout, au cordon; de l'autre bout, au terrain de M. Ronald Poisson; d'un côté, à M. Désiré Binette; et de l'autre côté à M. Sylvio Lambert, ou représentants.

Cette autre terre faisant partie des lots numéros seize et dix-sept du deuxième rang du Canton de Chester, contenant trois arpents de largeur sur la

lot number two hundred and thirty-five; on the northwest side also by Mr. Denis Binette, being a part of numbers two hundred and forty-one and two hundred and forty-five; and in the rear, on the southwest, by Mr. Alfred Lafrance, parts of numbers two hundred and thirty-seven, two hundred and forty and two hundred and forty-four. With all the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

A tract of land being part of lot number sixteen of the second range of the Township of Chester, measuring two arpents less one perch in front, more or less, by the depth of the lot, now known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being the northwest half of number one hundred and fifty (½ N.W. 150), reaching at both ends the limits of the ranges; on the northwest side by number one hundred and fifty-one belonging to Mr. Robert Corriveau, on the southeast side by the southeast half of said number one hundred and fifty also belonging to Mr. Robert Corriveau. The whole without building and subject to a servitude in favor of the Shawinigan Water & Power Company, under a deed registered on December 9, 1947, under number 97300,B, 126.

This tract of land located in the second range of the Township of Chester, measuring about four and three-fourths arpents in front by the depth of the lots now known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being number one hundred and forty-five (145) and the part or about the half northwest of number one hundred and forty-four (½ N.W. 144), reaching on both sides the limits of the ranges; on the northwest side by number one hundred and forty-six and on the southeast side by the southeast half of number one hundred and forty-four belonging to Mr. Wulbrod Ouellet. Without building, subject to the servitude in favor of the Shawinigan Water & Power Company under the deed registered on December 9, 1947, under number 97313,B,126.

This tract of land located in the second range of the Township of Chester, measuring about five arpents in front by the depth of the lot, now known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being number one hundred and forty-eight (148). With a barn erected thereon, the said immoveable subject to a servitude in favor of the Shawinigan Water & Power Company under a deed registered on December 9, 1947, under number 97313,B,126."

Block 2:

"A tract of land being part of lot number sixteen of the second range of the Township of Chester, measuring three arpents, more or less, in width, by half the depth of the range, that is fourteen arpents, known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being the northeast half of number one hundred and forty-nine (½ N.E. 149), reaching at one end the boundary; at the other end by the land of Mr. Ronald Poisson; on one side by Mr. Désiré Binette and on the other side by Mr. Sylvio Lambert or representatives.

Another tract of land being part of lots numbers sixteen and seventeen of the second range of the Township of Chester, measuring three arpents in width

profondeur du rang, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant les numéros cent cinquante-trois (153) et cent cinquante-quatre (154), prenant des deux bouts, aux cordons des rangs; d'un côté, à partie du numéro cent cinquante-cinq ci-dessous, en septième lieu, décrite; et de l'autre côté, à M. Sylvio Lambert. Avec toutes les bâtisses dessus construites.

Ces deux terres, en cinquième et en sixième lieu, décrites avec toutes les servitudes actives et passives pouvant les concerner, et notamment une servitude de passage créée en vertu d'un acte de vente entre Arthur Camiré et Noël Desrochers, passé devant Bennett Feeney, notaire, le 27 janvier 1942, enregistré le 29 janvier 1942, sous le numéro 85779,B,111 par lequel ledit Noël Desrochers et ses ayants-droit ont droit de passer sur le numéro cent cinquante, dudit cadastre, pour communiquer au chemin public depuis le numéro cent quarante-neuf, dont partie est ci-dessus décrite; sujettes, également, à toute servitude existant en faveur de The Shawinigan Water & Power Company, suivant les titres.

Une terre faisant partie du lot numéro dix-sept du deuxième rang du Canton de Chester, contenant trois arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de Chester comme étant le numéro cent cinquante-cinq (155) et l'arpent sud-est du numéro cent cinquante-sept (1 arp. S.E. 157), prenant du côté nord-est, à la route, et du côté sud-ouest, à la terre ci-dessus décrite, avec bâtisses; à distraire, dans le coin ouest de ladite terre, dans les numéros cent cinquante-cinq et cent cinquante-sept, la partie vendue à M. Wellie Corriveau, contenant environ douze arpents carrés en superficie, suivant titre enregistré sous le numéro 100461; à distraire les droits de puiser de l'eau à la petite source existant sur ladite terre, en faveur de M. Alfred Binette, suivant les titres; à distraire, aussi en faveur des héritiers Dorion ou représentants, les mines et droits de mines, et les servitudes y relatives, suivant les titres; à distraire la partie de la route neuve pour être compensée par l'emplacement de l'ancienne route, et à distraire, également, l'emplacement de la maison d'école dans ledit numéro cent cinquante-sept.

Sous réserve, aussi, en faveur de M. Ronald Poisson, ou représentants, du droit de puiser de l'eau à la source existant sur la terre décrite à l'item 6, là où elle existe actuellement, suivant les titres, et sous réserve, aussi, en faveur de M. Wellie Corriveau, ou représentants, du droit de puiser de l'eau à une source autre que celle ci-dessus, sur la même terre, également suivant les titres.

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement, à 33 rue Laurier, à Arthabaska, le SEPTIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
45579-o J. G. BOISSONNAULT.

by the depth of the range, known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being numbers one hundred and fifty-three (153) and one hundred and fifty-four (154), reaching at both ends the limits of the ranges; on one side by part of number one hundred and fifty-five hereunder seventhly described and on the other side by Mr. Sylvio Lambert. With all buildings erected thereon.

The two tracts of land fifthly and sixthly described with all the active and passive servitudes which may concern them, namely a servitude of way created under a deed of sale between Arthur Camiré and Noël Desrochers, signed before Bennett Feeney, notary, on January 27, 1942, registered on January 29, 1942, under number 85779,B,111 by which the said Noël Desrochers and his beneficiaries have a right of way on number one hundred and fifty of the said cadastre to communicate from the public road from number one hundred and forty-nine, part of which is hereinabove described, subject, also, to any servitude existing in favor of The Shawinigan Water & Power Company, according to the titles.

A tract of land being part of lot number seventeen of the second range of the Township of Chester, measuring three arpents in front, more or less, by the depth of the lot known and described in the official cadastre of the Parish of Ste. Hélène de Chester as being number one hundred and fifty-five (155) and the arpent southeast of number one hundred and fifty-seven (1 arpent S.E. 157), from the northeast side to the highway and from the southwest side to the land hereinabove described, with buildings; less and to withdraw, on the west corner of the said land, on numbers one hundred and fifty-five and one hundred and fifty-seven, the part sold to Mr. Wellie Corriveau, containing about twelve square arpents in surface area, according to the title registered under number 100461; less and to withdraw the rights to draw water from the small spring on the said land, in favour of Mr. Alfred Binette, according to the titles; less and to withdraw, also, in favor of the Dorion heirs or representatives, the mines and mining rights and the servitudes attached thereto, according to the titles; less and to withdraw the part of the new highway to be compensated by the emplacement of the former highway, less and to withdraw, also, the emplacement of the school house on said number one hundred and fifty-seven.

Under reservation, also, in favor of Mr. Ronald Poisson or representatives, of the right to withdraw water from the spring existing on the land described in item 6, where it now exists, according to the titles, and under reservation, also, in favor of Mr. Wellie Corriveau or representatives, of the right to draw water from a spring other than that hereinabove described, on the same land, also according to the titles."

To be sold separately at the Registry Office, 33 Laurier Stret, in Arthabaska, on the SEVENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

J. G. BOISSONNAULT,
45579 *Assistant Sheriff.*

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, de Baie Comeau, No 9804. { MAISON RITE INC., demandeur, *vs* ROGER MALOUIN, défendeur.

« Le lot originaire cinq, subdivision quatre, rang un (lot 5-4-rg. 1) du cadastre officiel du canton Ragueneau, municipalité du village de Chute aux Outardes, comté de Saguenay; le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« Le lot originaire deux, subdivision quatre, rang un (Lot 2-4-rg. 1) du cadastre officiel du Canton Ragueneau, Municipalité du village de Chute aux Outardes, Comté de Saguenay; le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, MERCREDI le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND TREMBLAY.

Bureau du Shérif adjoint,
Baie Comeau, ce 8e jour de mars 1972. 45562-o

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Baie Comeau, Provincial Court, No. 9804. { MAISON RITE INC., plaintiff, *vs* ROGER MALOUIN, defendant.

"Original lot five, subdivision four, Range one (Lot 5-4-R. 1) of the official cadastre of the township of Ragueneau, Municipality of the Village of Chute aux Outardes, County of Saguenay; the whole with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

"Original lot two, subdivision four, Range one (Lot 2-4-R. 1) of the official cadastre of the Township of Ragueneau, Municipality of the Village of Chute aux Outardes, County of Saguenay; the whole with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Office of the Registrar of the First Registration Division of the County of Saguenay, in the Baie Comeau Court House, on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1972, at TEN-THIRTY in the forenoon.

RAYMOND TREMBLAY,
Assistant Sheriff.

Assistant Sheriff's Office,
Baie Comeau, this 8th day of March, 1972. 45562

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 9398. { LA MUTUAL LIFE, COMPAGNIE D'ASSURANCES DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Waterloo, province d'Ontario et une place d'affaires en les ville et district de Québec, *contre* ROMAIN FALARDEAU, domicilié et résidant à 176, rue Lessard, Loretteville, district de Québec.

1° La redivision neuf de la subdivision deux du lot originaire six cent cinquante-cinq (655-2-9), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette;

2. La redivision quatre de la subdivision un du lot originaire six cent cinquante-cinq (655-1-4), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette;

3° La redivision deux de la subdivision un du lot originaire six cent cinquante-six (656-1-2), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, notamment la maison située sur la rue Lessard, à Loretteville.

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement de Québec, 10e avenue Chauveau, Québec, le TRENTIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 avril 1972. 45585-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 9398. { MUTUAL LIFE INSURANCE COMPANY OF CANADA, a corporation legally incorporated, having its head office in Waterloo, Province of Ontario and a place of business in the City and District of Québec, *versus* ROMAIN FALARDEAU, domiciled and residing at 176 Lessard Street, Loretteville, District of Québec.

1. Redivision nine of subdivision two of original lot six hundred and fifty-five (655-2-9), on the plan and book of reference of the official cadastre of the Parish of St. Ambroise de la Jeune-Lorette;

2. Redivision four of subdivision one of original lot number six hundred and fifty-five(655-1-4), on the plan and book of reference of the official cadastre for the Parish of St. Ambroise de la Jeune-Lorette;

3. Redivision two of subdivision one of original lot number six hundred and fifty-six (656-1-2), on the plan and book of reference of the official cadastre for the Parish of St. Ambroise de la Jeune-Lorette;

With all the buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies, namely the house located on Lessard Street, in Loretteville.

To be sold "en bloc" at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the THIRTIETH day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 25, 1972. 45585

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No. 73-052. } IMPERIAL OIL LTD., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 861, Boulevard Champlain, Québec, district de Québec, *contre* NAPOLÉON ST-HILAIRE, Jr., résidant à 61, 29ième rue, Val St-Michel, Québec, district de Québec.

« Le lot numéro trois cent vingt et un (321) non subdivisé du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, Avenue Chauveau, Québec, le TRENTIÈME jour du mois de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 avril 1972.

45591-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 73-052. } IMPERIAL OIL LTD., a corporation legally incorporated, having a place of business at 861 Champlain Boulevard, Québec, District of Québec, *versus* NAPOLÉON ST-HILAIRE Jr., residing at 61, 29th Street, Val St-Michel, Québec, District of Québec.

"Lot number three hundred and twenty-one (321), unsubdivided, of the cadastre of St. Ambroise de la Jeune Lorette, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold in the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the THIRTIETH day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 25, 1972.

45591

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 71-696. } LES INDUSTRIES G. I. LACHANCE INC., corps politique et incorporé légalement constitué ayant une place d'affaires dans les cité et district de Québec, *contre* OMER TARDIF, domicilié et résidant à 2023 rue Laroche, Duberger, Québec 8.

a) Le lot deux mille quatre cent un – soixante-dix (2401-70) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, borné vers le nord-est par le lot no: deux mille quatre cent un – soixante et onze (2401-71), vers le sud-est par le lot no: deux mille quatre cent un – quatre-vingt-six (2401-86), vers le sud-ouest par le lot no: deux mille quatre cent un – soixante-neuf (2401-69) et vers le nord-ouest par le lot no: Deux mille quatre cent un – soixante-quatorze (2401-74) (rue) mesurant soixante pieds (60′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′) contenant en superficie six mille pieds carrés, mesure anglaise (6000);

b) le lot deux mille quatre cent un – soixante-onze (2401-71) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, borné vers le nord-est par le lot no: deux mille quatre cent un – soixante-douze (2401-72), vers le sud-est par le lot deux mille quatre cent un – quatre-vingt-six (2401-86), vers le sud-ouest par le lot no: deux mille quatre cent un – soixante-dix (2401-70) et vers le nord-ouest par le lot no: deux mille quatre cent un – soixante-quatorze (2401-74) (rue) mesurant soixante pieds (60′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′) contenant en superficie six mille pieds carrés, mesure anglaise (6000).

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Québec, le TRENTIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 avril 1972.

45590-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 71-696. } LES INDUSTRIES G.I. LACHANCE INC., body politic and corporate legally incorporated, having a place of business in the City and District of Québec, *versus* OMER TARDIF, domiciled and residing at 2023 Laroche Street, Duberger, Québec 8.

(*a*) Lot two thousand four hundred and one – seventy (2401-70) of the official cadastre of the Parish of St. Sauveur, bounded on the northeast by lot No. two thousand four hundred and one – seventy-one (2401-71), on the southeast by lot No. two thousand four hundred and one – eighty-six (2401-86), on the southwest by lot No. two thousand four hundred and one – sixty-nine (2401-69) and on the northwest by lot No. two thousand four hundred and one – seventy-four (2401-74) (street) measuring sixty feet (60′) in width by a depth of one hundred feet (100′), containing a surface area of six thousand square feet, English measure (6000);

(*b*) Lot two thousand four hundred and one – seventy-one (2401-71) of the official cadastre of the Parish of St. Sauveur, bounded on the northeast by lot No. two thousand four hundred and one – seventy-two (2401-72), on the southeast by lot two thousand four hundred and one – eighty-six (2401-86), on the southwest by lot No. two thousand four hundred and one – seventy (2401-70) and on the northwest by lot No. two thousand four hundred and one – seventy-four (2401-74) (street) measuring sixty feet (60′) in width by a depth of one hundred feet (100′) containing a surface area of six thousand square feet, English measure (6000).

With buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in Québec, on the THIRTIETH day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 25, 1972.

45590

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 6451. } CHRISTOPHE DESMARAIS et DAME CORINNE CLOUTIER-DESMARAIS, domiciliés à 7190, Brunoy, Charlesbourg, P.Q., *contre* LUCIEN LAMBERT, domicilié à 7180, Brunoy, Charlesbourg, P.Q. et LE REGISTRATEUR pour la division d'enregistrement de Québec, mis en cause.

1° Le lot numéro sept cent quarante et un – deux cent quatorze – deux (741-214-2) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, borné vers le nord-est par les lots nos sept cent quarante et un – cent quatre-vingt-dix-huit et sept cent quarante et un – cent quatre-vingt-dix-neuf (741-198 et 741-199), vers le sud par le lot no sept cent quarante et un – deux cent quinze – un (741-215-1), vers le sud-ouest par le no sept cent quarante et un – deux cent un (741-201) (avenue) et vers le nord-ouest par le lot no sept cent quarante et un – deux cent quatorze – un (741-214-1), avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, entre autres un immeuble répondant au numéro civique 7180, Brunoy, en la cité de Charlesbourg;

2. Le lot numéro sept cent quarante et un – deux cent quinze – un (741-215-1) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, borné vers le nord-est par les lots nos sept cent quarante et un – cent quatre-vingt-dix-neuf et sept cent quarante et un – deux cent (741-199 et 741-200), vers le sud par le lot no sept cent quarante et un – deux cent quinze – deux, (741-215-2), vers l'ouest par le lot no sept cent quarante et un – deux cent un (741-201) (avenue) et vers le nord par le lot no sept cent quarante et un – deux cent quatorze – deux (741-214-2), avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, entre autres, un immeuble répondant au numéro civique 7180, Brunoy, en la cité de Charlesbourg.

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement de Québec, 10, Avenue Chauveau, Québec, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 avril 1972.

45589-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 6451. } CHRISTOPHE DESMARAIS and DAME CORINNE CLOUTIER-DESMARAIS, domiciled at 7190 Brunoy, Charlesbourg, P.Q., *versus* LUCIEN LAMBERT, domiciled at 7180 Brunoy, Charlesbourg, P.Q., and THE REGISTRAR for the Québec Registration Division, mis en cause.

1. Lot number seven hundred and forty-one – two hundred and fourteen – two (741-214-2) of the official cadastre for the Parish of Charlesbourg, Québec Registration Division, bounded towards the northeast by lot number seven hundred and forty-one – one hundred and ninety-eight and seven hundred and forty-one – one hundred and ninety-nine (741-198 and 741-199), towards the south by lot No. seven hundred and forty-one – two hundred and fifteen – one (741-215-1), towards the southwest by No. seven hundred and forty-one – two hundred and one (741-201) (avenue) and towards the northwest by lot No. seven hundred and forty-one – two hundred and fourteen – one (741-214-1), with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies, particularly, an immovable bearing civic number 7180 Brunoy, in the City of Charlesbourg;

2. Lot number seven hundred and forty-one – two hundred and fifteen – one (741-215-1) of the official cadastre for the Parish of Charlesbourg, bounded towards the northeast by lots Nos. seven hundred and forty-one – one hundred and ninety-nine and seven hundred and forty-one – two hundred (741-199 and 741-200), towards the south lot by No. seven hundred and forty-one – two hundred and fifteen – two, (741-215-2), towards the west by lot No. seven hundred and forty-one – two hundred and one (741-201) (avenue) and towards the north by lot No. seven hundred and forty-one – two hundred and fourteen – two (741-214-2) with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies particularly, an immovable bearing civic number 7180 Brunoy, in the City of Charlesbourg.

To be sold "en bloc" at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 25, 1972.

45589

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 9524. } SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires à 710, Place d'Youville, Québec, *contre* CLAUDE BÉLANGER, marchand, demeurant à St-Léon de Standon, comté de Dorchester et faisant affaires sous la raison sociale de « COMPTOIR AGRICOLE ETCHEMIN ENRG. ».

Le lot numéro trois cent cinq (305) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Léon de Standon, division d'enregistrement de Dorchester, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances; y compris accessoires et

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 9524. } SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC, a corporation legally incorporated having its head office and place of business at 710 Place d'Youville, Québec, *versus* CLAUDE BÉLANGER, merchant, residing in St. Léon de Standon, County of Dorchester, and carrying on business under the name of "COMPTOIR AGRICOLE ETCHEMIN ENRG."

Lot number three hundred and five (305) of the official cadastre for the Parish of St. Léon de Standon, Dorchester Registration Division, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies; in-

outillage de la meunerie si considérés comme immeubles, par destination.

Sauf et à distraire cependant de ce lot, un emplacement avec boutique de forge y érigée, lequel emplacement mesure quarante pieds (40′) de largeur sur quarante-huit pieds (48′) de profondeur, borné comme suit: au sud-ouest par le chemin public, au sud-est par le lot numéro trois cent six (306), au nord-est et au nord-ouest par le lot numéro trois cent cinq (305) dont cet emplacement est détaché.

Un terrain mesurant quatre-vingt-quinze pieds et quatre centièmes (95.04′) de largeur par deux cent soixante-dix-neuf pieds (279.0′) au sud-est et deux cent soixante-seize pieds et quinze centièmes (276.15′) au nord-ouest, contenant en superficie vingt-six mille trois cent quatre-vingt-un pieds carrés (26,381 p.c.), le tout mesures anglaises, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent quatre (P. 304) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Léon de Standon, division d'enregistrement de Dorchester; et borné comme suit: au nord-est à la route numéro 53, au sud-est au lot numéro trois cent six (306) au sud-ouest au lot numéro trois cent cinq (305) et au nord-ouest à une autre partie du lot numéro trois cent quatre (304).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Hénédine, comté de Dorchester, le TRENTIÈME jour du mois de MAI 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 avril 1972. 45586-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No. 78-708. } SHELL CANADA LTD, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 1857 Chemin des Foulons, Québec, *contre* ALBERT DORÉ, résidant à Rang St-Joseph, St-Basile Nord, comté de Portneuf.

« Une partie de lot numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491) (terrain) Lac Belleau, Rang St-Joseph, St-Basile, du cadastre officiel de la paroisse de St-Basile, comté de Portneuf, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, Cap-Santé, comté de Portneuf, le PREMIER jour du mois de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 avril 1972. 45588-o

Less and to withdraw, however, from this lot, an emplacement with a blacksmith's shop erected thereon, which emplacement measures forty feet (40′) in width by forty-eight feet (48′) in depth, bounded as follows: on the southwest by the public road, on the southeast by lot number three hundred and six (306), on the northeast and on the northwest by lot number three hundred and five (305) from which this emplacement is detached.

A piece of land measuring ninety-five and four tenths feet (95.04′) in width by two hundred and seventy-nine feet (279.0) on the southeast and two hundred and seventy-six and fifteen hundredths feet (276.15′) on the northwest, containing an area of twenty-six thousand, three hundred and eighty-one square feet (26,381 sq. ft.), the whole, English measure, known and designated as forming part of lot number three hundred and four (Pt. 304) of the official cadastre for the Parish of St. Léon de Standon, Dorchester Registration Division; and bounded as follows: on the northeast by Highway No. 53, on the southeast by lot number three hundred and six (306), on the southwest by lot number three hundred and five (305) and on the northwest by another part of lot number three hundred and four (304).

To be sold at the Registry Office of Ste. Hénédine, County of Dorchester, on the THIRTIETH day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 25, 1972. 45586

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 78-708. } SHELL CANADA LTD., corporation legally incorporated, having a place of business at 1857 Chemin des Foulons, Québec, *versus* ALBERT DORÉ, residing in St. Joseph Range, St. Basile North, County of Portneuf.

"A part of lot number four hundred and ninety-one (491) (plot of land) Lac Belleau, St. Joseph Range, St. Basile, on the official cadastre for the parish of St. Basile, County of Portneuf, with all the buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Registry Office for Portneuf, Cap-Santé, County of Portneuf, the FIRST day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 25, 1972. 45588

Vente d'effets non réclamés

La Cie Messagerie CP limitée

La Cie Messageries CP Limitée donne avis par les présentes que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai, 1971, et non réclamés aux bureau des CP Express Limitée à divers endroits de la province de Québec,

Sale of Unclaimed Baggage

CP Express Limited

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1971, still remaining unclaimed in the offices of the CP Express Limited at different points in the Province of Québec, will be sold at Public

seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, a ONZE heures du matin, le PREMIER jour de JUIN, 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Le gérant-général,
45578-17-6-o W. M. RILEY.

Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen St. East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIRST day of JUNE, 1972, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

W. M. RILEY,
45578-17-6-o *General Manager.*

Vente pour taxes

Ville d'Estérel

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'hôtel de ville, dans la Ville d'Estérel, au no 700 Boulevard de Calais, SAMEDI le DIXIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes non-payées et les intérêts mentionnées dans l'état en plus des frais et intérêts qui ont été ou qui pourront être encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Sale for taxes

Town of Estérel

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public Auction in the office of the City Hall, in the Town of Esterel, No. 700 Boulevard of Calais, on SATURDAY, the TENTH day of JUNE 1972, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes, interest and costs mentionned in the statement, in addition to the costs and interest which have been or may be incurred unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or accult attached to the said properties.

Nom Name	Numéro de cadastre Number of cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes de route Road taxes	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Boucher, Roger (Sans bâtisse) (Place des Allouettes)	Bloc B, lot 777 (Vacant lot) (Allouettes Ave)	$ 84.27	$ 50.00	$ 28.58	$ 162.85
Gaudreau, René (Sans bâtisse) (Ave des Friquets)	Bloc B, lot 683 (Vacant lot) (Friquets Ave)	38.63	25.00	10.04	73.67
Goldberg, Louis synd. (Sans bâtisse) (Place des Récollets)	Bloc B, lot 254 (Vacant lot) (Récollets Ave)	84.56	50.00	28.26	162.82
Laramée, René (succession) a/s-c/o Dugas & Dugas notaires-notary (Sans bâtisse) (Boulevard Estérel)	Bloc B, lot 807 (Vacant lot) (Estérel Boulevard)	77.77	50.00	26.28	154.05
Mc Call, James (Sans bâtisse) (Boulevard de Calais)	Bloc B, lot 853 (Vacant lot) (Calais Boulevard)	82.30	50.00	27.81	160.11
Mercier Construction Inc. (Sans bâtisse) (Ave de Grenoble)	Bloc B, lot 128 (Vacant lot) (Grenoble Ave)	156.29	50.00	42.30	248.59
Sabbagh, Farid A. (Sans bâtisse) (Ave des Roitelets)	Bloc B, lot 23 (Vacant lot) (Roitelets Ave)	88.49	25.00	17.25	130.74
Sabraw, James Leslie (Sans bâtisse) (Boulevard de Calais)	Bloc B, lot 855 (Vacant lot) (Calais Boulevard)	78.63	50.00	27.12	155.75
Placements Tétreault Inc. (Sans bâtisse) (Ave de Touraine)	Bloc B, lot 223 (Vacant lot) (Touraine Ave)	93.07	25.00	17.01	135.08

Donné à Ville d'Estérel, ce 17e jour d'avril 1972.
Le secrétaire-trésorier,
45592-17-2-o JOCELYNE GERMAIN.

Given at Town of Estérel, this 17th day of April 1972.
JOCELYNE GERMAIN,
45592-17-2-o *Secretary-Treasurer.*

INDEX No 17

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSEMBLÉE NATIONALE — *NATIONAL ASSEMBLY*

Bill sanctioned 3596
Projet de loi sanctionné 3596

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — *COOPERATIVE ASSOCIATIONS*

Association coopérative des agriculteurs de St-Nazaire, Lac St-Jean (*Ch. Stat*) 3590
Coopérative Minière de Cadillac (*Formation*) 3590
« Le Nid » garderie coopérative de Mont-Laurier (*Formation*) 3590

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Barreau du Québec, (*Mod. Règl. No 1*) 3591
Bar of the Province of Québec (*Mod. By-law No. 1*) 3591
Estate of Émile Lebeau (*Benefit of Inventory*) 3591
Succession de Émile Lebeau (*Bénéfice d'inentaire*) 3591

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Benayoun, Elias 3589
Berthiaume, Joseph-Émile-Noel 3589
Paldi, Meir 3589
Paquet, Marguerite 3590

COMMISSION Municipale de Québec — *COMMISSION Québec Municipal Commission*

Bergeronnes, canton-township (*Plus en défaut-No longer in Default*) 3620

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis: — *License:*

Pathfinder Resources Ltd. 3596

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Arrosage Aérien Agricole inc. 3591
C.M. Transport limitée 3592
Jodeen Originals Inc. 3591
Petits Profits inc. (Les) 3592
Prêts Richelieu inc. (Les) 3592
Racicot & Fils inc. 3592
Ungava Iron Ores Company 3592
Venetian Tile Co. Ltd. 3592

Divers — *Miscellaneous*

Bouillon, Pellerin & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 3593
Bro-Tek inc. (*Dir.*) 3593
Centre d'Accueil Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc. (*Nom-Name ch.*) 3593
Centre Médical Fleury inc. (*Dir.*) 3593
Club l'Airain inc. (*Règl.-By-laws*) 3594
Club Parc Duchesneau (*Règl.-By-laws*) 3594
Duroc Enterprises Inc. (*Dir.*) 3594
Entreprises Duroc inc. (Les) (*Dir.*) 3594
Evalex Ltd. (*Dir.*) 3594
Evalex ltée (*Dir.*) 3594
Fédération et Conseil de Bien-Être de la Rive-Sud inc. (*Règl.*) 3593
Fonbec Ltd (*Dir.*) 3594
Fonbec ltée (*Dir.*) 3594
Fontaine (F) inc. (*Nom-Name ch.*) 3595
Godsall Holdings (Québec) Ltd. (*Nom-Name ch.*) 3595
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus (*Règl.-By-laws*) 3596
Julien (Léo T.) (1971) inc. (*Nom-Name ch.*) 3594
Montreal Skeet Club (*Règl.-By-laws*) 3595
New Industrial Properties Ltd. (*Nom-Name ch.*) 3595
Placements Deux Rivières ltée (*Dir.*) 3595
South Shore Federation and Welfare Council Inc. (*By-laws*) 3593
U.T.N. Co. (*Nom-Name ch.*) 3595

Lettres patentes — *Letters Patent*

A.E.D.A.U.S. inc. 3524
A.S. Printing Ltd. 3558
Abitel inc. 3524
Acadia Bedding Ltd. 3567
Agence Provinciale (Québec) 1972 inc. 3524
Aménagements Median inc. (Les) 3525
Ameublement Jean-Louis Turgeon inc. 3525

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Ano-Sep ... 3526
Arbour (Claude) inc. ... 3526
Arbour (Maurice) inc. ... 3526
Arlivon inc. ... 3527
Association des groupes d'artisans d'Abitibi-Témiscamingue ... 3527
Association du sport automobile Métropolitaine ... 3527
Assurances Henri D. Major inc. (Les) ... 3528
Auberge du Lac Retenue inc. ... 3528
Beaudry (G. N.) & associés inc. ... 3529
Berthier Textiles Inc. ... 3583
Bisson (M. G.) inc. ... 3529
Brosseau (Jean-Claude) inc. ... 3529
Buckingham Hardware Inc. ... 3530
Cap Fire Service Ltd. ... 3530
Ce-La-Co ltée ... 3530
Centre de correspondance La Plume d'Or ltée ... 3531
Chagnon (Réal) inc. ... 3531
Charlene Clothing Manufacturing Co. Ltd. ... 3532
Châteauguay Drywall Inc. ... 3532
Chevrier (R.) Claim Service Inc. ... 3532
Clinique pédagogique de Montréal inc. (La) ... 3533
Club Caravelle inc. ... 3533
Club des Cerfs du Comté de L'Islet inc. ... 3533
Club de chasse et de pêche Marcel Raymond inc. ... 3534
Club des employés de la Voirie (Division 10) ... 3534
Club de golf des Érables ltée ... 3534
Club Mistral inc. ... 3535
Club de moto-neige Au Petit Fanal inc. ... 3535
Club de moto-neige de Barnston inc. ... 3536
Club de moto-neige Laval inc. ... 3536
Club Optimiste de Thetford Mines (Québec) inc. ... 3536
Club Sarcelle ... 3537
Comité d'action communautaire de Chibougamau inc. ... 3537
Comité de citoyens de La Corne ... 3538
Commission des loisirs de St-Félix-d'Otis ... 3538
Compagnie électrique Lauver inc. ... 3538
Compagnie générale d'administration d'immeuble ltée ... 3554
Construction Cookshire inc. ... 3539
Construction Fabien ltée ... 3539
Copernic Mines Ltd. ... 3569
Corga inc. ... 3539
Corporation du journal des handicapés du Québec (C.J.H.Q.) ... 3540
Corps de majorettes Les Marquises (Le) ... 3540
Cosmetics of Canada Ltd. ... 3541
Cosmétiques du Canada ltée ... 3541
Cournoyer (J. P.) ltée ... 3541
D & L Motor Sales Inc. ... 3541
Daveluyville Furniture Transport Inc. ... 3584
Distributions Couponmatic inc. (Les) ... 3542
Dreynick inc. ... 3542
Dryden (Ken) Inc. ... 3542
Dutil (R. J.) & frères inc. ... 3543
Etac Investments Ltd. ... 3543
Édifices du Cap inc. (Les) ... 3543
Éditions Kébecspec inc. (Les) ... 3544
Éditions Presses Touristiques inc. (Les) ... 3544
Entreprises Barel inc. (Les) ... 3545
Entreprises Beauregard ltée ... 3545
Entreprises C. A. Norton limitée (Les) ... 3545
Entreprises C. Rouleau inc. (Les) ... 3546
Entreprises Ferland et Cormier inc. (Les) ... 3546
Entreprises générales d'électricité R.D.B. ltée (Les) ... 3546
Entreprises Jacques Grenier inc. (Les) ... 3547
Entreprises Ray & M. inc. (Les) ... 3547
Entreprises Vau-Dor inc. (Les) ... 3547
Excavation Bernard ltée ... 3548
F. T. Food Consultant Inc. ... 3548
Fabien Construction Ltd. ... 3539
Fairwinds Corporation Ltd. ... 3548
Fer & métal Trans-Québec ltée ... 3549
Filion (Jacques) Assurance Inc. ... 3549
Flaminaire Thomas ltée ... 3550
Fontaine (Camille) & fils inc. ... 3550
Fortin (R E) Aviation Service Inc. ... 3550
Francis Installation Inc. ... 3551
G. G. Renovation & Construction (Henri-Bourassa) Inc. ... 3551
Gai Colibri inc. (Le) ... 3551
Gagné (J. R. B.) & associés inc. ... 3552
Gagné (Reynald) inc. ... 3552
Garage Normand Tessier inc. ... 3553
Garage Universel Piazza inc. ... 3553
Gaz propane Sud inc. ... 3553
Gendron (Gérard) inc. ... 3554
General Real Estate Management Company Ltd. ... 3554
Gerbois ltée ... 3554
Gestion Lapierre inc. ... 3555
Golden Quill Correspondence Center Ltd. (The) ... 3531
Golf Des Saules inc. ... 3555
Goudrons Modernes de Laval inc. (Les) ... 3555
Guindon (J. M.) inc. ... 3556
Home Master Cleaning of Montreal Ltd. ... 3556
Hôtel Dubuc inc. ... 3557
Hôtellerie Le Carafon inc. ... 3557
Île Bizard Plastic Inc. ... 3557
Immeubles Roland Dumais incorporée ... 3558
Imprimerie A. S. ltée ... 3558
Inouk Investments Ltd. ... 3573
Inovec limitée ... 3558
Investissements Mamie inc. (Les) ... 3559
Investissements Seigle inc. (Les) ... 3559
James Edmond Ltd. ... 3559
Kaypin Enterprises Ltd. ... 3560
Kotel Products Inc. ... 3560
Lachapelle (Roger) inc. ... 3561
Lamarche & Nadeau inc. ... 3561
Lapalme (J.-C.) inc. ... 3561
Lapierre Holding Inc. ... 3555
Larose (Adrien) & Sons Inc. ... 3562
LaSalle (Raymond) inc. ... 3562
Lauver Electric Inc. ... 3538
Lavoie (Lucien) constructeur inc. ... 3562
Leclerc & Poitras inc. ... 3563

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Lehoux (René) inc. 3563
Librairie Beaufort (1971) inc. 3563
Loisirs de Rivière-du-Loup (Les) 3564
Lomberjac inc. 3564
Loubier (Gérard) inc. 3564
Luigi Sports Car (Sales & Service) Ltd. 3565
M. F. Paints (1972) Inc. 3572
Mademac inc. 3565
Maljan inc. 3566
Manufacture d'habits St-Eustache inc. 3566
Marché R. J. Lefebvre inc. 3566
Matelas Acadia ltée 3567
Mat-O-Matic inc. 3567
Median Developments Inc. 3525
Métaierie de la Providence inc. 3567
Metronex inc. 3568
Meubles & décorations Golfe inc. 3568
Mines Copernic ltée 3569
Moisan & Morasse inc. 3569
Montreal Auto Sprint Inc. 3569
Montreal Park Parking Company Ltd. 3570
Namel inc. 3570
Norstade inc. 3570
Parachute St-Jean inc. 3571
Paradiso inc. 3571
Parc Courchevel inc. 3571
Peintures M. F. (1972) inc. 3572
Piazza Universal Garage Inc. 3553
Placements Anco inc. (Les) 3572
Placements Ectac ltée (Les) 3543
Placements Bull inc. (Les) 3572
Placements Fondor inc. 3573
Placements Inouk ltée (Les) 3573
Placements Malika inc. (Les) 3573
Planidirection inc. 3574
Plasterm inc. 3574
Polyclinique médicale St-François d'Assise ltée 3575
Polycolor Inc. 3575
Prévost & frères inc. 3575
Protexplo inc. 3576
Productions Bovegas ltée 3576
Productions Marvin inc. (Les) 3576
Produits Kotel inc. (Les) 3560
Provincial News (Québec) 1972 Inc. 3524
Prud'homme (Pierre) Auto Inc. 3577
Radio-Équipements Maritimes inc. 3577
Raymond (Marcel) Fishing and Hunting Club Inc. 3534
Restaurant La Pergola inc. 3578
Restaurant l'Écho De La Mer inc. 3578
Restaurant Les Flammes inc. 3578
Rodrigue (A.) & fils inc. 3579
Rouleau (C.) Enterprises Inc. 3546
St-Amour (Hervé) inc. 3579
St-Jérôme Mobile Crane Service Inc. 3580
Saint-Louis Aviation Inc. 3579
Services acoustiques B M R inc. (Les) 3580
Service de grue mobile St-Jérôme inc. 3580
Service de réclamation R. Chevrier inc. 3532
Société de conservation de l'Outaouais 3580
Sonic inc. 3581
Studio Publi-Relations de Montréal inc. 3581
Sunhill Motel Inc. 3582
Tecoge inc. 3582
Télévision Communautaire Dolbeau-Mistassini inc. 3582
Textiles Berthier inc. (Les) 3583
Tours Chanteclerc inc. 3583
Transports de meubles Daveluyville inc. 3584
Trans-Québec Iron & Metal Ltd. 3549
Tropicarium inc. 3584
Turpin et Turpin limitée 3584
Voitures R. M. ltée (Les) 3585
X M Radio Thetford Mines 3585

Lettres patentes supplémentaires — ***Letters Patent supplementary***

Association des Constructeurs d'Habitations — Région de Québec inc. 3586
Bourget Investments Inc. 3588
Chasse, Sirois & Associés inc. 3586
Club l'Airain inc. 3586
Entreprises du Cinéma Fanny inc. (Les) 3586
Fondation Fournier-Éthier inc. 3587
General Trailer Equipment & Service Inc. 3587
Kalcikote inc. 3587
Lévesque Auto inc. 3587
Lortie (G. L.) & Associés inc. 3587
Monza Sports Supply, Inc. 3588
Placements Bourget inc. 3588
Ramsley Imports Inc. 3588
Site Domiciliaire Idéal inc. 3588
Télécâble de la Rive-Sud inc. 3589

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATIONS TO LEGISLATURE***

Communauté Urbaine de Québec (La) 3597
Farnham, cité-city 3598
Montréal, ville-city 3597
Québec, Urban Community (The) 3597
Roberval, cité-city 3597

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — ***WINDING-UP ACT***

Contre-Plaqué Maska ltée 3600
Maska Plywood Ltd. 3600

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Lorraine, ville-town (*Règl.-By-laws No. 60*) 3599
Sainte - Thérèse, ville - town (*Règl.-By - laws No. 424*) 3599

Institutions financières compagnies et coopératives — ***Financial Institutions Companies and Cooperatives***

Assurance: — *Insurance:*

Canada Health and Accident Assurance Corporation (*Name ch.*) 3598

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurance: (*suite*) — *Insurance:* (*continued*)

Corporation canadienne d'Assurances Santé et Accidents (*Nom ch.*) 3598
Prévoyance, compagnie d'assurances (La) (*Dir.*) 3598
Provident Assurance Company (The) (*Dir.*) .. 3598

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Chicoutimi, par. 3599
Chicoutimi, par. 3599
Ste-Catherine, par. 3599
St-Joseph de Chambly, par. 3600

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Arbor and Forest Week (May 7 to May 13, 1972) 3601
Bureau de la division d'enregistrement de Richelieu, à Sorel 3600
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Arnaud, situated in the registration division of Sept-Îles 3604
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Arnaud, situated in the registration division of Sept-Îles 3605
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Bourlamaque situated in the registration division of Abitibi ... 3607
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Bourlamaque situated in the registration division of Abitibi ... 3608
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Holland situated in the registration division of Ste-Anne-des-Monts 3602
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Isle-Dieu, situated in the registration division of Abitibi 3610
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton d'Arnaud, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles 3604
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton Arnaud, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles 3605
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Bourlamaque située dans la division d'enregistrement d'Abitibi. 3607
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Bourlamaque, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi. 3608
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Holland située dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts 3602
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton d'Isle-Dieu, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi 3610
Office of the registration division of Richelieu, at Sorel 3600
Semaine de l'Arbre et de la Forêt au Québec (7 au 13 mai 1972) 3601

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

Farnham, cité-city 3614
La Pocatière, ville-town 3617
Shawinigan South, ville-town 3612
Sorel, cité-city 3616

VENTES — ***SALES***

Effets non réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Cie Messagerie CP Limitée (La) 3626
CP Express Limited 3626

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Binette et *al* 3620
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Binette et *al* 3620

Hauterive — ***Hauterive***

Maison Rite inc. *vs* Malouin 3623

Québec — ***Québec***

Desmarais *vs* Lambert 3625
Imperial Oil Ltd *vs* St-Hilaire 3624
Industries G. I. Lachance inc. *vs* Tardif (Les) 3624
Mutual Life, cie d'Assurances du Canada (La) *vs* Falardeau 3623
Mutual Life Insurance Company of Canada *vs* Falardeau 3623
Shell Canada Ltd. *vs* Doré 3626
Société de Développement industriel du Québec *vs* Bélanger 3625

Taxes — ***Taxes***

D'Estérel, ville-town 3627

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 960-72

Québec, le 28 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, chapitre 79, S.R. Q. 1964, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, le droit exigible pour toute licence permettant de tenir une réunion de courses de chevaux sur un hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille est de trois cent dollars par jour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 38 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le tarif établi par l'article 35;

ATTENDU QUE dans l'intérêt du public qui assiste aux courses de chevaux, il convient que les recettes des associations de courses soient suffisantes pour leur permettre d'offrir de bons spectacles;

ATTENDU QUE le montant des bourses versées aux propriétaires de chevaux et l'échelle des salaires payés aux employés de telles associations influent sur la qualité et la conduite des courses;

ATTENDU QUE pour ces motifs c'est la coutume depuis plusieurs années de réduire les droits exigibles, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences;

ATTENDU QU'il convient de continuer cette réduction pour tout hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille, situé ailleurs que dans la ville de Montréal ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles, à la condition que la vente et l'enregistrement des paris sur cet hippodrome se fassent automatiquement et avec des appareils approuvés par le ministère du Revenu de la province.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé:

« Règlement concernant une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, chap. 79, S.R.Q. 1964, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux ».

Le Greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 960-72

Québec, March 28, 1972

Present: The lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, (R.S.Q. 1964, ch.79), in respect of certain race tracks where the pari-mutuel system is in operation during horse races.

WHEREAS under section 35 of the Licenses Act, the duty exigible for a license to hold a horse-race meeting on a race track generally known as a one-half mile track is three hundred dollars per day;

WHEREAS under section 38 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may alter the tariff established by section 35;

WHEREAS in the interest of the public who attend horse races, it is expedient that the receipts of racing associations be sufficient to permit the said associations to offer good entertainment;

WHEREAS the amount of the purses paid to horse owners, and the wage scales of the employees of such associations, influence the quality and conduct of races;

WHEREAS for such reasons it has, for several years, been customary to reduce the duties exigible under section 35 of the Licenses Act;

WHEREAS it is expedient to continue to apply such reductions to any race track generally known as a one-half mile track, situate other than in the city of Montreal or in the surrounding territory lying within a thirty-mile radius, upon the condition that the sale and recording of bets at such race track be made automatically and by means of machines approved by the Department of Revenue of the Province.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the regulation appended hereto be adopted, the title of which is:

"Regulation concerning a reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, (R.S.Q. 1964, ch. 79), in respect of certain race tracks where the pari-mutuel system is in operation during horse races."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

LR-477

« Règlement concernant une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, chap. 79, S.R.Q. 1964, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux ».

Le droit exigible, en vertu du paragraphe *b*) de l'article 35 de la Loi des licences pour tout hippodrome situé ailleurs que dans la ville de Montréal ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles est réduit comme suit:

a) À la somme de deux cents dollars pour chaque jour de courses, si l'hippodrome est situé dans la ville de Québec ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles;

b) À la somme de soixante-quinze dollars par jour si l'hippodrome est situé ailleurs que dans les endroits susdits.

La réduction s'applique à la période du 1er mai 1971 au 30 avril 1972, à la condition que les paris sur ces hippodromes soient vendus et enregistrés automatiquement avec des appareils approuvés par le ministère du Revenu de la province.

Le présent règlement deviendra nul à compter du jour de l'entrée en vigueur, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, de l'article 79 de la Loi sur les loteries et courses, (L.Q. 1969 ch. 28).

45568-o

"Regulation concerning a reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, (R.S.Q. 1964, ch. 79), in respect of certain race tracks where the parimutuel system is in operation during horse races."

The duty exigible under paragraph (*b*) of section 35 of the Licenses Act for each track situate other than in the city of Montreal or in the surrounding territory lying within a thirty-mile radius is reduced as follows:

(*a*) To the amount of two hundred dollars for each day of racing, if the track is situate in the city of Québec or in the surrounding territory lying within a thirty-mile radius;

(*b*) To the amount of seventy-five dollars per day if the track is situate other than in the above stipulated regions.

The reduction applies to the period commencing on May 1st, 1971 and ending on April 30th, 1972, upon the condition that the bets at such tracks be sold and recorded automatically by means of machines approved by the Department of Revenue of the Province.

This regulation shall become null and void upon the date of the coming into force of section 79 of the Lotteries and Races Act (S.Q. 1969, ch. 28) by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

45568-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 541-72

Québec, le 22 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la location de terres publiques pour des fins particulières.

ATTENDU QU'il est stipulé ce qui suit à l'article 4 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus 1964, chapitre 92):

« 4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut passer les arrêtés nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la présente loi, suivant leur vrai sens, ou dans le but de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter, et pour lesquels il n'est pas établi de dispositions par la présente loi.

. . . »;

ATTENDU QUE cette loi prévoit la location de terres publiques ainsi que les conditions pour leur location;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 541-72

Québec, February 22, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the leasing of public lands for special purposes.

WHEREAS section 4 of the Lands and Forests Act R.S.Q. 1964, ch. 92) prescribes as follows:

"4. The Lieutenant-Governor in Council may pass such orders as are necessary to carry out the provisions of this act, or to meet cases which may arise and for which no provision is made thereby.

. . . ";

WHEREAS the said act provides for the leasing of public lands and the conditions pertaining thereto;

LR-478

ATTENDU QUE dans le but de faciliter l'expédition des affaires du ministère, le lieutenant-gouverneur en conseil a pourvu dans le passé à une règlementation de base régissant la location des terres publiques, notamment pour des fins sportives, touristiques, domiciliaires, industrielles, philanthropiques, sociales et religieuses, par l'arrêté en conseil numéro 1379 du 9 août 1938, remplacé par l'arrêté en conseil numéro 2497 du 25 septembre 1941, qui est encore en vigueur;

ATTENDU QU'en vertu des deux arrêtés en conseil mentionnés, plus de 20,000 baux ont été consentis, lesquels visent en majorité des emplacements de villégiature familiale, groupés dans quelque 250 colonies riveraines de lacs ou de rivières, et dont l'aménagement a favorisé l'economie régionale, tant à l'avantage des particuliers que des corps publics;

ATTENDU QUE le tarif minimal des loyers prévus en 1941 a été haussé progressivement sur l'ordre du ministre des terres et forêts, principalement à la suite de ses ordonnances du 9 novembre 1956 et du 11 août 1970, et qu'il y a lieu d'approuver par arrêté en conseil les conditions et les catégories de location, ainsi que le tarif minimal des loyers et la limitation maximale des superficies susceptibles d'être louées afin qu'ils correspondent mieux aux conditions économiques actuelles, la nouvelle réglementation de base étant destinée à simplifier la tâche des fonctionnaires intéressés en plus de constituer un instrument administratif mieux approprié et plus efficace.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Terres et forêts:

QUE le ministre des Terres et forêts soit autorisé à louer, lorsqu'il le jugera opportun, en vertu d'un bail notarié et sous seing privé, les terres publiques requises pour des fins spécifiques relevant de sa juridiction, sujet aux conditions, restrictions, tarifs et particularités déterminées dans la cédule ci-annexée, qui fait partie intégrante des présentes, ledit ministre pouvant inclure dans le bail toute clause qu'il jugera nécessaire ou utile dans l'intérêt de la province et non incompatible avec le présent arrêté;

QUE l'arrêté en conseil numéro 2497 du 25 septembre 1941, soit abrogé, sans préjudice aux locations consenties durant sa validité, lesquelles toutefois seront assujetties à l'application des nouveaux tarifs lors de tout renouvellement futur.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS in order to facilitate the conduct of the business of the department, the Lieutenant-Governor in Council has, in the past, provided basic regulations to govern the leasing of public lands, particularly for sports, tourist, residential, industrial, philanthropic, social and religious purposes, by Order in Council No. 1379 dated August 9, 1938, replaced by Order in Council No. 2497 dated September 25, 1941, which is still in force;

WHEREAS, under the abovementioned two Orders in Council, more than 20,000 leases have been issued, the majority for the purpose of providing family resort lots, concentrated in some 250 colonies bordering lakes and rivers, whose growth has been beneficial to the regional economy both in the private and public sectors;

WHEREAS the minimum leasing tariff prescribed in 1941 has been progressively raised upon the order of the Minister of Lands and Forests, principally following upon his orders dated November 9, 1956 and August 11, 1970, and it is expedient to approve, by Order in Council, conditions and classes of leasing, the minimum leasing tariff, and the maximum ground area which may be let, which more closely reflect present day economic conditions, the new basic regulations serving to simplify the work of the department personnel concerned, as well as to constitute a more suitable and efficient administrative instrument.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to let, at his discretion, under notarized lease and by private writing, the public lands required for the specific purposes falling within his jurisdiction, subject to the conditions, tariffs and special qualifying provisions set forth in the schedule appended hereto, which becomes an integral part of this Order in Council; the said Minister being authorized to include in the lease any clause which, in the interest of the Province, he deems to be necessary or useful and not incompatible with this Order;

THAT Order in Council No. 2497 dated September 25, 1941 be revoked, without prejudice to leases granted during its validity which, however, shall be subject to the application of the new tariffs upon all future renewals.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

LR-479

Cédule indiquant les fins de la location, la superficie susceptible d'être louée, le loyer annuel minimal, la durée du bail et certaines particularités connexes.

Fins de la location	*Superficie maximale*	*Loyer annuel minimal*	*Durée du bail (renouvelable à son expiration)*	*Particularités*
Villégiature sportive ou touristique, personnelle ou familiale (fins individuelles, fins domiciliaires)	3 acres	$35.00 l'acre aux ressortissants canadiens $55.00 l'acre aux non ressortissants (payable d'avance à tous les 2 ans) L'excédent de la première acre est calculé au prorata de ces tarifs.	10 ans	Une charge additionnelle de $10.00 par année sera perçue pour le remboursement des frais d'arpentage et de cadastre (jusqu'à concurrence d'un montant global de $120.00). La superficie maximale de 3 acres ne s'applique pas aux emplacements déjà arpentés par le ministère avec une plus grande superficie, laquelle toutefois ne devra pas excéder 5 acres.
Tourisme commercial	10 acres	$50.00 l'acre aux ressortissants canadiens. $70.00 l'acre aux non ressortissants.	10 ans	Plus remboursement des frais d'arpentage et de cadastre à raison de $10.00 par année (jusqu'à concurrence de $120.00).
Autodromes, hippodromes	25 acres	$50.00 l'acre aux ressortissants canadiens. $70.00 l'acre aux non ressortissants.	10 ans	
Établissements sportifs destinés à la pratique du du ski ou de la motoneige, comprenant lorsqu'il y a lieu le terrain de de stationnement.	5 acres	$35.00 l'acre aux ressortissants canadiens. $70.00 l'acre aux non ressortissants.	10 ans	Cette disposition ne se rapporte pas aux pistes, ni dans le cas du ski ni dans celui de la motoneige. L'autorisation requise pour ces fins sera accordée par lettre du sous-ministre ou de l'un de ses adjoints.
Villégiature et autres activités exercées sans but lucratif par des associations ou groupements homogènes (fins collectives).	15 acres	$35.00 pour la première acre ou fraction de la première acre. $10.00 l'acre pour toute superficie additionnelle.	10 ans	Plus remboursement des frais d'arpentage et de cadastre à raison de $10.00 par année (jusqu'à concurrence de $120.00).
Industrie, de toute catégorie (sauf celle visée par la loi des mines) et toutes fins connexes au maintien d'une telle industrie.	75 acres	$40.00 l'acre pour la première acre et $10.00 l'acre pour tout excédent	10 ans	

LR-480

Schedule regulating the purposes of leases, the limit of acreage, the minimum annual rent, the duration of leases, and certain qualifying provisions.

Purpose of Lease	*Maximum Area*	*Minimum Annual Rent*	*Duration of Lease (Renewable upon expiry)*	*Special Qualifying Provisions*
Sports or tourist resort, personal or family (particular or residential purposes)	3 acres	$35 per acre for Canadian nationals. $55 per acre for foreign nationals. (Payable in advance every 2 years). Acreage surplus to the first acre to be calculated pro-rata to the above tariffs.	10 years	An additional charge of $10 per annum is levied to cover survey and cadastral fees (up to a total amount of $120) The maximum of 3 acres does not apply to lots of greater acreage already surveyed by the Department. However, in such cases, the maximum allowed is 5 acres.
Commercial tourism	10 acres	$50 per acre for Canadian nationals. $70 per acre for foreign nationals.	10 years	Plus reimbursement of survey and cadastral fees at $10 per annum (up to $120).
Motor-racing track, horse-racing track	25 acres	$50 per acre for Canadian nationals. $70 per acre for foreign nationals.	10 years	
Sports institutions engaging in ski or snowmobilling practice, including parking lots where applicable	5 acres	$35 per acre for Canadian nationals. $70 per acre for foreign nationals.	10 years	This provision does not apply to trails, either for skiing or snowmobilling. The authorization necessary for such purposes is granted by letter from the Deputy Minister or one of his assistants.
Resort and other activities of a non-profit nature carried on by homogeneous associations or groups (common purposes)	15 acres	$35 for the first acre or fraction thereof. $10 per acre for any additional area.	10 years	Plus reimbursement of survey and cadastral fees at $10 per annum (up to $120).
Industry, of any category (except that contemplated by the Mining Act) and for all purposes connected with the maintenance of such industry	75 acres	$40 for the first acre and $10 per acre for any surplus.	10 years	

LR-481

Fins de la location	*Superficie maximale*	*Loyer annuel minimal*	*Durée du bail (renouvelable à son expiration)*	*Particularités*
Terrains municipaux de camping, plages publiques, et terrain de stationnement connexe, ou autres fins municipales particulières.	25 acres	$25.00 l'acre pour la première acre et $10.00 l'acre pour toute superficie additionnelle.	10 ans	
Dépotoirs municipaux ou autres destinés à un usage collectif.	25 acres	$25.00 l'acre pour la première acre et $10.00 l'acre pour tout excédent	10 ans	Toute location doit être préalablement approuvée par le Ministère des affaires municipales (direction générale de l'Hygiène du milieu)
Pâturages, cultures spéciales, notamment dans les régions où le Ministère de l'agriculture et de la colonisation n'exerce aucune activité quant à la concession des terres publiques.	100 acres	$0.50 l'acre (minimum annuel de 20.00)	3 ans	
Activités scoutes communautaires, colonies de vacances sous surveillance religieuse ou ecclésiastique, colonies de vacances pour prêtres, religieux, séminaristes, maisons de retraite ou de repos pour les membres du clergé (séculier ou régulier), activités éducationnelles ou pédagogiques (cours d'été)	25 acres	$2.00 l'acre (minimum annuel de $25.00)	10 ans	

Dispositions générales applicables à tous les baux ou à certaines catégories déterminées de baux

a) Le bail devra porter la mention de l'inclusion de la réserve légale de trois chaines dans les cas où le terrain loué n'est pas contenu en entier dans la profondeur de celle-ci (198 pieds). Dans les autres cas, le bail sera interprété comme comportant implicitement la location délibérée des droits de la Couronne, connexes à ladite réserve légale;

b) Les droits résultant de tout bail ne pourront être transférés que sur autorisation préalable du Ministre des terres et forêts et moyennant paiement des honoraires de transfert qui seront de $10.00 pour chaque mutation proprement dite de la possession;

c) Si des motifs particuliers justifient d'accorder la location d'un emplacement situé dans un territoire de chasse ou en bordure d'un lac loué pour des fins de pêche, le bail devra contenir la clause suivante:
« Il est expressément convenu que si le locataire désire se départir du terrain loué, en tout ou en partie, et des améliorations qui s'y trouvent, il devra en aviser par écrit le détenteur du bail de chasse ou de pêche, et lui donner la préférence d'acquérir ses droits, constructions et améliorations aux mêmes conditions qui lui sont, de bonne foi, offertes par d'autres, ledit détenteur étant cependant tenu de signifier dans les soixante (60) jours son intention de se prévaloir de cet avantage. Tout transfert consenti en violation de la présente disposition sera nul et le terrain loué sera réintégré dans le domaine vacant de la Couronne, par voie de révocation au sens des articles 42 et suivants de la Loi des terres et forêts (S.R. 1964, chapitre 92). »

45532-o

LR-482

Purpose of Lease	*Maximum Area*	*Minimum Annual Rent*	*Duration of Lease (Renewable upon expiry)*	*Special Qualifying Provisions*
Municipal camping grounds, public beaches, and their parking lots, or or other special municipal purposes	25 acres	$25 per acre for the first acre and $10 per acre for any additional area.	10 years	
Municipal dumps or others for common use	25 acres	$25 per acre for the first acre and $10 per acre for any surplus.	10 years	All leases must have the prior approval of the Department of Municipal Affairs (Environmental Hygiene Division).
Grazing, special cultivation, particularly in regions where the Department of Agriculture and Colonization has no authority over the concession of public lands	100 acres	$0.50 per acre (annual minimum of $20).	3 years	
Community scout activities, holiday camps under religious or church supervision, holiday camps for priests, religious orders, seminarists, retreat homes or rest homes for members of the clergy (secular or regular), educational or pedagogic activities (summer courses)	25 acres	$2 per acre (annual minimum of $25).	10 years	

General provisions applicable to all leases or to certain determined classes of leases.

(*a*) The lease must bear mention of the inclusion of the legal reserve of three chains in cases where the land under lease is not entirely contained within the width of such reserve (198 feet). In other cases, the lease shall be construed as implicitly including the intentional leasing of Crown rights, connected with the aforesaid legal reserve;

(*b*) The rights deriving from any lease shall only be transferred upon the prior authorization of the Minister of Lands and Forests and upon payment of transfer fees which shall be $10 for each official transfer of ownership;

(*c*) If special reasons justify the granting of a lease for a lot situated in a hunting territory or on the shores of a lake rented for fishing purposes, the lease must contain the following clause:
"It is expressly agreed that should the lessee wish to part with the ground leased, in whole or in part, and the improvements made thereto, he must advise in writing the holder of the hunting or fishing lease, and give him preference in the acquisition of his rights, constructions and improvements upon the same conditions which are offered him, in good faith, by others; the said holder, however, being required to make known his intention of taking advantage of such offer within sixty (60) days. Any transfer made in violation of this provision shall be null and void and the ground rented shall be reinstated as vacant Crown lands, by cancellation within the meaning of sections 42 to 54 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92)."

45532-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 679-72

Québec, le 1er mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement à l'ordonnance numéro 13, 1971 de la Commission du salaire minimum.

IL EST ORDONNÉ sur proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE l'ordonnance d'amendement à l'ordonnance numéro 13, 1971, adoptée par ladite Commission le 1er juin 1971 et dont copie est annexée aux présentes, soit approuvée et entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Commision du salaire minimum
ordonnance d'amendement
à l'ordonnance No 13, 1971

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c.144 et amendements),

DÉCRÈTE par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir:

L'ordonnance no. 13, 1971 adoptée par la Commission du salaire minimum le 1er juin 1971, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2193 et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 26 juin 1971 et entrée en vigueur le 26 juin 1971 est modifiée en remplaçant l'article 1 *d*) par le suivant:

Article 1 d)

« Camionneur artisan »: Toute personne qui possède un seul camion licencié et le conduit lui-même.

Aux fins de la présente ordonnance, le camionneur artisan est réputé conduire lui-même son camion s'il se fait remplacer par un chauffeur pour une durée n'excédant pas cinq (5) jours ouvrables par année.

S'il excède ces cinq jours, il n'est plus régi par la présente ordonnance jusqu'à ce qu'il conduise à nouveau lui-même son camion.

ENTRÉE EN VIGUEUR: La présente ordonnance d'amendement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

FAITE ET SIGNÉE en la ville de Ste-Foy, ce dixième jour du mois de février mil neuf cent soixante-douze.

Commission du Salaire minimum

45577-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 679-72

Québec, March 1, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Ordinance No. 13, 1971 of the Minimum Wage Commission.

IT IS ORDERED upon recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the ordinance of amendment of Ordinance No. 13, 1971, adopted by the said Commission on June 1, 1971 and a copy of which is attached hereto, be approved and come into force the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Minimum Wage Commission
ordinance of amendment
to ordinance No. 13, 1971.

THE MINIMUM WAGE COMMISSION, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, chapter 144, as amended),

DECREES, by the present ordinance of amendment, as follows, to wit:

Ordinance No. 13, 1971, adopted by the Minimum Wage Commission on June 1st, 1971, approved by Order in Council number 2193, published in the *Québec Official Gazette* of June 26, 1971 and which came into force on June 26, 1971, is amended by replacing Section 1 (*d*) by the following:

Section 1 (d)

"Artisan Trucker" means any person who is the owner of only one licensed truck and who drives it himself.

For the purposes of the present Ordinance, the artisan trucker is considered as driving his truck himself, whenever he has a driver replace him for a period not exceeding five (5) working days per year.

If he does exceed these five days, he is no longer governed by this Ordinance until he, himself, drives his truck again.

EFFECTIVE DATE: The present ordinance of amendment comes into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

SIGNED AND DATED in the town of Ste-Foy, this tenth day of the month of February, one thousand nine hundred and seventy-two.

Minimum Wage Commission

45577-o

INDEX No 17

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL *ORDERS IN COUNCIL*

541 — Location de terres publiques pour des fins particulières. 3634
541 — Terres et Forêts, Ch. 92, S.R.Q. 1964, location de terres publiques pour des fins particulières. . . . 3634
541 — Leasing of public lands for special purposes. 3634
541 — Lands and Forests Act, R.S.Q. 1964, Ch. 92, leasing of public lands for special purposes. 3634
679 — Commission du salaire minimum, amendement à l'ordonnance No 13 (Travaux publics) 3640
679 — Minimum Wage Commission, modification to Ordinance No. 13 (Public works) 3640
960 — Réduction du droit exigible en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, ch. 79, S.R.Q. 1964 à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux 3633
960 — Licences, loi des, ch. 79, S.R.Q. 1964, réduction du droit exigible en vertu de l'article 35 de la Loi 3633
960 — Reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, (R.S.Q. 1964, ch. 79), in respect of certain race tracks where the pari-mutuel system is in operation during horse race. . . . 3633
960 — Licenses Act, (R.S.Q. 1964, ch. 79), reduction of the duty exigible under section 35 of the Act. . . . 3633

COMMISSION *COMMISSION*
Du Salaire minimum *Minimum Wage Commission*

Ord. No 13, 1971 (Travaux publics- Public Works) (*Amend.*) 3640

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 3633

ASSEMBLÉE NATIONALE 3596

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES 3590

AVIS DIVERS 3591

CHANGEMENT DE NOM 3589

COMMISSIONS:
- Municipale de Québec 3620
- Salaire minimum 3640

COMPAGNIES:
- Demandes d'abandon de charte 3591
- Divers 3593
- Lettres patentes 3524
- Lettres patentes supplémentaires 3586

CIES ÉTRANGÈRES 3596

DEMANDES À LA LÉGISLATURE 3597

LIQUIDATION DES COMPAGNIES 3600

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 3599
- Institutions financières 3598
- Terres et Forêts 3599

PROCLAMATIONS 3600

SOUMISSIONS 3612

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS 3626

VENTES PAR SHÉRIFS 3620

VENTE POUR TAXES 3627

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE 3597

CHANGE OF NAME ACT 3589

COMMISSIONS:
- Minimum Wage Commission 3640
- Québec Municipal Commission 3620

COMPANIES ACT:
- Applications for surrender of charter 3591
- Letters patent 3524
- Miscellaneous 3593
- Supplementary letters patentes 3586

COOPERATIVE ASSOCIATIONS 3590

DEPARTMENTS:
- Financial Institutions 3598
- Lands and Forests 3599
- Municipal Affairs 3599

EXTRA PROVINCIAL COMPANIES 3596

MISCELLANEOUS NOTICES 3591

NATIONAL ASSEMBLY 3596

ORDERS IN COUNCIL 3633

PROCLAMATIONS 3600

SALES BY SHERIFFS 3620

SALE FOR TAXES 3627

SALE FOR UNCLAINED BAGGAGE 3626

TENDERS 3612

WINDING-UP ACT 3600

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec,* veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette,* please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

$3.00

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest